

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS AUTONOMES

## Mise en garde contre la dégradation du niveau de vie

Lire l'article de Mokhtaria Bensaâd page 3

TIZI OUZOU

### Un réseau de passeurs de migrants clandestins démantelé

Lire l'article de Nait Ali H. page 4

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

ADOPTÉ JEUDI PAR L'APN

### Le projet de la nouvelle Constitution soumis au vote du Sénat aujourd'hui

Lire l'article de R. N. page 2



### Le procès des frères Kouninef se poursuit

P 4

## PANDÉMIE ET FRAUDE SANCTIONNÉE PAR DES PEINES JUDICIAIRES

# Un Bac pas comme les autres

Lire l'article de Houari Barti page 3



DILAPIDATION DE DENIERS  
PUBLICS, CONCLUSION  
DE MARCHÉS EN VIOLATION  
AVEC LA LÉGISLATION...

## Ould-Abbès et Barkat nient en bloc

Lire l'article de Z. Mehdaoui page 4



## Adopté jeudi par l'APN Le projet de la nouvelle Constitution soumis au vote du Sénat aujourd'hui

R. N.

Adopté jeudi à la majorité par l'APN, le projet de la nouvelle Constitution a été présenté, hier, devant la « Commission des Affaires juridiques et administratives, des Droits de l'Homme, de l'Organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial », du Conseil de la nation.

La dite Commission s'est réunie, sous la présidence de Salah Goudjil, président du Conseil par intérim. La réunion a été « élargie aux membres du bureau du Conseil, présidents des groupes parlementaires et contrôleur parlementaire du Conseil de la nation, avec le représentant du Gouvernement pour la présentation et le débat du projet de loi portant révision constitutionnelle initié par le président de la République », indique un communiqué de la Chambre haute.

M. Goudjil a déclaré, à l'entame de la réunion, que « tout un chacun, à quel que niveau qu'il soit, est tenu d'apporter son soutien à la démarche du président de la République, relative à la révision de la loi suprême du pays », une « Constitution consensuelle qui est à même de permettre la concrétisation d'un consensus national qui mènera le pays vers une nouvelle République », a-t-il ajouté.

La veille, le texte a été adopté à la majorité par l'APN. Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé que « cette Constitution n'est pas une fin en soi mais plutôt un tournant décisif dans le processus d'édification de l'Etat algérien. Elle permettra de poser les fondements pour l'amorce effective de la concrétisation des engagements du président de la République, pour l'édification de la nouvelle République », a-t-il indiqué dans une allocution au terme de l'adoption du projet de révision de la Constitution par les députés lors d'une plénière présidée par Slimane Chenine, président de l'APN.

### CONCRÉTISER LES ENGAGEMENTS DU PRÉSIDENT

Ce projet vient en réponse aux aspirations du peuple algérien à l'édification d'un véritable Etat démocratique à même de mettre l'Algérie à l'abri « des dérives autoritaires et despotiques », une Algérie

capable de relever les grands défis imposés par la réalité nationale et les développements survenus au niveau international, devenus impitoyables envers les Etats faibles », a-t-il souligné.

La Constitution, poursuit M. Djerad, sera soumise « au référendum du peuple, source de tout pouvoir et détenteur de la souveraineté, pour ainsi dire son dernier mot en toute liberté et nous sommes convaincus que le peuple algérien, comme à son accoutumée, plébiscitera, à la faveur de toutes les étapes décisives de son histoire, ce projet qui répond à ses aspirations et attentes exprimées durant le sursaut populaire déclenché le 22 février 2019 ».

Pour le président de l'APN, Slimane Chenine, le vote pour le texte de loi relatif à la révision de la Constitution, est « un jalon pour l'édification de la nouvelle République, dans une optique réformatrice ». « L'adoption, aujourd'hui, du projet de révision de la Constitution, avant de le soumettre au référendum populaire, sera le point de départ pour le parachèvement de l'édification des institutions de l'Etat, selon une nouvelle vision » qui « répond à une des principales revendications du 'Hirak' populaire, à savoir l'application des articles 7 et 8 de la Constitution, permettant ainsi au peuple de s'attacher à sa souveraineté et d'avoir son mot à dire dans toutes les questions relatives au pays et à l'Etat », a ajouté M. Chenine.

### UN « LARGE DÉBAT » DÈS LE 16 SEPTEMBRE

Par ailleurs, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer a annoncé, jeudi, l'ouverture d'un « large » débat sur le projet de révision de la Constitution, à partir du 16 septembre en cours. « Un large débat sera ouvert avec la Société civile, les Associations, les personnalités, les experts, les partis agréés et toutes les franges de la société algérienne, pour les associer au processus référendaire », a indiqué M. Belhimer, dans une déclaration à la presse en marge du vote par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) du projet de révision de la Constitution. M. Belhimer a précisé que tous les médias écrits et audiovisuels seront mobilisés pour cette opération.



Ph. Rachid K.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

**L**e projet de révision de la Constitution entame à partir du 16 septembre une ultime phase qui sera consacrée aux débats publics, engageant la société civile, les associations, les personnalités, les experts, les partis agréés et toutes les franges de la société algérienne « pour les associer au processus référendaire ». Une ligne droite, dont le point d'arrivée, en l'occurrence le jour « J » du référendum, le 1<sup>er</sup> novembre, constitue autant un point de départ pour l'Algérie nouvelle.

Dans la foulée, durant un mois et demi, on devrait être fixé sur la nature du débat, voulu « le plus large possible » par les autorités. Assistera-t-on à des cours pédagogiques pour expliquer aux électeurs les principes du changement porté par le projet de révision de la Constitution ou le débat sera-t-il ouvert aux avis politiques contradictoires ? Un point de vue qui dessine l'avenir du pays, qui se veut un Etat de droit, respectant les libertés individuelles, collectives, la liberté d'expression et l'indépendance de la justice. Car, une nouvelle Constitution, aussi consensuelle soit-elle, devrait avoir ses opposants. Et, par principe démocratique, donc, ces derniers ne devraient pas être exclus du débat. L'objectif de la nouvelle Constitution étant « l'instauration d'un Etat moderne s'employant à servir le citoyen et à rétablir sa confiance, un Etat où la vie politique est régie par les principes de transparence, de régularité, de reddition de comptes et de compétence et qui sépare l'argent de la politique et lutte contre la corruption », comme l'a souligné le Premier ministre lors de la présentation mardi du projet de loi devant la commission des affaires juridiques de l'APN.

### Consensus et abstention

Il serait donc malvenu d'étouffer les voix de l'opposition à ce projet. Une opposition déjà exprimée par quelques partis politiques (FFS, RCD, FJD, HMS) qui ont boycotté la séance plénière du vote à l'APN, sans pour autant influencer sur son issue, qui s'est conclue par un plébiscite du projet de révision de la Constitution. La mobilisation des médias dans les prochains jours autour de la nouvelle Constitution sera-t-elle, ainsi, à sens unique ou ouverte dans les deux sens, les « pour » et les « contre », avec une finalité aux électeurs de dire leur dernier mot le 1<sup>er</sup> novembre ? Jusque-là, le débat n'a pas été exclusivement ouvert aux voix s'exprimant en faveur de la nouvelle Constitution, mais également à ceux affichant leur opposition, et il serait très important de laisser ce « débat contradictoire » faire son chemin. C'est distinctement ce qui manquait le plus aux différentes Constitutions algériennes, passant de celle de 1963 qui a été suspendue en 1965, à la Constitution de 1976 révisée en 1979, 1980 et 1988, articulée à la Charte nationale du 5 juillet 1976, révisée en 1986, la Constitution de 1989, à celle de 1996, révisée en 2002, 2008 et 2016, qui ont été « imposées » sur mesures des présidents en fonction et qui n'ont jamais été prises au sérieux ni par la population ni par les pouvoirs successifs eux-mêmes. Une indifférence contre laquelle devrait s'orienter également le débat pour éviter une trop grande abstention des électeurs le jour « J » et faire perdre son caractère consensuel à la nouvelle Constitution. Parce que l'enjeu du consensus réel passe obligatoirement par une forte participation des électeurs au référendum, avec un résultat qui représenterait le choix de la majorité.

## Un protocole sanitaire spécial pour le référendum

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a mis en place un protocole sanitaire spécial pour la tenue du rendez-vous référendaire sur le projet de révision de la Constitution, prévu le 1<sup>er</sup> novembre prochain, dans le but d'éviter toute expansion du coronavirus.

Validé par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la Covid-19 et signé conjointement par l'ANIE et le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, ce protocole fixe les étapes régissant l'organisation du référendum.

Cette organisation qui s'impose en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle, concerne le siège de l'ANIE, les sièges des comités wilayales et communaux des élections, les centres de vote, les bureaux itinérants ainsi que les bureaux de vote au niveau des circonscriptions diplomatiques et consulaires à

l'étranger. Ce protocole comprend également des consignes sanitaires obligatoires à l'intérieur des salles de conférences et des salles de travail qui seront dotées de gel hydroalcoolique, à savoir le port obligatoire du masque, le respect de la distanciation sociale et l'impératif d'éviter tout contact physique entre les individus.

Selon le protocole, l'accès à l'intérieur du bureau n'est autorisé que pour deux ou trois personnes, et entre 5 et 7 membres à la salle de travail, en fonction de sa superficie.

De même qu'il est prévu d'organiser des chaînes d'attente spéciales pour les gens âgés, les malades chroniques et les personnes aux besoins spécifiques afin de faciliter l'opération du vote. Dès le lancement de la première phase du protocole, les pouvoirs publics veilleront à la stricte application des mesures préventives stipulées par ce protocole,

outre la désinfection des véhicules, des bureaux de vote itinérants et les urnes. Quatre espaces seront dédiés aux électeurs depuis la présentation de l'identité jusqu'au vote et la signature. Les personnels encadrant l'opération ont été fermement instruits de ne pas toucher les pièces d'identité. Un dispositif de désinfection sera mis en place pour stériliser les stylos après la signature.

Pour ce qui est du dépouillement, les membres du bureau chargés de cette mission sont tenus de porter des gants. Les électeurs désirant assister à cette opération devront aussi mettre des bavettes et respecter la distanciation. Après le vote les organisateurs veilleront au nettoyage et à la stérilisation des centres de vote. Plusieurs secteurs ministériels prendront part à l'organisation du référendum, à savoir la Santé, l'Intérieur, l'Education, la Justice et les Affaires étrangères.

**Le Quotidien**  
D'ORANEdition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)**Rédaction Algéroise**  
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE



## Pandémie et fraude sanctionnée par des peines judiciaires Un Bac pas comme les autres

Houari Barti

Deux jours du début des épreuves de l'examen du baccalauréat, session 2020, prévus dès demain dimanche, le ministre de l'Education nationale Mohamed Ouadjaout a appelé, ce jeudi, les directeurs de l'éducation au niveau national au «strict respect» des instructions et mesures réglementaires et sécuritaires stipulées dans les différentes circulaires relatives à l'organisation de l'examen du Bac.

Lors de la réunion qu'il a animée par vidéoconférence avec les directeurs de l'éducation du pays, M. Ouadjaout s'est engagé au nom de toute la corporation de l'éducation à ne ménager aucun effort pour garantir la réussite de cette épreuve nationale déterminante pour l'avenir des quelque 637.000 candidats (scolarisés et libres), qui doivent rejoindre demain les centres d'examen du baccalauréat 2020, en attendant l'annonce des résultats prévue fin octobre prochain.

Parmi les mesures et instructions réglementaires et sécuritaires stipulées dans les différentes circulaires relatives à l'organisation des épreuves du Bac, il y a lieu de citer «la prise de toutes les mesures préventives afin de garantir une couverture suffisante à l'ensemble des centres d'examen, avec en moyenne un (01) observateur pour chaque centre et la désignation d'un nombre supplémentaire d'observateurs pour assurer en cas d'absence», indique ainsi un communiqué du ministère publié, hier, sur sa page Facebook. Eu égard à la situation sanitaire exceptionnelle, le ministre de l'Education Mohamed Ouadjaout a appelé, par ailleurs, selon la même source, à «assurer le transport aux chefs de centre et encadreurs désignés en dehors de leurs wilayas de résidence, et ce en coordination avec les directions des transports».

### Plus de 15.000 policiers mobilisés pour la sécurisation des centres d'examen

La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) a mobilisé 15379 policiers à travers tout le territoire national pour la sécurisation de l'examen du Baccalauréat prévu du 13 au 17 septembre 2020, indique, vendredi, un communiqué de la DGSN. Le plan mis en place par la DGSN prévoit la sécurisation de 2147 centres d'examen répartis au niveau national, les centres d'impression, de compostage et de correction, outre l'accompagnement de l'ensemble des mesures préventives adoptées par le ministère de l'Education nationale pour la réussite de ces examens, sur fond de la conjoncture sanitaire exceptionnelle due à la propagation du coronavirus, précise la même source.

Les unités de police mobilisées à cette occasion et renforcées par tous les équipements et moyens

Dans ce même volet relatif à l'encadrement nécessaire à ces épreuves, le ministre de l'Education nationale a appelé à réunir toutes les conditions favorables permettant la couverture nécessaire à chaque centre d'examen en terme d'enseignants surveillants, ainsi que leur sensibilisation à la nécessité à veiller à la lutte contre la fraude. Il a, dans ce sens, mis l'accent sur l'importance de rappeler aux surveillants les peines judiciaires pouvant être infligées en cas de triche, de tentative de triche ou de complicité.

Le même communiqué du ministère de l'Education rappelle, par ailleurs, les tranches horaires, entre 08h00 - 08h30 et 14h30-15h00, qui seront consacrées à l'orientation des candidats, leur préparation psychologique, avant de mettre l'accent sur la nécessité de se conformer aux mesures préventives et de se présenter au centre d'examen dès 07h00 du matin. Le ministre de l'Education a enfin saisi cette occasion pour saluer «les efforts déployés par l'Etat qui a tenu ses engagements en assurant les outils et moyens de prévention au niveau des centres de déroulement des examens du BEM et du Bac». M. Ouadjaout a, ainsi, rassuré, encore une fois, les parents des élèves qui se présenteront aux épreuves du Bac sur les sujets de cet examen qui, a-t-il noté, ont été élaborés sur la base des leçons dispensées, en présentiel, par les enseignants en classe, lors des deux premiers trimestres de l'année scolaire 2019-2020. Le ministre s'est également félicité «des efforts consentis sur le terrain, de la performance particulière et efficace et de la bonne organisation constatés lors du déroulement des épreuves du BEM où les mesures barrières ont été rigoureusement appliquées au sein des centres d'examen», qualifiant ce rendez-vous national d'«opération réussie avec excellence».

techniques nécessaires, veilleront à la sécurisation du périmètre extérieur des centres de déroulement des examens relevant du territoire de compétence de la Sécurité nationale. Il s'agit également d'assurer la sécurisation de l'acheminement des sujets d'examen et le renvoi des colis vers les centres de compostage. Les dispositifs sécuritaires ont été renforcés également par des patrouilles mobiles et pédestres, notamment durant les heures des examens pour fluidifier la circulation routière au niveau des principaux axes menant à ces centres.

La DGSN a appelé tous les conducteurs et les parents d'élèves qui accompagneront leurs enfants aux centres d'examen, à contribuer à la réussite de ces épreuves, à l'impératif de respecter le code de la route et à éviter le stationnement anarchique devant les centres.



Raïna  
Raïkoun

Par Allal Bekkaï

Une nouvelle mode dans les mœurs nuptiales a fait récemment son apparition dans l'espace public. Il s'agit de l'escorte motorisée du cortège de la mariée par un peloton tonitruant de motos de diverses marques (notamment Yamaha et Mitsubishi) ainsi que des quads, qui sont loués de 4000 à 5000 DA (cachet de chaque motard) pour se prêter à ce genre d'exhibition mécanique bruyante. Une fois devant la salle des fêtes, les engins à deux roues, outre le bruit assourdissant des moteurs qu'ils provoquent sciemment, «dédient» à la mariée un panache de fumée polluante qui fait fuir les femmes en chedda sorties de la salle pour accueillir le cortège nuptial.

Devant l'indifférence des autorités par rapport à ces nuisances sonores, pour ne pas dire tapage nocturne, voilà que l'apparition du coronavirus est venue tempérer les ardeurs de ces adeptes des décibels et autres fans de rodéos mécaniques. A la faveur des mesures de confinement sanitaire nocturne, c'est tout le

### L'overdose des décibels à l'épreuve du Coronavirus

paysage festif qui se voit «sevré» de décibels, avec la fermeture des salles des fêtes, la mise en sourdine des DJ, la désaffectation des groupes de «karkabou» et autres «nef-fars», l'éclipse des cortèges nuptiaux et l'overdose de klaxons... Ne dit-on pas qu'à quelque chose malheur est bon ? Ceci dit, ces mutations sociales qui impactent les us et coutumes, ce désordre protocolaire qui nuit à l'étiquette du mariage, suscitent en nous la nostalgie des cérémonies nuptiales d'antan marquées par une ambiance «éco» : la mariée à bord d'une calèche ou un vieux taxi, le marié à cheval, en burnous, encadré par des porteurs de lustres ornés de fleurs et de cierges, et accompagné en pompe par des «tebbaline» soft chantant son épithalame ; la soirée musicale était animée, côté femmes, par des «fqrirate» et côté hommes par des «haliyine» qui procuraient une dilection sans pareille, sous les youyous typiques des convives, supplantés aujourd'hui par les cris enflammés des jeunes sur la piste de danse envoutés par les airs de raï.

### Confédération des Syndicats autonomes Mise en garde contre la dégradation du niveau de vie

Mokhtaria Bensaâd

Réunie le 5 septembre dernier, au siège du CNAPEST, la confédération des Syndicats algériens (CSA), qui regroupe 15 membres a dressé un tableau noir de la situation sociale et professionnelle, aggravée par la pandémie du Covid19 et de l'exercice syndical, devenu «otage des restrictions des libertés syndicales». La Confédération met en garde, dans un communiqué rendu public, contre les conséquences de la dégradation du niveau de vie, en général, et aussi le poids des impôts imposés aux travailleurs et fonctionnaires.

Si la Confédération se dit compréhensive par rapport à la pandémie et ses conséquences, sur le plan social, elle considère, cependant, que rien ne justifie le maintien de certaines pratiques de mise devant le fait accompli, au mo-

ment où des voix s'élèvent pour le changement.

Dans son communiqué, la Confédération remet sur le tapis les dossiers restés en suspens et mis en veilleuse malgré les difficultés que rencontrent les Syndicats, dans l'exercice de leur droit syndical. Parmi ces dossiers, le retard accusé pour agréer la CSA et la non-exécution de décisions de justice prononcées en faveur de certains syndicalistes. Cette organisation attire, également, l'attention sur l'augmentation du taux de chômage, la diminution des postes d'emploi et la recrudescence de la criminalité.

Tout en dénonçant la «lenteur non justifiée» dans la délivrance de son agrément, la Confédération demande avec fermeté la satisfaction de ses revendications dont l'amélioration du pouvoir d'achat et l'abrogation de la nou-

velle loi sur la retraite. La Confédération demande également la révision de l'IRG et l'instauration d'une justice fiscale. L'autre revendication de cette organisation est l'application de la prime de départ à la retraite pour les travailleurs de la Fonction publique à l'instar des autres travailleurs des autres secteurs d'activité, ainsi la révision de la loi 14/90, tout en prenant en considération les propositions de la Confédération sur ce point.

La réunion de la Confédération a été clôturée par un appel de mobilisation, lancé à tous les Syndicats pour prendre position pour satisfaire les revendications des travailleurs. Enfin, la Confédération a tenu à exprimer son soutien et sa solidarité avec les travailleurs du corps médical pour sa mobilisation et ses sacrifices durant cette pandémie du Covid19.

### Coronavirus : 264 nouveaux cas et 8 décès enregistrés

Deux cent soixante-quatre (264) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 161 guérisons et 8 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué vendredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 47.752, dont 264 nou-

veaux cas, soit 0,6 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1599 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 33723, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 15 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 10 cas, 11 autres ont enregistré plus de dix cas, tan-

dis que 22 wilayas n'ont enregistré aucun cas. Par ailleurs, 32 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



## Dilapidation de deniers publics, conclusion de marchés en violation avec la législation...

### Ould-Abbès et Barkat nient en bloc

Z. Mehdaoui

Le procès des deux anciens ministres Djamel Ould-Abbès et Said Barkat s'est poursuivi, jeudi dernier, avec l'audition des coaccusés et des témoins dans l'affaire de dilapidation des deniers publics et conclusion de marchés en violation de la législation en vigueur, le parquet devant faire son réquisitoire demain dimanche. La séance du jeudi a débuté avec l'audition du directeur du protocole lorsque l'accusé Djamel Ould-Abbès était à la tête du ministère, M. Djelloul Saâdi qui a rejeté toutes les accusations retenues contre lui.

Il a indiqué qu'en sa qualité de directeur du protocole, sa mission se limitait à préparer les activités et visites du ministre, ainsi que les cérémonies, affirmant n'avoir aucune relation avec la gestion des fonds du ministère. Et d'ajouter que toutes les cérémonies organisées par le ministère lors desquelles des cadeaux étaient offerts aux personnes aux besoins spécifiques, étaient organisées officiellement en présence des membres du gouvernement et avec une couverture médiatique de la presse publique. Il a affirmé également n'avoir aucune prérogative pour offrir des ordinateurs.

Pour sa part, le trésorier du ministère, Kamel Mechour a fait savoir que le ministère avait acquis 1.200 ordinateurs dont 978 avaient été remis à l'Office national des examens et concours (ONEC) pour distinguer les lauréats du Baccalauréat (session 2009), soulignant n'avoir aucun droit de regard sur la quantité restante.

Interrogé mercredi sur le sort du nombre restant des ordinateurs, l'ancien ministre Djamel Ould-Abbès avait indiqué qu'ils ont été remis aux athlètes parmi les personnes aux besoins spécifiques qui se sont distingués lors des Olympiades de Pékin.

Le trésorier de l'Organisation nationale des étudiants algériens, Abed Sid Ahmed a indiqué, lui, que l'opération d'acquisition de bus, supervisée par l'Organisation, en vertu d'une convention signée avec le ministère de la Solidarité, s'était faite suivant des

conditions particulières, et que la comptabilité était très rigoureuse, au sein de l'organisation. Les montants restants avaient été restitués au ministère, a-t-il assuré. Lors de leur audition, des travailleurs du ministère, notamment des agents de sécurité et le chauffeur personnel de l'ancien ministre Ould-Abbès ont déclaré avoir retiré des sommes importantes « sous la pression », remises à Ould-Abbès sur ordre de ce dernier.

Plutôt, dans l'après-midi de la journée de mercredi, le tribunal de Sidi M'hamed avait procédé, à l'audition des 2 anciens ministres Djamel Ould-Abbès et Said Barkat accusés de dilapidation de deniers publics et conclusion de marchés en violation de la législation en vigueur.

Le juge de l'audience a d'abord interrogé l'ancien ministre de la Solidarité, Saïd Barkat, qui a indiqué avoir géré le secteur « avec probité et responsabilité » et qu'il était surpris de se voir accusé pour conclusion de marchés illégaux.

La signature de conventions avec des Associations à caractère social et humanitaire visait, selon lui, à « contribuer à l'action solidaire, à l'instar de l'acquisition et la livraison de bus et articles scolaires à des catégories sociales bien déterminées car se trouvant sur le terrain », affirmant avoir « refusé de travailler avec plusieurs associations ». A une question du juge sur la signature d'une convention avec une organisation nationale des étudiants, l'accusé a indiqué que celle-ci collaborait avec le ministère, avant son arrivée à la tête du secteur. Quant aux bus de transport scolaire acquis par le ministère, il a expliqué que l'organisation estudiantine avait participé, bénévolement, à leur distribution. Pour sa part, Djamel Ould-Abbès a nié toutes les accusations qui lui ont été attribuées, affirmant qu'il avait géré le ministère « dans une période difficile lorsqu'il fallait prendre en charge les familles des victimes du terrorisme et les travailleurs renvoyés, mais aussi faire face aux dégâts des catastrophes qu'a connues le pays entre 2003 et 2010, à l'instar du séisme de Boumer-

dès et des inondations de Ghardaïa ». Quant aux bus achetés par le ministère et dont la destination fait l'objet de doutes, l'ancien ministre a fait état d'acquisition et de livraison de 57 bus, dont 22 destinés à la wilaya de Ghardaïa, et le reste aux clubs sportifs ».

Interrogé sur les ordinateurs acquis par le ministère et qui devaient être remis à certains bacheliers, il a indiqué que certains ont été effectivement remis à ces bacheliers et les autres à des cadres du ministère. Il a, également, nié avoir eu connaissance de certaines aides accordées à des associations pour financer les différentes campagnes électorales.

L'ancien Secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, M. Khelladi Bouchenak a déclaré, lui, n'avoir jamais enfreint la législation en vigueur à l'occasion de la signature de conventions avec des associations, affirmant que le ministère faisait appel aux associations pour assurer davantage de rapidité et de flexibilité, dans l'acheminement des aides aux catégories démunies.

Il a également décliné toute responsabilité concernant la disparition des ordinateurs, pris en charge par Ould-Abbès et son protocole. Pour sa part, le président de l'Organisation estudiantine Hamza Chérif a rejeté l'accusation de dilapidation des deniers publics, assurant que la première opération réalisée dans le cadre de la convention signée avec le ministère consistait en l'acquisition de bus de transport scolaire remis aux directions de l'Action sociale en fonction des besoins de chaque wilaya.

L'accusé, qui occupait également le poste de conseiller d'études et de synthèse (CES) au ministère de la Solidarité, a ajouté que toutes les correspondances se faisaient avec le Secrétaire général qui était destinataire d'un rapport annuel où figurait le bilan de l'ensemble des opérations supervisées par cette organisation estudiantine. Le procès reprendra demain dimanche avec les réquisitions du procureur de la République et les plaidoyers de la défense.

## Le procès des frères Kouninef se poursuit

Le procès des frères Kouninef s'est poursuivi jeudi au Tribunal de Sidi M'hamed à Alger par l'audition des personnes en liberté, impliquées dans des affaires liées essentiellement à la corruption.

Ouvert mercredi, le procès des Kouninef a vu, à son deuxième jour, l'audition, entre autres, des responsables centraux et régionaux, et autres gérants des agences relevant de différents départements ministériels avec lesquels le groupe KouGC avait obtenu des marchés pour la réalisation

de plusieurs projets relevant du domaine industriel.

Ils étaient auditionnés principalement sur les «changements radicaux» constatés au niveau des clauses dans certains marchés conclus et des contrats signés, dont la modification des coûts et des délais de réalisation des projets, comme ceux prévus dans les espaces industriels appartenant au groupe à Ain Ouassara et Ksar El Boukhari.

Les frères Réda, Abdelkader-Karim et Tarek-Noah Kouninef qui avaient été placés le 24 avril

2019 sous mandat de dépôt, et le gérant du groupe KouGC, Keddour Ben Tahar, sont présents au box des accusés.

Ils sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation dont «trafic d'influence», «blanchiment d'argent», «obtention d'indus avantages», «détournement de fonciers et de concessions», et «non-respect des engagements contractuels dans la réalisation de projets publics».

Leur soeur Souad-Nour (en fuite à l'étranger) est aussi impliquée dans l'affaire.

## Fuite de l'oléoduc à El Oued L'évaluation des dégâts toujours en cours



La commission spécialisée du ministère de l'Agriculture poursuit ses travaux sur les lieux de l'incident de la fuite de pétrole sur l'oléoduc OK1 dans la zone de Baâdj, commune d'Oum-Tiour (El-Oued), pour évaluer les dégâts sur les terres agricoles et éventuellement les puits d'irrigation, a indiqué jeudi le ministère dans un communiqué.

Suite aux instructions du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, pour la prise en charge des préoccupations des agriculteurs et des éleveurs touchés par la fuite de l'oléoduc OK1 dans la wilaya d'El Oued, «l'équipe d'experts du secteur dépêchée sur les lieux est à pied d'œuvre pour évaluer les dégâts causés par cet incident sur l'activité agricole», fait savoir la même source.

L'équipe d'experts composée des cadres du Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER) et de l'Institut national des sols, de l'Irrigation et du Drainage (INSID), a entamé les travaux d'évaluation sur le terrain le 7 septembre 2020, précise le ministère.

Accompagnés par les cadres locaux de la Direction des Services agricoles de la wilaya d'El Oued,

les pédologues ont commencé d'abord par l'évaluation des dégâts causés au niveau des exploitations agricoles, en procédant à la localisation des points de sondage, à la description des dégâts, à la prospection pédologique, au creusement des profils, à la description des horizons sol et au prélèvement des échantillons.

De plus, l'équipe d'experts a ensuite procédé au recensement des exploitations (palmeraies) touchées au niveau des deux communes concernées (Still et Oum El Tyour) et à l'identification des points d'eau à usage d'irrigation situés au niveau des exploitations et sur le lit principal d'Oued Ettel.

Les experts ont également mobilisé les agriculteurs pour l'ouverture des profils pédologiques en plus de leur sensibilisation sur les conséquences de l'utilisation de l'eau des puits contaminés situés dans le lit d'oued pour l'irrigation.

«Le travail se poursuit jusqu'à l'évaluation finale en vue de prendre les mesures appropriées et les actions à mettre en oeuvre à même de permettre aux agriculteurs de reprendre leurs activités agricoles», note le communiqué.

## Tizi Ouzou Un réseau de passeurs de migrants clandestins démantelé

Nait Ali H.

Un réseau de passeurs de migrants clandestins par voie maritime a été démantelé, cette semaine, par les éléments de la Sûreté nationale, dans la localité de Tiggirt (35 km au nord de Tizi Ouzou). Selon les indications fournies par la cellule de communication du même corps de sécurité, le réseau en question est composé de 5 individus, dont 2 repris de justice, originaires des wilayas de Tizi Ouzou et Boumerdes. Ils sont âgés de 25 à 40 ans. Leur arrestation a permis aux en-

quêteurs de la Sûreté de Tiggirt de saisir « deux véhicules touristiques et un utilitaire utilisés pour le transport des candidats à l'émigration et les moyens et objets destinés à cette fin, ainsi que des téléphones portables utilisés pour les échanges de communications », a précisé la même source. Présentés, jeudi dernier, devant le parquet de Tiggirt, 4 des mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt pour « association de malfaiteurs en vue de la commission d'un délit de trafic de migrants » alors que le 5<sup>ème</sup> a été placé sous contrôle judiciaire.



## Mali

# La junte sous pression cherche à nouveau la voie de l'après-putsch

Les militaires qui dirigent le Mali réunissent à nouveau jeudi des centaines d'acteurs nationaux pour tenter de baliser la voie de l'après-putsch, sous la double pression de forces intérieures et d'une communauté internationale aux vues divergentes. Quelque 500 participants, responsables de partis, de syndicats, d'organisations de la société civile, sont attendus à partir de jeudi matin et jusqu'à samedi à ces «journées de concertation nationale» au Centre international de conférence de Bamako. Immédiatement après avoir renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta, les militaires réunis autour du très taiseux colonel Assimi Goïta ont promis de rendre les commandes aux civils à l'issue d'une transition d'une durée, d'une nature (civile ou militaire) et d'une organisation à déterminer. Il s'agit à présent de s'entendre sur cette transition. Un mois après le quatrième coup d'Etat depuis l'indépendance en 1960, et malgré une première séance de consultations samedi, la transition peine à se dessiner. Au contraire, après l'accueil plutôt favorable fait aux putschistes par des Maliens exaspérés de voir leur vaste pays sombrer sous l'effet de la guerre contre les jihadistes, des violences intercommunautaires, du marasme économique et de l'impuissance étatique, les dissensions se font jour entre les parties à la crise.

Les colonels ont la tâche ardue de faire converger leur vision et leur agenda avec ceux du Mouvement du 5-Juin (M5) qui a mené pendant des mois la contestation contre l'ancien président et qui réclame la même voix au chapitre que la junte, ou encore ceux des anciens groupes rebelles qui font désirer leur participation aux discussions. Les uns et les autres sont attendus sur la durée de la transition et le profil de ceux qui la conduiront. La

junte a initialement parlé de trois ans (correspondant au reste du mandat présidentiel entamé) sous la conduite d'un militaire. Pour nombre de ses interlocuteurs, une direction de la transition autre que civile est inacceptable. Mais ces interlocuteurs, à commencer par le M5, passent eux-mêmes pour être divisés.

### PRESSIONS MULTIPLES

Les partisans d'une transition longue confiée aux militaires arguent du temps et de l'autorité nécessaires pour créer les conditions d'un redressement dans un pays au bord du gouffre. Les autres invoquent au contraire le risque d'une instabilité encore accrue dans un Sahel déjà gagné par les agissements jihadistes, et le mauvais exemple régional donné par une junte maintenue durablement au pouvoir. Quatre soldats maliens ont encore été tués dans une attaque mercredi. La junte est soumise à la pression des acteurs locaux avec leurs intérêts propres, mais aussi de la communauté internationale.

Les voisins du Mali au sein de la Communauté des Etats ouest-africains (Cédéao) réclament un retour des civils au bout de 12 mois maximum. La France, principal allié du Mali contre les jihadistes avec plus de 5.000 hommes déployés au Sahel, pousse aussi à aller vite. La Cédéao impose un embargo sur les flux commerciaux et financiers avec le Mali, dont les effets inquiètent un pays pauvre et enclavé. Lundi, elle a donné jusqu'au 15 septembre aux militaires pour désigner un président et un Premier ministre civils de la transition, ne laissant donc que quelques jours à la junte pour surmonter les divergences maliennes. Ce qui ressortira de ces trois jours de concertation n'est pas clair. Après le premier round de samedi partagé entre la ca-



pitale et les régions, un comité d'une vingtaine de juristes, chercheurs et universitaires a été chargé de faire la synthèse. «Depuis lundi soir, nous avons fini avec les termes de référence et nous peaufinons une feuille de route. Ces documents ont pris en compte les recommandations des cinq ate-

liers de Bamako et les rapports des ateliers venant des 10 régions. La feuille de route et les termes de référence seront présentés à la plénière de demain (jeudi) pour amendement, amélioration et enrichissement», a dit à l'AFP la présidente de ce comité, Diarra Fatoumata Dembélé. (AFP)

## Colombie

# Affrontements post-bavure à Bogota et d'autres villes, 11 morts



Par Hector Velasco

Onze morts, des centaines de blessés, des dizaines de postes de police détruits en deux jours: les affrontements entre la police et des manifestants révoltés par une bavure policière se poursuivaient dans la nuit de jeudi à vendredi à Bogota et d'autres villes de Colombie. Les morts sont essentiellement de jeunes manifes-

tants, dont sept tués par balle à Bogota, selon la maire de la capitale, Claudia Lopez. Trois autres sont morts à Soacha, dans la banlieue de la capitale, et une femme a été renversée par un bus volé par «un vandale», selon le ministre de la Défense Carlos Holmes Trujillo. Celui-ci a renvoyé jeudi soir aux manifestants la responsabilité de la violence, condamnant «deux jours de vandalisme systématique et

coordonné», dans une déclaration audio aux médias. Jeudi à la tombée de la nuit, les affrontements avec la police ont repris à Bogota, selon les journalistes de l'AFP sur place, des rassemblements s'étant reformés durant la journée dans plusieurs quartiers de la ville. Des affrontements violents ont également éclaté dans la nuit à Medellin (nord-ouest) et Cali (sud-ouest), ont constaté des journalistes de l'AFP.

Le gouvernement a annoncé l'envoi en renforts de 1.600 policiers et de 300 militaires supplémentaires. Les affrontements, selon les autorités, ont fait également 209 blessés civils et 194 parmi les forces de l'ordre, et des dizaines de postes de police ont été détruits.

La maire de Bogota, qui milite dans l'opposition au président Ivan Duque, s'est indignée de ce que des dizaines de manifestants ont été blessés par arme à feu. «Pourtant nous ne sommes pas sur un champ de bataille», a-t-elle lancé. «Il existe des preuves solides d'une utilisation indiscriminée des armes à feu par les policiers (...) Quel type de formation reçoivent-ils pour avoir cette réponse absolument disproportionnée à une manifestation ?» Selon le gouvernement, 56 postes de police ont été «vandalisés» et 77 personnes interpellées pour «violence contre les forces de l'ordre». «Nous sommes face à des actes de violence massifs», a dénoncé le ministre de la Défense.

### «POLICIERS ASSASSINS»

Mercredi après-midi, des centaines de personnes s'étaient rassemblées pour protester devant le poste de police où Javier Ordoñez avait été conduit lors de sa violente arrestation dans la nuit de mardi à mercredi. Cet ingénieur de 43 ans, qui achevait des études de droit, est décédé quelques heures après à l'hôpital. Des heurts ont éclaté puis se sont étendus à plusieurs quartiers de la capitale ainsi que d'autres grandes villes, comme Medellin, Cali

ou Barranquilla (nord). Dans des vidéos partagées sur les réseaux sociaux, on peut voir des gens terrifiés qui fuient au milieu de coups de feu. Un homme crie: «Il a été touché ! Il a été touché !», tandis qu'un autre, ensanglanté, allongé sur le sol, est traîné par les manifestants.

### VIDÉO VIRALE

La colère pour dénoncer les violences policières a éclaté après la diffusion sur les réseaux sociaux de la violente interpellation de Javier Ordoñez. Sur la vidéo, on voit des policiers lui administrant à plusieurs reprises de longues décharges avec leurs pistolets à impulsions électriques. Selon la police, les agents avaient été dépêchés après un désordre causé par des «personnes alcoolisées» et Javier Ordoñez a essayé «de frapper les policiers». «S'il vous plaît, arrêtez», entend-on répéter à plusieurs reprises l'homme au sol, père de deux enfants. Selon le chef de la police de Bogota, le colonel Necton Borja, la victime «a été soumise à une arme non létale» avant d'être transportée au poste de police où elle a présenté des «complications médicales». L'enquête et l'autopsie en cours devront permettre de déterminer si la victime a été frappée au poste de police, comme le dénonce sa famille. Les deux agents ont été suspendus, a annoncé le ministre de la Défense, et jeudi le président Ivan Duque a promis une enquête «avec une rigueur totale afin d'avoir une certitude absolue sur les faits». (AFP)



## «Le made in algeria séduit-il les marchés extérieurs ?»

**L'Algérie qui s'ouvre à une perspective institutionnelle nouvelle se veut être, comme l'a précisé Abdelmadjid Tebboune, président de la République, à des rapports économiques gagnant/gagnant avec l'Union européenne, ne peut rester en marge de cette option stratégique de prospérité partagée. Et de ce fait à l'entrée du 1<sup>er</sup> septembre 2020, l'application définitive de l'Accord de partenariat Algérie/ UE concernant le démantèlement tarifaire à un moment où l'Algérie insiste sur l'amendement de ce dernier.**

Par Mohamed Haichour\*

Il est tout à fait normal que notre pays ne peut s'accommoder à perdre plus de 308 milliards de dollars d'importations des produits venant strictement de l'Europe durant les seize dernières années, alors que l'Algérie peine à exporter ses produits sur le marché européen hormis le gaz et le pétrole.

Mais en parallèle, l'Economie algérienne destinée à vendre les produits nationaux miniers ou agro-alimentaires, se doit d'être à la hauteur des exigences des marchés extérieurs sans que l'accord de partenariat ne soit la seule raison. Ceci ne peut se faire qu'en gagnant le marché à l'export. Avec la crise économique due au Covid-19, l'Economie mondiale peine à retrouver sa relance. C'est ce que le Gouvernement à travers les orientations du président de la République entend récupérer au moins les 5 milliards de dollars hors hydrocarbures pour les 2 années à venir.

La structure globale des exportations hors hydrocarbures n'a pas connu de vrais changements, les produits exportés sont peu diversifiés malgré la mise en place d'un dispositif d'appui destiné à les promouvoir. La diversification dans les produits destinés à l'exportation semble être compliquée vue que l'Algérie exporte principalement des produits primaires et miniers. Le commerce extérieur des marchandises a enregistré au cours de l'année 2019 ce qui suit :

- Un volume global des importations de 41,93 milliards USD, soit un recul de 9,49 % par rapport aux résultats de la même période de l'année précédente.
- Un volume global des exportations de 35,82 milliards USD, soit une baisse de l'ordre de 14,29 % par rapport aux résultats de l'année 2018.
- Un déficit de la balance commerciale de l'ordre de 6,11 milliards USD.
- Ces résultats dégagent un taux de couverture des importations par les exportations de l'ordre de 85,43 % durant l'année 2019, contre un taux de 90,22 % pour l'année 2018.

### SE REDEPLOYER EN VUE DE GAGNER DES RECETTES NOUVELLES

Nous pouvons signaler, toutefois, l'émergence de certains produits, biens qu'ils présentent des taux modestes, ne constituent pas moins un fort potentiel à l'exportation. Les recettes des exportations hors hydrocarbures n'ont jamais pu franchir la barre de 2 milliards de dollars, et il s'agit pour la plus grande part de dérivés d'hydrocarbures (64% en 2017 et 70% en 2018). Les véritables exportations hors hydrocarbures semblent se redéployer avec une augmentation en valeur et un début de diversification des produits en dehors de ceux classiques: Les cinq premiers clients les principaux partenai-

res de l'Algérie, durant l'année 2019, représentent, à eux seuls, près de 50,85% des exportations algériennes.

Le développement des exportations n'a pas rencontré, jusqu'ici, une réelle volonté des pouvoirs publics. La volonté affichée par les pouvoirs publics n'est pas suivie par des politiques, à la mesure de l'objectif. Les textes encadrant l'activité d'exportation et les supports institutionnels restent en deçà de cet objectif hautement stratégique. Par ailleurs le marché intérieur très porteur n'a pas incité les producteurs nationaux à rechercher des débouchés extérieurs.

### ECHEC DE LA POLITIQUE ACTUELLE DE LA PROMOTION DE L'EXPORT

Les politiques de promotion des exportations se sont limitées jusqu'ici à quelques soutiens financiers sous formes d'exemptions de taxes (TAP, IBS, TVA + achat en franchise de TVA) ainsi qu'à l'accès au Fonds de soutien et de promotion des Exportations (FSPE) qui couvre un certain nombre de frais, liés à l'acte d'exportation qui sont assimilés par les règles de l'OMC, à des subventions «Dumping».

Ce régime d'incitations ne compense pas complètement les effets des lourdeurs bureaucratiques et les coûts de transactions élevés liés à l'exportation. Les manques de gains d'efficacité concernent le reste de la chaîne de promotion des exportations: volets financiers, bancaires, logistique des transports, facilité douanière, management de la qualité, etc. Il y a une forte nécessité d'orienter l'action vers ce type de gains sachant que les subventions pourraient ne plus être possibles dans le cadre de l'OMC.

L'objectif de 5 milliards US\$ d'exportation à l'horizon 2022, fixé lors de la dernière tripartite, n'est pas facile à atteindre au vu des taux de croissance de l'offre exportable, des capacités de son acheminement vers les ports d'embarquement, de son embarquement et sa conformité à la qualité exigée par les marchés de destination.

### A LUI SEUL LE SECTEUR MINIER PEUT RAPPORTER 40 MILLIARDS DE DOLLARS

Le ministre-délégué chargé du Commerce extérieur, annonce que son département a identifié quatre domaines économiques pour la mise en place de la stratégie nationale de promotion des exportations hors hydrocarbures (source APS), il s'agit bien du secteur pharmaceutique, TIC, agroalimentaires et enfin les pièces détachées. La part des produits manufacturés dans ses exportations n'atteint pas 2%. Les exportations des biens issus de haute technologie qui révèlent la capacité du pays à concevoir, produire et exporter des biens de plus en plus sophistiqués, requérant donc des qualifications de plus en plus haute du travail (capital humain), l'utilisation des TIC et la conformité aux normes sont difficile à atteindre dans un créneau en mutation continue.

Pour sa part, le président de l'Association des exportateurs algériens (ANEXAL), Ali Bey Nasri a observé qu'il n'y a eu jamais de «volonté politique» pour développer le secteur minier qui peut rapporter à l'Algérie, selon les évaluations faites par des experts, près de 40 milliards de dollars». Il rajoute, qu'il faut mettre en place une économie tout à fait autonome du politique, basée uniquement sur le calcul économique».

### 400 EXPORTATEURS POUR 8,000 OPÉRATIONS D'EXPORT

Plus de 400 opérateurs «Exportateurs» ayant effectué plus de 8.000 opérations d'export, durant l'exercice 2019. Les exportations manifestent la même rigidité que les importations. Le pays ne parvient pas à ouvrir des nouvelles lignes d'exportation. La faiblesse de la diversification des exportations relève de la nature de la structure de l'Economie nationale. Egalement, la faiblesse des

investissements dans les produits destinés aux marchés étrangers. Le climat des affaires non favorable aux PME exportatrices, 155 d'une manière régulière et occasionnellement 400. Les exportations de produits manufacturés, hors dérivés des hydrocarbures, ne dépassent pas 300 millions de dollars US dont 97% assurés par 45 exportateurs sur les 400. Le bien exporté, départ usine, traverse avant son embarquement une série d'infrastructures et de services dont il faut optimiser le coût et le temps (port, aéroport, douanes, certification, etc.).

### CRÉER SA PROPRE CHAÎNE LOGISTIQUE EN MATIÈRE DE TRANSPORT

Les ports d'Algérie sont considérés comme des ports de première génération (absence d'équipement moderne, d'aires de stockage suffisantes et de systèmes d'informations intégrées). Ce retard dans les infrastructures est considéré comme un des facteurs qui aggrave davantage la détérioration des réserves des changes, en l'engendrant de frais sursitaires supplémentaires payés en devises.

Le coût à l'exportation par conteneur est l'un des plus élevés au monde. Il est estimé à 1.270 dollars US contre 805 pour la Tunisie et 595 seulement pour le Maroc (ce coût date de 2015). En matière de transport, la cherté de l'acheminement des marchandises exportées et la faiblesse du transport ferroviaire pour réduire les coûts, notamment lorsqu'il s'agit d'exporter des produits vers des pays africains et arabes. Si l'Algérie reste tributaire de la flotte étrangère, le transport maritime continuera à puiser davantage sur les réserves de change.

### BANQUES SPÉCIALISÉES AUX OPÉRATIONS D'EXPORT

Un manque des banquiers qualifiés et des banques spécialisées dans les opérations export, soient ils pour le conseil ou bien pour la prise en charge des besoins des clients versés dans cette activité névralgique. Exporter dans un contexte international concurrentiel demande des solutions bancaires adaptées et d'une ingénierie financière assez poussées afin de permettre aux entreprises exportatrices de s'appuyer sur leurs banques afin de résister dans un monde hautement sophistiqué. Les exportateurs rapporteurs des devises ne peuvent s'octroyer des financements en devises durs afin de faire face à des besoins de trésorerie liés étroitement à l'activité de production. La lenteur de rapatriement des devises suite aux opérations d'exportations ainsi que l'absence de la possibilité de paiements électroniques des services, au niveau international, reste parmi les facteurs qui empêchent les exportateurs à développer leurs activités.

L'opacité la plus absolue qui frappe le privilège de la libre utilisation des recettes en devises, laissé à la discrétion des exportateurs, la réglementation bancaire semble avoir de fait privilégié le financement des importations plutôt que les exportations. Malgré les quelques souplesses introduites, la réglementation de la Banque d'Algérie est restée assez rigide. Une représentation commerciale et diplomatique à l'étranger et dans chaque pays africain ou arabe susceptible à importer les produits algériens afin de promouvoir le label «Made In Algérie» auprès de ces clients potentiels et sensibles à la qualité de notre marchandise. Un autre volet aussi important que le premier et celui de l'installation des banques ou de succursales dans ces mêmes pays qui auront pour rôle, de jouer la première sentinelle auprès de ces marchés ciblés. Cela ne peut se faire, sans l'accélération de la promulgation des textes réglementaires, tant annoncée par les pouvoirs publics récemment facilitant ainsi le partage et la circulation des informations nécessaires pour l'activité d'exportation.

La délivrance des agréments pour les bureaux de liaisons à l'étranger est encadrée par des conditions difficiles à réunir. On peut noter dans ce domaine un pas très timide.

Le règlement de septembre 2014 accompagne l'autorisation d'implantation à l'étranger de conditions très restrictives. Ajouté à cela, le manque des laboratoires de contrôle sanitaire et phytosanitaire chargés de l'accompagnement de la normalisation des produits exportés, qu'ont qualifié de «talon d'Achille» des exportations algériennes. Egalement, l'absence d'un processus «clair» pour la certification de leur production selon les normes internationales destinée tant au marché national qu'international.

### RELEVER LE DÉFI TEL EST LE CHALLENGE

En conclusion, pour rétablir sa balance commerciale, il est recommandé afin de relever ces défis majeurs de quinquennat à venir, de pérenniser un modèle de développement équilibré permettant, à la fois, d'accélérer sa croissance et de rétablir sa balance commerciale. Pour cela, le challenge consiste à développer davantage les exportations ainsi que les investissements directs étrangers «IDE» en continuant à consolider sa place régionale.

Compte tenu de sa position géographique, l'Algérie aurait vocation à jouer en Afrique un rôle pivot, en offrant un accès naturel aux marchés des pays africains mais aussi européens, méditerranéens et américains. En effet, l'entreprise algérienne, pour son développement, ne devrait pas se limiter au marché local mais se tourner également vers la conquête de marchés extérieurs comme objectif premier de son internationalisation. Ceci suppose l'accélération de la mise à niveau des entreprises exportatrices, la consolidation et la dynamisation des secteurs traditionnels. A l'exportation, la diversification de l'offre exportable et l'exploitation optimale des secteurs à avantages compétitifs et le développement des filières sur la base de l'évolution de la demande mondiale peuvent offrir des avantages compétitifs algériens. Ainsi que la conquête de nouveaux marchés porteurs et le développement de la valeur ajoutée dans certains secteurs, traditionnellement importateurs, marqueront la nouvelle option de notre Commerce extérieur. C'est la réussite de ce challenge qu'est l'Export à travers notamment la mise à niveau de l'entreprise exportatrice qui nécessite, sans nul doute, une bonne préparation de l'entreprise à l'Export ainsi qu'une bonne approche des marchés ciblés.

\*MSC, EMBA

### Notes et références :

L'Ouverture commerciale de l'Algérie : Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme. Mehdi Abbas, Armand Colin | «Revue Tiers Monde» 2012/2 n°210 | pages 51 à 68  
Guide Export CGEM, Guide PME, Janvier 2012 [http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/146399\\_Exportation:\\_Des\\_contraintes\\_et\\_des\\_attentes](http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/146399_Exportation:_Des_contraintes_et_des_attentes)  
[https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditctncd2015d7\\_fr.pdf](https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditctncd2015d7_fr.pdf)  
<http://www.aps.dz/economie/82412-le-transport-et-la-logistique-principales-contraintes-aux-exportations>  
<http://www.aps.dz/economie/102354-commerce-exterieur-l-exportation-pour-changer-les-indicateurs-de-la-balance-commerciale>  
<https://www.douane.gov.dz/?lang=fr>  
<https://www.caci.dz/fr/Pages/EXPORTATEUR.aspx>  
[https://www.douane.gov.dz/IMG/pdf/guide\\_de\\_l\\_exportateur\\_fr\\_2016-2.pdf](https://www.douane.gov.dz/IMG/pdf/guide_de_l_exportateur_fr_2016-2.pdf)  
<http://lechodalgerie-dz.com/seminaire-sur-les-enjeux-et-contraintes-de-l-economie-la-strategie-nationale-d-exportation-un-outil-a-inscrire-comme-priorite/>  
Evolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 Constat et analyse M. Khaled CHEBBAH \* lauréat et major de la première promotion «Economie internationale». Faculté des sciences économiques et de gestion U.M.M.T.O  
Mémoire de fin d'étude, Exportation hors hydrocarbures, processus et contraintes : Cas du groupe SAIDAL, Présenté par : M. ZIDANI Abdelhamid Moussa Mr TERRAK Abdelghani. Dirigé par : M. LHADJ MOHAND.  
Guide de l'exportateur, les formalités douanières, étape par étape, 2016  
Guide de l'exportateur, entreprise portuaire de Bejaia



# Les lettres anonymes de dénonciation : délation méprisable ou outil du management stratégique ?

«Ce n'est pas l'ouvrage d'un jour que d'épuiser cette science» (La Fontaine, Fables, XII – 14)

Par Kamel Rahmaoui \*

Le recours aux lettres anonymes pour dénoncer les actes de corruption et autres comportements déviants dans le monde du travail a tendance à prendre des proportions alarmantes, ce qui explique, sans nul doute, la décision prise par l'administration algérienne de ne plus prendre en considération ce moyen de dénonciation.

Une telle politique, si elle est de bonne foi et vise à protéger les gestionnaires des dénigrement et autres règlements de comptes, demeure malheureusement contraire aux principes de la bonne gouvernance de l'administration et des entreprises publiques.

· Pourquoi les employés font-ils recours aux lettres anonymes ?  
· De telles dénonciations ont-elles une importance en matière de contrôle et de prévention des risques ?

· Comment doit-on organiser cet outil de management stratégique ?

Ce sont ces importantes questions que l'auteur développera dans cette contribution.

## LE RECOURS À LA DÉNONCIATION ANONYME : DES CONTRAINTES IMPOSÉES PAR L'ORGANISATION

Deux contraintes majeures imposent aux employés le recours aux lettres anonymes : la peur des représailles et l'absence d'un statut juridique clair et précis en mesure de protéger efficacement le dénonciateur de bonne foi.

Dans les nations où la culture de la hiérarchie et du secret professionnel est fortement ancrée, l'administration ainsi que l'entreprise sont allergiques à la réception des signaux d'alarme, ce qui pousse les dirigeants à faire appel à des stratégies d'intimidation dans le but de décourager les employés ou fonctionnaires de dévoiler les pratiques illégales, voire immorales qui sévissent à l'intérieur des services publics, c'est ainsi que les gestionnaires n'hésitent pas à commanditer des enquêtes administratives dans le seul but de sanctionner et faire taire le tireur de sonnette d'alarme éthique (lanceur d'alerte éthique ou whistleblower).

Le whistleblower sait très bien que lorsque la dénonciation concerne un supérieur hiérarchique, il est loisible à ce dernier d'intercepter l'information et de faire disparaître les éléments compromettants.

En général plus les personnes visées par la dénonciation occupent des postes importants dans la structure de la fonction publique ou l'entreprise étatique, plus les risques de l'étouffement de l'affaire est important, le dénonciateur rapidement démasqué et sévèrement sanctionné.

Cette crainte des représailles est justifiée aussi par l'absence d'un cadre juridique clair et précis à même de protéger le lanceur d'alerte éthique.

Le doit algérien dans ce domaine soulève des remarques pertinentes, Il est vrai que la loi N°06-01 du 20 février 2006, modifiée et complétée, relative à la prévention et à la lutte contre la corruption protège, théoriquement, le dénonciateur d'actes de corruption et le sanctionne aussi en cas de non dénonciation (Articles 45 et 47), cependant les textes régissant les relations de travail dans la fonction publique et les entreprises étatiques ne renferment aucun dispositif de protection, de ce fait le whistleblower se trouve «entre l'enclume et le marteau ». En effet, s'il ne dénonce pas les dysfonctionnements constatés, il risque une sanction pénale allant de six mois à

cinq années d'emprisonnement en sus des amendes, par contre s'il les dénonce des poursuites disciplinaires seront engagées à son encontre pour avoir failli à ses obligations professionnelles en matière de secret professionnel de réserve ou de transmission de documents internes à des institutions étrangères!!!, c'est-à-dire pour fautes lourdes entraînant la révocation.

Rares sont les magistrats qui ordonnent la réintégration des employés licenciés ou révoqués dans pareils cas, même s'ils sont de bonne foi et possèdent des preuves irréfutables.

## LES LETTRES ANONYMES DE DÉNONCIATION : DES SIGNAUX D'ALERTE INTENSES

Dans l'univers professionnel les risques et dangers émergent là où l'on s'attend le moins et aux endroits imprévus, seuls donc les acteurs qui ont une étroite proximité avec le processus de fonctionnement organisationnel et/ou technique sont en mesure de renseigner utilement sur les pratiques illégales, dangereuses ou immorales qui échappent totalement à la vigilance des contrôles traditionnels à l'instar des audits internes, les commissaires aux comptes, la Cour des comptes, l'inspection générale des finances ainsi que les services de l'inspection interne.

Les lignes qui vont suivre nous donnent un aperçu sur ce type de malversations commises aussi bien dans la fonction publique que dans les entreprises étatiques :

- Destruction des dossiers administratifs (contentieux, fisc, abonnement, etc.)
- Inobservation des mesures de sécurité en matière d'ouvrages sensibles ou stratégiques (piste d'atterrissage, ponts, autoroutes, électricité, gaz, télécommunications, système d'évacuation des eaux, etc.). Pour fermer les yeux sur les irrégularités constatées, toute la chaîne de contrôle à partir du simple surveillant de chantier jusqu'à la réception finale de l'ouvrage est corrompue et reçoit des miettes à côté des économies engrangées par les corrupteurs, les combines ne sont généralement découvertes que lorsque survient la catastrophe, les responsabilités seront donc diluées.
- Rémunération de sociétés fictives de nettoyage, d'entretien et de sécurité même, le plus douloureux à constater dans ce cas précis est sans doute le fait que le travail que les sociétés fictives sont censées assurer est exécuté en réalité par le personnel de l'administration ou de l'entreprise moyennant des salaires minables.
- Acquisition de matériel dont l'administration publique ou l'entreprise n'a pas besoin. Ce matériel sera abandonné mais inscrit sur les fichiers des inventaires.
- Rémunération de personnel décédé ou n'ayant aucune activité précise dans l'administration ou l'entreprise.
- Recrutement de personnel ne possédant pas les titres et diplômes requis, le responsable prendra le plus grand soin de conserver les dossiers à son niveau.
- Recrutement de personnel possédant des diplômes non conformes avec l'activité de l'entreprise (un biologiste, un vétérinaire, un licencié en lettres employés au sein d'une entreprise spécialisée en électronique).
- Utilisation de factures de complaisance pour justifier des paiements illégaux.
- Le recours à des ordres de mission fictifs pour justifier les frais de mission payés.
- Tenue d'un registre d'inventaire non conforme à la réalité.
- Importation de technologie obsolète.
- Acquisition d'un matériel fort coûteux pour

fructifier les intérêts d'une firme appartenant à un membre de la famille du manager.

On comprend dès lors que le whistleblower, non seulement complète et renforce la vigilance des dirigeants mais permet surtout aux services de police judiciaire de compléter les informations dont ils sont en possession.

Prendre au sérieux et étudier les signaux d'alerte de faible intensité permet par conséquent d'éviter de nombreux scandales.

Le tireur de sonnette d'alarme éthique est loin d'être un délateur méprisable mais constitue un acteur clef du management stratégique.

## LE WHISTLEBLOWER : ACTEUR DU MANAGEMENT STRATÉGIQUE

Le lanceur d'alerte éthique a longtemps été considéré, à tort, comme un traître à l'administration ou l'entreprise du moment qu'il alerte un récepteur externe sur des points particuliers de l'organisation.

Après le scandale d'Enron en 2002, aux USA, on s'est aperçu que les services de l'audit étant juge et partie opèrent dans le fond à une autorégulation des activités de l'entreprise, et que la certification des comptes par des organes légaux comme les commissaires aux comptes ne peut garantir elle aussi une saine gestion, on ne peut par conséquent se priver des services d'un fonctionnaire ou d'un salarié qui cherche à protéger les intérêts publics, « le dénonciateur passe donc du statut de héros résistant à celui d'auteur impliqué et responsable ».

C'est donc dans un nouveau cadre de contrôle que l'administration et les entreprises s'inscrivent en accordant un pouvoir aux fonctionnaires et salariés à même de leur permettre de s'exprimer sur les fraudes constatées.

En responsabilisant le personnel et en instituant une surveillance mutuelle entre les dirigeants et le reste des employés on se dote d'un pouvoir complémentaire qui renforce la confiance entre toutes les parties, fait obstacle à la stratégie d'enracinement des cadres et dissuade les fraudeurs potentiels, en dépit des techniques complexes qu'ils utilisent en matière de dilapidation des deniers publics, lesquels savent au départ qu'ils peuvent à tout moment être repérés.

S'il est admis de nos jours qu'une bonne gouvernance des services publics nécessite la mise à la disposition du personnel d'un mécanisme adéquat d'alerte éthique (whistleblowing), force est de constater cependant que la concrétisation de ce mécanisme est difficile à réaliser tant elle se heurte à des considérations politiques et culturelles.

En effet traiter de la mise en place d'un whistleblowing, c'est préciser le domaine de l'alerte éthique, définir le personnel autorisé à donner l'alerte, fixer les modalités de la collecte de l'information ainsi que les suites qui lui seront réservées et enfin réglementer la protection des dénonciateurs sans omettre celle des responsables concernés par la dénonciation.

## LE DOMAINE DE L'ALERTE ÉTHIQUE

Doit-on limiter l'alerte éthique à certains aspects de la gestion, tels les domaines financiers ou l'étendre à d'autres domaines comme la sécurité, le règlement et l'hygiène ?

Si le contenu de l'alerte éthique doit obéir aux principes de la légitimité et de la proportionnalité on ne peut cependant se taire sur l'intolérable, comme les harcèle-

ments sexuel et moral, les recrutements illégaux et les promotions douteuses.

## LE PERSONNEL AUTORISÉ À DONNER L'ALERTE ÉTHIQUE

L'ensemble du personnel doit être autorisé à donner l'alerte éthique à condition que la dénonciation soit sérieuse et non calomnieuse. Une telle politique a tendance à responsabiliser tous les employés.

## LES MODALITÉS DE LA COLLECTE DE L'INFORMATION

Parfois les informations détenues par le whistleblower sont sensibles et très lourdes pour l'Etat, d'où l'importance de créer un organisme neutre et autonome chargé de recueillir toutes les données relatives à la dénonciation dans le strict respect de la confidentialité et de l'anonymat de l'employé.

Une telle organisation permet d'éviter toute atteinte à la crédibilité de l'Etat et sauvegarde la dignité et l'honneur des personnes visées par la dénonciation.

L'organisme en question, un comité d'éthique ou d'intégrité, à titre d'exemple, doit analyser les informations d'une manière professionnelle, écouter le lanceur de l'alerte, les témoins ainsi que toutes les personnes concernées et avisera le whistleblower de la suite réservée à ses doléances, lequel conservera son droit d'informer le parquet, s'il estime que la suite réservée à la dénonciation est contradictoire aux preuves qu'il détient.

## LA PROTECTION DU LANCEUR D'ALERTE ÉTHIQUE

Le lanceur de l'alerte éthique de bonne foi agit dans l'intérêt public, il est donc indispensable et légitime d'assurer la sécurité de son emploi ainsi que sa dignité, la législation du travail doit donc s'adapter à ces exigences, afin de garantir au whistleblower le maintien dans son emploi en cas de conflit de whistleblowing et interdire à l'employeur de prendre à son encontre toute mesure administrative à l'instar de la suspension temporaire du travail.

Le code de la fonction publique, les conventions collectives ainsi que les règlements intérieurs doivent obligatoirement intégrer des mécanismes clairs en matière de protection des tireurs de l'alarme éthique tout en veillant à punir sévèrement les dénonciations calomnieuses.

## CONCLUSION

Le whistleblowing n'a pas pour objectif l'instauration d'un système organisé de délation professionnelle comme beaucoup le prétendent, il vise plutôt à compléter les moyens classiques de contrôle qui ont prouvé leurs défaillances face à une délinquance financière de plus en plus complexe.

C'est cette triste réalité qui a conduit l'ONU, l'UA ainsi que l'UE à élaborer des directives au sujet de l'alerte éthique. Il est utile de souligner aussi que la dénonciation de bonne foi n'est plus considérée comme une faute professionnelle, dans beaucoup de systèmes judiciaires à travers le monde, ainsi au Canada le juge possède la faculté d'obliger l'employeur à mettre en place un système de whistleblowing.

Avons-nous le droit d'ignorer cette évolution significative que vit le management stratégique ?

\*Docteur en sciences juridiques  
Maître de conférences



## Lettre ouverte d'un médecin / Covid-19 à ses collègues et amis



Par Hadj Mahi Ould Sidi Benali  
Al-Sanoussy \*

Bonne journée à vous. Par la présente lettre je tiens à vous exprimer par écrit l'expression de mon estime et de ma gratitude. Mes chers confrères et amis, rassurez-vous, j'ai regagné mon domicile et j'ai retrouvé le plein air de mon rez-de-jardin aux bougainvilliers fleuris. A priori vos prières ont été reçues, entendues et exaucées par le Maître omnipotent des horloges du temps. Mon éligibilité à un surcroît de vie a été validée, pour un temps encore. Que vais-je faire de ce surcroît de vie à l'heure de la pandémie du coronavirus.

Par son arrogance l'homme des temps modernes a chamboulé la symbiose du temps. Cette conduite irresponsable a mis en induction le franchissement des espèces ; on se trouve à la merci d'un macaque, d'un chameau ou d'une chauve-souris qui du reste n'est pas chauve et n'est pas une souris. Pourtant les G.A.F.A. nous ont promis un horizon transhumaniste et peut-être transhumanisant avec l'avènement disruptif de L'HOMME SANS FIEVRE...

La pandémie du coronavirus /Covid-19 est une affolante lutte contre la mort. C'est une épreuve de solitude face à un incendie qui ne lâche rien pour nous faire vivre ce qu'est l'expérience de la mort imminente exceptés ceux qui ont la foi, ceux qui sont déjà imprégnés de l'exercice rassurant et salutaire de la foi.

La pandémie du coronavirus /Covid-19 est une situation pathétique et tragique de se trouver dans l'incapacité au titre du risque avéré de contamination interhumaine par le contact physique, d'embrasser affectueusement ses enfants, leur laisser des consignes, leur chuchoter dans l'oreille des recommandations : prenez soin de vous, n'attrapez pas froid, en propos cryptés, prenez soin de notre khizana-bibliothèque familiale, notre jardin, préservé du croisement des regards de convoitise.

Comme tout processus morbide, la Covid-19 formate bien une expérience intime pour le survivant ou, peut-être, pour l'autre vivant aussi. C'est une expérience de la perte, une expérience de la dépossession. C'est une litanie de perte tous azimuts. Véritablement c'est une fêlure dans l'existence du malade parce par ce terrible virus à spikes. Le souffle empoisonne et empoisonnant de nos

postillons nous amène à nous interroger sur ce qui nous constitue sur ce qu'est notre support affectif, sur ce qui nous définit.

A travers le quantifiable du mal-être / Covid-19; LA LETTRE 'D' de DISEASE.

Au détriment de la dimension existentielle / ILLNES / , la représentation socioculturelle anglo-saxonne /SICKKNES/ détermine en fait le processus de socialisation de DISEASE et d'ILLNES. L'approche DISEASE est la définition biomédicale de la maladie. Elle signe l'atteinte organique.

ILLNESS est une configuration personnelle de la maladie.

SICKNESS est une saisie socialisante de l'acceptation de la maladie. Mes chers confrères et amis, quelle est cette instance sans préavis, sans prendre en considération notre référent culturel médical socio-anthropologique... a juge pertinent fin-février / début mars 2020 de nous coller l'acronyme Covid-19, avec la lettre 'D' de Disease, sans se précipiter à rendre le gel

Hydro-alcoolique et les masques accessibles et à la portée de toutes les bourses.

Etre malade, c'est n'être que le souvenir de ce qu'on a été debout et en blouse blanche. Heureusement que dans ce contexte délétère, aux besoins de l'homme souffrant, il y a le SOIN. C'est le soin prodigue... LE CARE qui permet de faire la distinction de sens, entre le malade considéré comme UN SUBSTANTIF et le malade considéré comme un adjectif. L'éthique médicale contemporaine développe toute une HERMENEUTIQUE DU SOIN qui veille au respect scrupuleux des droits irréfutables de l'homme souffrant, c'est-à-dire L'AUTONOMIE, LA BIENFAISANCE, LA NON-MALTRAITANCE, L'EQUITE.

Le soin aide le malade à se raconter, à faire un objet de parole de ce qui a été souvent ressenti comme indicible. Se dire pour se réapproprier L'ANAMNESE de sa propre histoire clinique avant qu'elle soit happée par le disque dur d'un ordinateur ou qu'elle trouve refuge dans la pochette du dossier médical dans le sous-sol silencieux des archives de l'hôpital. Ecrire c'est manifester une force ; celle en dépit de tout et malgré tout de reprendre le dessus, COÛTE QUE COÛTE.

Mes chers collègues et amis avec votre diligent soutien psychologique, j'ai osé FOUTRE la maladie Covid-19, la mienne, au-

dessous. La question « que vais-je faire maintenant de mon éligibilité à la vie, que vais-je faire de ce surcroît de vie », est-ce le moment de lever l'ancre ? Me serait-il permis de retarder le voyage ultime, une femme soufie a laissé pour sa postérité, cette pertinente assertion : « LA VIE N'EST PAS COURTE MAIS LE TEMPS EST COMPTE », à la seconde près. LOUANGE A ALLAH.

UNE professeure de médecine de Strasbourg m'a rendu destinataire d'une injonction : docteur Senouci... VIVEZ maintenant et bel été à toi ...

LIRE et VIVRE sont des synonymes. LIRE ne serait-il pas le 1<sup>er</sup> acte de l'écriture pour penser l'hermeneutique du soin : le care. Les médecins et les philosophes devraient plus s'écouter parler et se regarder écrire ; je suis persuadé que dans cette posture ils pourront mieux comprendre ce qui stresse, ce qui angoisse, ce qui crispe le malade qui suit des yeux pour guetter l'expression de notre regard de praticien, dispensateur de soins. C'est la découverte de sa VULNERABILITE.

Les médecins arabes de notre antériorité /8e.....15e siècle / ont tous été des MEDECINS PHILOSOPHES. POURQUOI à cette époque de l'âge d'or de l'histoire de la médecine arabe, les capacités cognitives de l'esprit scientifique arabe, la médecine et la philosophie, étaient répertoriées et inventoriées dans l'échelle de classification des SCIENCES RATIONNELLES ? Est-ce un simple hasard de conjoncture et/ de conjecture ou plutôt parce que le rapport de force leur était favorable vis-à-vis des théologiens orthodoxes. Se référer la mise au point de LISSANE AL DINE IBN KHATIB lors de l'épidémie de la peste à Grenade en Andalousie 1348.

Mes chers collègues, confrères et amis pour toujours, l'Etre humain demeure cet intermédiaire à lui-même.

Nous sommes tous tendus entre deux bornes : une borne de finitude liée à notre corporéité et une borne infinie de dépassement de soi, par la parole et surtout par l'écrit.

Ne dit-on pas que l'écrit octroie de la durée à la parole...

Mes chers collègues, confrères et amis, j'ai été long mais à travers cette tribune, j'ai tenu à vous manifester mon estime par écrit pour une autre temporalité dans une autre vie incha Allah et un grand merci.

\* Docteur

## La finance islamique pour une fiscalité moins contraignante

Par Saheb Bachagha \*

La finance islamique connaît une croissance importante depuis quelques années, elle représentait un volume d'actifs de 1700 milliards en 2015 à travers le monde et pourrait atteindre 2900 milliards à l'horizon 2021. Ce marché connaît un véritable essor sur le plan mondial et représente une source de financement importante. Il s'agit d'un univers financier différent celui des établissements financiers qui tentent d'intégrer les principes économiques élémentaires relevant du bon sens mais aussi à l'instar des établissements financiers de l'économie sociale, une dimension éthique et sociale.

Le terme de finance islamique recouvre l'ensemble des transactions et produits financiers conformes aux principes de la charia qui supposent l'interdiction de l'intérêt, de l'incertitude, de la spéculation, l'interdiction d'investir dans les secteurs considérés comme illicites (alcool, tabac, l'élevage et la commercialisation de la viande porcine, les jeux du hasard, etc.)

### LES PRODUITS DE LA FINANCE ISLAMIQUE :

#### La Murabaha

La murabaha est un contrat de vente aux termes duquel un vendeur vend un actif, le plus souvent des immeubles (ce peut être également des titres, ou des machines), à un financier islamique (une banque islamique) qui les revend à un investisseur (économiquement l'emprunteur) moyennant un prix (qui comprend une marge couvrant notamment la charge financière de l'intermédiaire). Il s'agit là d'une forme de crédit qui permet au client d'effectuer un achat sans avoir à contracter un emprunt portant intérêt. La banque achète le bien puis le vend au client en différé. L'intermédiation du financier se traduit par un double transfert, donc un double droit d'enregistrement et une double perception de la TVA ou des droits de mutation. Il est donc attendu de la direction de la législation fiscale les ajustements nécessaires pour éviter ces frottements juridiques et fiscaux.

Les « frottements fiscaux » concernent particulièrement ce produit phare de la finance islamique qui suppose un double contrat de vente et donc un double droit de mutation. L'intérêt est interdit par la charia. Le bien immobilier visé est acheté par l'établissement bancaire. Ce dernier

va louer le bien à l'acheteur. Les loyers perçus remplacent dans ce cas les intérêts d'un emprunt classique. La propriété du bien reste au nom de l'établissement jusqu'à l'échéance du contrat du financement puisque toute transaction en finance islamique doit être rattachée à un actif tangible. A l'échéance du contrat, le bien sera transféré au client. Cette opération peut traduire deux types de frottement en droit algérien. Premièrement, la double imposition à la taxe de publicité foncière. Deuxièmement, l'exposition à la garantie de vice caché qui s'impose à l'intermédiaire et non au vendeur initial du produit immobilier, alors que la propriété ne lui est transmise que temporairement.

**Les Sukuk :** similaire à une obligation adossée à un actif, le sukuk est billet de trésorerie qui confère à l'investisseur une part de propriété dans un actif sous-jacent lui assurant un revenu à ce titre. L'entité émettrice doit identifier les actifs existants à vendre aux investisseurs sukuk par transfert à une entité ad hoc. Les investisseurs jouissent alors de l'usufruit de ces actifs, au prorata de leur investissement. Ils supportent généralement le risque de crédit de l'émetteur, plutôt que le risque réel lié aux actifs détenus par l'entité ad hoc. Les sukuk peuvent être cotés et notés en fonction du marché ciblé, mais ce n'est pas obligatoire. Les sukuk sont généralement émis par des entreprises, certaines institutions financières et des Etats (Bahreïn, Malaisie, Pakistan...)

Contrairement aux obligations classiques, les sukuk rémunèrent leur détenteur sur la base du profit généré par l'actif sous-jacent qui prend la forme d'un contrat de murabaha, mucharaka ou ijara. L'ensemble des créanciers partagent aussi bien les profits que les pertes. Dans certains pays, la rémunération des sukuk est vue comme des dividendes et de ce fait elle n'est pas déductible de l'assiette fiscale contrairement aux charges d'intérêts sur les obligations classiques. Alors qu'à Londres cette rémunération est considérée comme des intérêts ce qui implique dans ce cas la déductibilité des sommes versées par l'émetteur de sukuk sous les mêmes conditions que celles prévues pour les intérêts d'emprunt. Notre législateur doit trancher entre les deux options.

\*Expert-comptable et commissaire aux comptes



BLIDA

Recensement des sites menacés par les inondations

Tahar Mansour

Les services de la protection civile de la wilaya de Blida ont effectué plusieurs sorties sur le terrain pour identifier et recenser les sites menacés de possibles inondations à travers l'ensemble du territoire de la wilaya. Ainsi, Haï Driouche, dans la commune de Bouarfa, peut être l'objet d'inondations au cas où les pluies venaient à tomber assez fortes, ainsi que la commune de Chiffa. De nombreuses habitations érigées sur les bords des oueds Sidi El Kébir et Béni Azza sont menacées au cas où les eaux de ces deux impor-

tants cours d'eau venaient à sortir de leurs lits. Certains quartier à Chébli (Bouinan) ne disposent pas encore de réseau d'assainissement et courent donc le risque d'être inondés. Il y a aussi plusieurs habitations sur les rives d'Oued Ennamous à Mouzaïa qui sont menacées.

D'autres endroits aussi sont menacés, particulièrement là où les citoyens ont construit leurs habitations à proximité des oueds et même à l'intérieur du lit de certains oueds qui peuvent à tout moment charrier d'importantes quantités d'eau de ruissellement et constituer ainsi un danger pour les habitants. Les communes

sont aussi appelées à procéder de toute urgence au curage et à la réparation de tous les avaloirs pour éviter tout risque d'inondation. De son côté, l'ONA de Blida a exécuté plus de trente opérations de curage des avaloirs et regards à travers plusieurs endroits de la wilaya de Blida pour éviter justement les inondations en cas de fortes pluies. Ces avaloirs et regards d'égouts étaient parfois complètement bouchés à cause des ordures et des gravats qui ont été déposés à proximité par des citoyens et même des entreprises qui se débarrassent de leurs ordures et des restes solides de manière anarchique.

L'ARBA

L'amélioration urbaine en bonne voie à Haï Sidi Salah

Après une attente qui a duré de longues années et le lancement de plusieurs projets pour une amélioration urbaine d'un quartier qui manquait de tout, les habitants de Haï Sidi Salah à L'Arba se sont impatientés après les arrêts répétitifs qui ont touché les travaux, surtout avec la pandémie de Covid-19. Afin de répondre à leurs attentes, une réunion a été tenue au courant de la semaine écoulée à laquelle ont assisté l'association Sonaà El Amel (les bâtisseurs de l'espoir), des représentants des habitants du quartier, le chef de daïra par intérim, le P/APC et les responsables locaux des diverses directions exécutives concernées. Après un débat sur la situation, il a été convenu entre les différentes parties qu'en ce qui concer-

ne le gaz naturel, les travaux sont en cours puisque, à ce jour, 773 jonctions ont été réalisées dont 378 mises en service, alors que 800 autres le seront à partir du mois de novembre et le reste durant décembre 2020.

Quant à l'électrification, elle est en cours, sauf que les responsables ont affirmé qu'ils ne pouvaient en aucun cas poser plus d'un compteur électrique par construction car cette dernière ne dispose que d'un seul acte de propriété. Pour les réseaux d'AEP et d'assainissement, les travaux sont terminés et il ne reste aux services concernés que de procéder à la levée des réserves pour que le projet soit réceptionné. Les rues mitoyennes du cimetière seront approvisionnées en eau potable par citernes en atten-

dant la fin des travaux. L'amélioration urbaine devrait être lancée à partir de la semaine prochaine au niveau des rues qui disposent de tous les réseaux pour éviter qu'elles soient creusées de nouveaux après leur goudronnage.

Même les enfants scolarisés au niveau du quartier mitoyen de Bélaouadi seront pris en charge par l'APC qui louera des bus pour les transporter jusqu'aux établissements scolaires qu'ils fréquentent. Un groupe scolaire sera aussi réalisé à Bélaouadi pour diminuer de la charge dans les classes. Des instructions ont été aussi données à tous les services pour veiller à la bonne exécution des projets en cours et de leur réception dans les délais impartis.

T. M.

BOUIRA

Un homme retrouvé pendu

Un habitant a été retrouvé pendu jeudi dernier au village R'himet, dans la commune d'Aïn El Hadjar qui se situe à une dizaine de kilomètres à l'ouest du chef-lieu de wilaya. Le corps de la victime a été retrouvé suspendu à un arbre à l'aide d'une corde dans l'un des champs du village non loin de sa demeure familiale. Les éléments

de la protection civile sont intervenus pour évacuer la dépouille de la victime à la morgue du centre hospitalier Mohamed Boudiaf de Bouira. Le défunt était âgé de 44 ans, marié et père de 3 enfants. Les services compétents ont ouvert une enquête pour élucider ce drame qui mit en émoi toute la localité d'Aïn El Hadjar.

F. H.

Percuté par une voiture, un enfant de 3 ans blessé grièvement

Une enfant âgé de 3 ans a été percuté avant-hier dans la journée par une voiture dans la ville de Kadiria qui se situe à une trentaine de kilomètres au nord-ouest du chef-lieu de wilaya. L'accident s'est produit au niveau de la cité des 215 logements. Les éléments de la protection civile

sont intervenus pour prodiguer les premiers soins de secours à la victime et l'évacuer ensuite vers les urgences du centre hospitalier de Kadiria. Fort heureusement, son pronostic de vie n'est pas engagé, nous a-t-on dit.

F.H.

Impropropres à la consommation, plus de

Dans le cadre des efforts de la police pour préserver l'environnement, la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement (PUPE) de la sûreté de wilaya de Bouira a dénombré pendant l'exercice du mois d'août, 09 affaires dont 04 concernent les décharges sauvages et 05 affaires comportent les atteintes à l'hygiène et à la santé publique. Des mesures juridiques nécessaires entraînant des poursuites judiciaires ont été prises à l'égard des contrevenants. Dans le cadre de la lutte contre le phénomène du commerce illicite, les éléments de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement ont saisi au cours du mois d'août 3.772 kg de légumes et de fruits et 75 kg de viande blanche et rouge. Par contre, il a été pro-

186.000 kg de viande blanche détruits

cédé à la destruction de 186.700 kg de viande blanche impropre à la consommation. En revanche, 4 affaires concernant le déversement de déchets inertes et ménagers dans la nature ont été traitées, avec 2 autres affaires relevant d'abattages clandestins hors abattoirs. Il est à noter que les missions de la police urbaine et de la protection de l'environnement requièrent le traitement de tous les aspects négatifs qui affectent le cadre de vie et le confort des citoyens et qui constituent un préjudice à l'environnement, à l'hygiène et à la santé publique. Par ailleurs, 11 affaires liées à la réalisation de construction sans permis de construire et 08 cas de défaut d'attestation de conformité ont été relevés dans ce domaine.

Farid Haddouche

M'SILA

Reprise «prochaine» du chantier d'extension de l'aéroport d'Aïn Eddis

Le chantier du projet portant extension de l'aérodrome d'Aïn Eddis, dans la commune d'Ouled Sidi Brahim (wilaya de M'sila), à l'arrêt depuis plus d'une année, sera «prochainement» relancé, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Le redémarrage du chantier, à l'arrêt à cause d'«insuffisance des crédits alloués pour sa concrétisation» et les répercussions de la situation pandémique dans la wilaya de M'si-

la depuis l'apparition de la Covid-19, intervient suite à une directive du chef de l'exécutif local, Abdelkader Djellaoui, a-t-on indiqué. L'opération d'extension touchera la piste d'atterrissage et les structures techniques de l'aéroport, a-t-on précisé.

Une enveloppe financière estimée à 4 milliards de DA a été allouée pour la réalisation d'une piste de 3.000 mètres et l'intégration d'un tronçon de la RN 45, mitoyenne à l'aéroport,

dans ce le cadre du projet d'extension, ont souligné les services de la wilaya. Aussi, il a été décidé d'indemniser des habitants suite à leur expropriation pour utilité publique, a-t-on détaillé. La mise en exploitation de l'aéroport, à l'arrêt depuis 2007, constitue non seulement «une revendication des habitants de la région du Hodna mais aussi une exigence économique pour encourager l'investissement et promouvoir le tourisme», a-t-on relevé.

TIZI OUZOU

Le conducteur d'une moto et son passager tués dans une collision

Naït Ali H.

Deux jeunes ont été tués jeudi soir dans une collision entre une moto et un véhicule survenue dans la commune de Souk El Thénine (30 km au sud-ouest de Tizi Ouzou), a indiqué hier dans un communiqué la direction locale de la protection civile. Les éléments de l'unité de la protection civile de Draa Ben Khedda sont intervenus jeudi vers 21h20 pour

un accident de la route mettant en cause une moto et un véhicule au lieu-dit El-Khemis où deux jeunes, le conducteur de la moto et son passager, ont trouvé la mort sur les lieux. Les dépouilles des deux victimes âgées de 20 et 23 ans ont été déposées à la polyclinique de la même localité alors que les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Le gaz naturel pour 403 foyers

Un total de 403 foyers sera raccordé au réseau de gaz naturel d'ici la fin de ce mois de septembre à travers cinq localités de la wilaya de Tizi Ouzou, a indiqué jeudi un communiqué de la direction locale de la Sonelgaz. Il s'agit de 173 foyers dans la localité d'Ighzer N'Chvel, dans la commune de Boghni au sud de la wilaya, 70 foyers au village Ifouzar dans la commune d'Aït Aïssa Mimoune et

160 foyers dans les localités de Boukharouba, Ibazizène et Iadjmat dans la commune de Timizart, à l'est du chef-lieu de wilaya. Quelque 11.699 foyers à travers 79 localités touchant 20 communes ont été, en outre, raccordés au réseau de gaz naturel durant cet année 2020 dans le cadre de la mise en œuvre du programme quinquennal de la wilaya lancé en 2013, rappelle la même source.

Version amazigh du film «L'opium et le bâton»

L'avant-première de la version en tamazight du film «L'opium et le bâton», adapté du roman éponyme de Mouloud Mammeri, sera diffusée en décembre prochain à Tizi Ouzou, a indiqué jeudi le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, au forum de la radio locale. Il sera diffusé, le 28 décembre, dans le cadre des activités commémoratives de l'anniversaire de la naissance de l'écrivain, anthropologue et linguiste, a-t-il indiqué, soulignant que «c'est un travail qui a demandé beaucoup d'efforts, de temps et de moyens pour être plus près du texte de l'auteur».

M. Assad a salué à l'occasion le travail accompli par le producteur-réalisateur Samir Aït Belkacem qui a pris «le temps nécessaire pour fournir un travail propre et bien ficelé», soulignant que le HCA a accompagné le projet en «prenant en charge les considérations légales et financières liées à ce travail, notamment, les autorisations du réalisateur du film, Ahmed Rachedi, ainsi que ses droits». Le HCA, qui a été un partenaire dans ce travail de doublage lancé en 2017, se chargera, également, «de faire la promotion de ce film à travers l'ensemble du territoire national», a-t-il ajouté.

Dans le cadre toujours de

la promotion de la langue et de la culture amazighs, M. Assad a, également, souligné lors de son intervention que le prix du président de la République pour la langue et la littérature amazighes institué dernièrement «contribuera à cette promotion en encourageant les travaux d'écriture et d'édition». «C'est un nouveau dispositif qui va contribuer à propulser la production et la prise en charge de l'activité intellectuelle en tamazight», dira-t-il tout en estimant que le travail accompli à ce jour est plutôt «positif et visible», notamment, dans le cadre de la coédition lancée depuis 2016 avec certains organismes et institutions. «Nous avons réalisé plusieurs travaux, notamment, historiques, en coédition avec divers organismes et institutions et nous sommes en phase de mettre en place d'autres travaux avec de nouveau partenaires», a-t-il soutenu.

S'agissant des médias, notamment lourds, M. Assad a indiqué que le HCA a «une vision pragmatique pour généraliser graduellement la présence de tamazight dans les médias lourds» à travers un programme de formation au profit des journalistes de divers supports médiatiques en collaboration avec le ministère de la Communication.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
24 moharam 1442				
El Fedjr 05h00	Dohr 12h44	Assar 16h17	Maghreb 19h03	Icha 20h22





**TÉBESSA**

## Trafic d'armes et de munitions, l'auteur sous les verrous

Ali Chabana

La brigade de répression du crime relevant de la police judiciaire de la wilaya de Tébessa vient d'épingler à son tableau de chasse une affaire de trafic d'armes et de munitions à travers les frontières nationales. En effet, les policiers chargés du dossier ont eu vent concernant des mouvements suspects de personnes activant dans la

contrebande d'armes à feu. Aussitôt, les policiers entrèrent en action en exploitant les informations recueillies et arrêterent une personne.

La fouille de son domicile sis près des frontières permit la récupération de 4 fusils de chasse et leurs accessoires, un lot d'armes dépourvues des numéros de série, ainsi qu'une arme de poing, 300 cartouches de 16 mm, 2 kg de poudre noire, 5,5 kg de grenailles, utilisées dans les munitions de

chasse, 700 étuis vides, 750 capsules de cartouches de chasse, une paire de jumelles.

La saisie ne s'arrêta pas là, puisque les policiers saisirent également un véhicule chargé de 3 jerricans de 20 litres chacun, remplis de gasoil, selon le communiqué de la cellule de presse de la police. La même source a indiqué que le mis en cause a été déféré devant le tribunal de Tébessa qui ordonna son incarcération.

**EL TARF**

### Un mort dans une altercation

La petite ville de Ain Assel, située à mi-chemin entre El Tarf et El Kala, a été le théâtre d'un terrible drame, survenu vers 21h, dans la nuit du mercredi à jeudi, sur la RN 44 qui traverse cette petite ville. Selon des témoins oculaires, « un jeune homme répondant aux initiales M.M, passait à proximité d'un restaurant où un jeune qui travaille dans ce restaurant procédait au nettoyage. En déversant de l'eau, l'homme qui passait a vu ses vêtements humectés par l'eau. S'en est suivi une altercation verbale jusqu'à en venir aux mains », toujours selon des témoins. Les choses auraient dû s'arrêter là mais elles ont pris une tournure tragique et déplorable, ajoutent des témoins « quand le jeune restaurateur, s'est emparé d'un couteau, avec lequel il assena un coup mortel au passant ». L'auteur de cet acte abject qui a mis en émoi les habitants de cette petite ville, a pris la fuite et fut arrêté deux heures plus tard par la gendarmerie. Il est à rappeler qu'il s'agit du deuxième crime, survenu dans cette commune, en l'espace de 3 mois. Juste après l'Aid El Fitr, c'est un jeune de 18 ans qui a trouvé la mort suite à une banale altercation.

**CONSTANTINE**

## Fibre optique : raccordement «prochain» de plus de 2.000 logements AADL

Un total de 2.150 logements dans l'extension ouest de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli (Constantine) sera «bientôt» raccordé au réseau de la fibre optique, a annoncé jeudi le directeur local d'Algérie Télécom (AT), Mohamed Imoussain. «L'opération de raccordement, entamée mercredi, consacrée à ce programme de logements de type location-vente relevant de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), s'effectue à raison de neuf

blocs d'immeuble par jour», a indiqué le même responsable, soulignant que ce chantier devra se poursuivre «pendant 15 jours».

Selon Mohamed Imoussain, l'extension du réseau de la FTTH (Fibre to the home) depuis l'unité de voisinage (UV) 14 vers l'extension ouest et le déploiement de plus de 20 km des câbles de la toute dernière technologie d'internet, ainsi que l'installation des équipements nécessaires ont été lancés au mois d'avril dernier. Les services d'Algérie Télécom AT se ren-

dront auprès des clients pour accomplir les formalités d'engagement pour l'acquisition de la ligne Internet et de téléphonie à très haut débit, dans le cadre de l'amélioration du service, a rassuré le directeur de wilaya d'AT les habitants bénéficiaires. La direction locale d'Algérie Télécom prévoit le lancement en travaux, «dans les prochains jours», d'un autre projet de raccordement de 2.500 logements AADL au réseau de la fibre optique à l'extension ouest d'Ali Mendjeli, a fait savoir la même source.

**KHENCHELA**

## L'ancien directeur de la santé condamné à 18 mois de prison dont 6 avec sursis

Le tribunal de première instance de Khenchela a condamné l'ancien directeur local de la santé et de la population à une peine de prison de 18 mois dont 6 mois avec sursis, a-t-on appris de source judiciaire. A l'issue d'une

audience à huis clos, le juge près le tribunal de Khenchela a condamné mercredi soir l'ancien directeur local de la santé et de la population, muté le mois dernier dans la wilaya de Constantine pour y occuper le même poste, à une

année de prison ferme à l'établissement pénitentiaire de Babar et ce, notamment, pour «pratique du métier de pharmacien sans autorisation des instances juridiquement qualifiées», selon la même source. Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Khenchela qui ont mené l'enquête avaient auditionné l'accusé le 5 septembre après avoir perquisitionné, le 22 août dernier, son logement d'astreinte situé à la cité des 48 logements dans la commune d'El Hamma, sur ordre du procureur de la République près le tribunal de Khenchela. Lors de cette opération, les éléments de la Gendarmerie nationale ont découvert une quantité importante de psychotropes non classés, selon le dossier judiciaire dont l'APS détient une copie. L'ancien directeur de la santé et de la population a été traduit devant la justice sur la base d'un dossier pénal établi à son encontre pour «détention et vente de psychotropes» après la découverte d'une quantité importante de psychotropes à son domicile, mais également après le témoignage à charge livré à la justice par l'un des accusés dans cette affaire dénonçant la participation de l'ancien directeur local de la santé et de la population à un réseau de trafic de psychotropes.

**BATNA**

## Barrage Koudiat Lemdouar : reprise progressive de la station de traitement des eaux

L'exploitation de la station de traitement des eaux du barrage Koudiat Lemdouar, dans la commune de Timgad (Batna), a repris progressivement dans trois couloirs du réseau de distribution, a annoncé jeudi le responsable de l'information auprès de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE), Abdelkrim Zaim. Le taux de turbidité des eaux du barrage de Koudiet Lemdouar, causée par les fortes pluies orageuses qui se sont abattues sur la wilaya de Batna dans la nuit de lundi à mardi ayant causé l'arrêt de l'exploitation de cette station de traitement, a régressé, a indiqué à l'APS le même responsable. L'ADE de Batna a entamé ce jeudi le pompage de l'eau et l'alimentation des réservoirs, a indiqué M. Zaim,

relevant que l'alimentation des citoyens en eau potable devait reprendre «au plus tard vendredi» hier. Pour rappel, l'arrêt de la station de traitement des eaux du barrage de Koudiat Lemdouar a provoqué une perturbation dans l'alimentation en eau potable des populations des huit communes desservies depuis ce barrage, à savoir Batna, Tazoult, Ichemoul, Arris, Aïn Touta, Barika, Chemora et Aïn Yagout. Selon les services de l'ADE, la quantité d'eau produite quotidiennement dans la wilaya de Batna est estimée à 160.000 m³, dont une quantité de 70.000 m³ est assurée via le barrage Koudiat Lemdouar, tandis que le volume restant est fourni par les forages répartis à travers les différentes localités de la wilaya.

**ILLIZI**

## Aménagement de la zone d'activités

Une large opération d'aménagement a été retenue pour la zone d'activités industrielles de la wilaya d'Ilizi, dans la perspective de promouvoir l'investissement et d'impulser la dynamique économique dans la région, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya. L'opération, pour laquelle une enveloppe financière de 250 millions de DA a été consacrée au titre du Fonds de développement des régions du Sud (FDRS), porte sur la réalisation des voies et réseaux divers (VRD), de l'électrification, des réseaux d'eau potable, d'assainissement et de télécommunications, et la réalisation d'un forage de 350 m, a-t-on précisé. S'étendant sur une superficie de 44 ha, scin-

dée en 2 lotissements, englobant 130 parcelles, cette zone constitue un site approprié pour servir d'assiettes aux projets économiques et contribuer à la promotion des opportunités d'investissement pour les jeunes promoteurs et les petites et moyennes entreprises, a ajouté la source. Par souci d'impulser la dynamique de l'investissement et d'assurer la viabilité des startups, la daïra d'In-Amenas s'est vue accorder, de son côté, une zone industrielle de 64 ha totalisant 68 lots dont les travaux d'aménagement ont atteint plus de 50%. Un investissement de 1 milliard de DA a été mobilisé au titre du FDRS, pour l'aménagement de cette zone et la réalisation de ses VRD, en plus d'un

réseau de gaz naturel, d'un réservoir d'eau de 100 m³ et d'un système anti-incendie, a-t-on ajouté. Les services de wilaya font état, par ailleurs, du lancement d'un appel d'offres pour la réalisation d'une étude d'aménagement et de répartition d'une mini-zone d'activités, dans la wilaya-déléguee de Djanet.

Une cellule locale d'écoute et d'accueil des investisseurs et porteurs de projets a été installée, la semaine dernière, par les services de la wilaya et a été chargée de dynamiser les mécanismes d'accompagnement et de facilitation, en vue de booster et promouvoir l'investissement à travers le territoire de la wilaya d'Ilizi.

### Pêche illicite du corail, une arrestation

Agissant sur information, faisant état de la pêche illicite du corail par un habitant d'Echatt, la police extra-muros de cette petite ville, en étroite collaboration avec les services judiciaires, ont procédé à la perquisition du domicile du suspect, mercredi dernier. Les enquêteurs ont saisi, lors de la fouille de cet appartement, deux tenues de plongée, une bouteille d'oxygène, des filets et d'autres équipements. Un dossier a été établi et sera envoyé au Tribunal de Dréan où sera jugé le mis en cause pour cette affaire.

Il est utile de rappeler, que mardi dernier, les garde-côtes de la station maritime d'El Kala ont arrêté un plongeur, au large de la plage de 'Cap Rosa' en train de récolter illicitement du corail.

A. Ouélaa

**SOUK AHRAS**

## Opération de recensement du groupe naturel de cerfs de barbarie

Les services de la protection de la faune et de la flore de la conservation des forêts de Souk Ahras ont dénombré deux (2) cerfs de barbarie et de nombreux autres animaux sauvages dans les forêts de la wilaya, a indiqué jeudi le chef du bureau des espèces protégées, de la chasse et des activités cynégétiques au sein de la conservation, Amar Sebti. «L'opération qui s'inscrit dans le cadre du recensement du groupe naturel de cerfs de barbarie des forêts de Bouzarane, dans la commune d'Ain Zana, et Ouled Bechih, dans la localité d'El Mechrouha, fait suite à l'appel lancé par le Centre cynégétique de Zéralda (Alger) pour l'organisation d'une opération de recensement les 8 et 9 septembre a permis de dénombrer deux cerfs de barbarie,» a précisé le même responsable. Les services concernés, a-t-il expliqué, ont eu recours à la technique dite «comptage par écoute du brame» en mettant en place cinq centres d'écoute dans les forêts de la commune d'Ain Zana et deux autres dans celle d'El Mechrouha sur une tranche horaire allant de 17H00 à 21H00.

Pour M. Sebti compte tenu des incendies ayant ravagé plus de 450 hectares du patrimoine forestier de cette wilaya, les résultats de ce dé-

nombrement sont «positifs» du fait que cet animal est resté présent dans la région et n'a pas fui vers les forêts tunisiennes voisines. Le cerf de barbarie fait partie des espèces menacées d'extinction et protégées par la loi n 06-16 du 14 novembre 2006 portant approbation de l'ordonnance n 06-07 du 15 juillet 2006 relative à la protection de espèces en voie de disparition, a souligné le chef du bureau des espèces protégées, de la chasse et des activités cynégétiques au sein de la conservation des forêts de la wilaya de Souk Ahras. «La protection de pareilles espèces, jadis très répandues dans cette wilaya, est de la responsabilité de tous les citoyens qui se doivent de tenir le premier rôle dans la lutte contre le braconnage du cerf de barbarie,» a-t-il dit. Le cerf de Barbarie est le seul représentant de cervidés en Afrique, il vit en Afrique du Nord et plus précisément dans le Nord-est de l'Algérie (Souk-Ahras, El Taref et Guelma) et dans le Nord-ouest de la Tunisie.

Il est à noter que l'opération de recensement des animaux a également permis de dénombrer bon nombre de mammifères, à l'instar du chacal et du renard dans les forêts de Boumezrane et Ouled Bechih.

### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

24 moharam 1442

El Fedjr 04h48	Dohr 12h30	Assar 16h03	Maghreb 18h49	Icha 20h08
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## 80 bus reprendront du service après des mois d'arrêt Le transport urbain renforcé sur les grandes lignes

K. Assia

Le tiers des bus assurant le transport urbain soit 80 autobus qui étaient à l'arrêt reprendront du service à partir de demain dimanche, a annoncé, hier, M. Chikh Amar, coordinateur régional du syndicat UNAT (Union nationale des transporteurs algériens) d'Oran. Avec la reprise de l'activité en juin dernier, une moyenne de 80 autobus, desservant les grands trajets à l'exemple des lignes B, 11, 4G et autres étaient en période «de repos» et entreront en service, à partir de demain. De quoi renforcer le trafic urbain, notamment en cette période d'examens de Bac et de rentrée sociale. «Nous avons jugé indispensable de prélever le tiers de ces bus afin d'éviter la concurrence, se conformer aux dispositifs de prévention contre la pandémie et d'opter pour une reprise progressive» a noté M. Chikh. Une reprise qui s'annonçait difficile pour les transporteurs privés de transport en commun qui devaient réduire de 50% leur clientèle après un arrêt des 3 mois d'activité causant des pertes sèches et aucune entrée d'argent n'a été faite et ce avec plus de charges et de frais, avait indiqué le syndicat, il y a quelques mois.

A cela vient s'ajouter la hausse du carburant, un autre casse-tête pour le collectif. Par ailleurs, l'UNAT réitère son appel pour la reprise du transport inter-wilayas. Dans un appel lancé, hier, au président de la République, le coordinateur régional du Syndicat UNAT souhaite la levée de la mesure d'interdiction du transport inter-wilayas puisque ce sont des milliers d'emplois qui sont menacés par cette disposition a-t-il



ajouté. Depuis 6 mois, les quelque 800 chauffeurs de taxis et 800 transporteurs de bus de l'inter-wilayas sont en chômage et n'arrivent plus à joindre leurs deux bouts, selon notre interlocuteur.

A vrai dire, c'est un véritable calvaire pour la corporation qui, depuis des mois, réclame la reprise de l'activité. Avec la rentrée sociale, les transporteurs des voyageurs y compris les chauffeurs de taxis de l'inter-wilayas se disent inquiets et demandent la levée de cette interdiction, soulignant que toutes les mesures de prévention seront prises et respectées ; une fois la reprise de l'activité. Ceci permettra de répondre aux besoins exprimés et faire face aux différentes charges qui se sont accumulées durant les 6 mois sans travail. Par

ailleurs, le Syndicat UNAT dénonce l'autre problème qui est celui de l'interdiction du transport collectif urbain durant le week-end, au grand dam des usagers qui doivent se rabattre sur les chauffeurs clandestins. Avec une activité réduite à 50% durant les 5 jours de la semaine, M. Chikh s'interroge sur l'utilité de cette mesure et réclame la levée de cette interdiction. Toujours dans le cadre des préoccupations, le Syndicat UNAT évoque l'autre problème qui est celui de la station des taxis inter-wilayas de l'USTO qui, malheureusement, est fermée depuis l'interdiction du transport inter-wilayas. Cette mesure n'a fait qu'encourager les chauffeurs clandestins à squatter les lieux pour s'adonner à une activité à des prix hors de portée.

### Lac «Oum Ghellaz»

## Mort massive des poissons pour la deuxième fois, depuis le début de l'été

Le lac 'Oum Ghellaz', plan d'eau situé à l'est d'Oran, près d'Oued Tlilat, a récemment vécu un deuxième épisode de mort massive de poissons, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Environnement. Ce deuxième épisode a enregistré la mort de centaines de poissons mais aussi de dizaines d'oiseaux d'eau, a indiqué la responsable de la communication, à la direction locale de l'Environnement, Aicha Mansouri. Ainsi, c'est la deuxième fois depuis le début de l'été que ce phénomène est observé au lac 'Oum Ghellaz', alors que le tout premier épisode a été enregistré au cours de l'été 2019. La direction de l'Environnement qui suit l'évolution de la situation, depuis le début du phénomène, avait effectué des analyses d'eau et a conclu qu'il s'agit d'un stress hydrique, causé par la baisse du niveau d'eau. Le lac connaît, par ailleurs une surpopulation de la carpe, qui n'a pas de prédateur pour limiter sa prolifération, ce qui conduit, en plus du stress hydrique, à un manque d'oxygène, a expliqué la même responsable, ajoutant que si la pollution n'a pas été incriminée au cours des deux premiers épisodes, les analyses effectuées ont révélé la présence de métaux lourds. Il s'agit ainsi d'une pollution par des déchets industriels», a encore expliqué Mme Mansouri. Jusqu'à la fin du mois d'août, date de la dernière sortie de la direction de l'Environnement

avec des Associations écologiques, «le lac fonctionnait bien», a-t-elle affirmé. La direction suscitée a transmis des rapports détaillés sur la situation, aux autorités compétentes (ministères, wilaya) afin d'y mettre un terme. Il y a une vingtaine de jours, cette direction avait annoncé que plusieurs solutions sont en cours d'étude pour enrayer le phénomène de la mort massive des poissons du lac 'Oum Ghellaz' ; dont l'autorisation de la pêche sportive pour combattre la surpopulation conduisant à la baisse du niveau de l'oxygène.

Le lac 'Oum Ghellaz' a connu, durant deux années consécutives (2019 et 2020), pendant la saison sèche, une mort massive de la carpe, principale espèce qui peuple cette zone humide. Une commission de veille, constituée par les services de wilaya pour étudier le phénomène et trouver des solutions pour préserver le lac et ses espèces, a conclu que les poissons meurent par asphyxie. Le manque d'oxygène étant le résultat d'un ensemble de facteurs, comme la réduction du niveau d'eau et la surpopulation du lac, explique la directrice locale de l'Environnement, Samira Dahou. Malgré un nombre important de rejets des eaux usées, la thèse de la pollution a été écartée. Les analyses ont révélé que le lac se porte bien grâce à ses capacités naturelles d'auto-épuration. «C'est un lac qui se dé-

fend bien», explique-t-elle, grâce à sa flore qui épure les eaux. Le manque d'oxygène constitue, quant à lui, un véritable problème. Il serait la cause de la mort massive des poissons. Cette année, quelque 400 poissons ont péri en 3 jours, au début du mois de juillet. «Il s'agit de gros poissons adultes, pesant entre 2 et 3 kg», constate Mme Dahou, qui estime que les poissons les plus jeunes peuvent aller chercher de l'oxygène dans les profondeurs, alors que les plus vieux qui restent près de la surface, suffoquent et meurent. Pour réduire la population des poissons dans ce lac, la commission de veille, chapeautée par la direction de l'Environnement, étudie plusieurs solutions.

L'autorisation de la pêche sportive ou l'introduction d'un prédateur dans lac étant les deux principales. «L'une et l'autre doivent être bien étudiées», souligne, toutefois, la même responsable. «Avant d'autoriser la pêche sportive, il serait nécessaire de s'interroger sur la comestibilité de la carpe, qui vit dans une eau polluée par les rejets d'assainissement. Il serait également important de définir les périodes et les modes de pêche. De même pour l'introduction d'un prédateur. Le choix de l'espèce doit être soumis à une étude approfondie, en associant des spécialistes et des chercheurs», a-t-elle expliqué.

## Un dispositif de sécurité exceptionnel 900 policiers mobilisés pour les examens de Bac

K. Assia

Un dispositif de sécurité exceptionnel a été mis en place par les services de la Sûreté d'Oran, afin de garantir le bon déroulement des examens du Bac 2020, qui se dérouleront du 13 au 17 septembre. Quelque 900 policiers en uniforme et en civil sont mobilisés pour renforcer la sécurité des 61 centres d'examens qui relèvent de leur compétence dont 24 centres sont coiffés par les services des Sûretés de daïras alors que le reste soit les 37 centres d'examens sont situés dans la compétence territoriale de la Sûreté d'Oran et ce, en plus des 4 centres de correction.

Ce plan spécial déployé «avant durant et après» vient dans la continuité des actions menées et veille en premier lieu, au respect des dispositions prises par les pouvoirs publics afin de lutter contre la pandémie du coronavirus, surtout après la prolongation d'une durée d'un mois du confinement partiel. Des effectifs de plusieurs services

dont la voie publique, la police judiciaire sont déployés pour sécuriser les candidats aux examens, les surveillants et aussi les parents d'élèves. Il porte aussi sur la sécurité du transport des copies d'examens, en plus de celles de tous les établissements où se déroulent ces épreuves ainsi que la correction des copies.

Des patrouilles pédestres et motorisées seront déployées dans les grands carrefours et aux alentours des centres d'examens, afin de faciliter la fluidité de la circulation, tout autour de ces établissements. Le dispositif prévoit aussi une coordination entre les unités opérationnelles sur le terrain et les salles des opérations soit les caméras de surveillance et ce, pour une meilleure orientation et encadrement. Il porte aussi sur l'interdiction de tout stationnement de véhicule autour des centres d'examens. Un numéro vert (1548), les 104 et 17 sont mis à la disposition des citoyens pour toute information ou dénonciation de tout dépassement.

## Chambre de l'Artisanat et des Métiers 12.000 masques de protection à distribuer aux candidats du BAC

La Chambre de l'Artisanat et des Métiers d'Oran a remis, mercredi, 12.000 masques de protection à la direction de l'Education destinés aux candidats du Baccalauréat, dans le cadre de la prévention contre l'épidémie du Covid-19, a-t-on appris de la CAM. La direction de l'Education prendra en charge la distribution du quota de masques aux élèves, candidats aux épreuves du Baccalauréat, a indiqué, à l'APS le directeur de la CAM, Noureddine Mehtar Thani.

Le quota de masques est le second du genre, après que la Chambre ait remis, auparavant, 9.000 masques à la direction de l'Education, destinés aux candidats de l'examen du BEM, ajoute M. Mehtar Thani. Ces masques ont été confectionnés dans un atelier créé, dernièrement, au Centre de l'Artisanat de Haï Sabah dans le but de fournir ce moyen de protection et sa distribution gratuite aux élèves, selon la même source.

Cette initiative entre dans le cadre d'un accord conclu entre la CAM et le groupe «Algérie Télécom», en vertu duquel cette dernière prend en charge le financement des ateliers de production des masques de protection dans les maisons de l'Artisanat et des Métiers, conjuguant ainsi les efforts de prévention contre la pandémie du virus 'corona'. Il y a lieu de signaler que quelque 9.000 masques ont été offerts, jeudi dernier, par la CAM d'Oran à la

direction de l'Education, pour les distribuer aux candidats de l'examen du BEM, dans le cadre de la prévention contre la Covid-19. L'atelier de confection des masques de protection, créé dernièrement au siège de la Chambre a, en outre, confectionné les 12.000 masques pour les candidats au Baccalauréat. L'atelier a été initié en perspective de la prochaine rentrée scolaire pour participer activement à la disponibilité des masques de protection et les distribuer gratuitement aux enfants scolarisés, a-t-on précisé. La semaine dernière, les responsables de la Chambre avaient annoncé la mise en place d'un atelier de confection de masques de protection au profit des élèves des différents paliers, dans le cadre de la prévention contre la pandémie du virus 'corona'. La CAM a procédé à la création de cet atelier dans son siège, sis à Haï Sabah. La confection est supervisée par 10 artisans. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un accord de coopération signé entre le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial et celui de la Poste et des Télécommunications. Algérie Télécom contribue dans le financement des Chambres dans la création d'ateliers spécialisés dans la confection des fournitures destinées à soutenir les efforts de l'Etat dans sa lutte contre la propagation de la pandémie, selon le même responsable.

### ILS NOUS ONT QUITTES HIER

**Benaoumer Fouzia, 63 ans, Akid Lotfi  
Belkhalil Miloud, 77 ans, Stade Bouakeul  
Makhloufi Fatma, 88 ans, St Antoine  
Djaba Houari, 4 ans, Bir El Djir**

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 moharram 1442				
El Fedjr 05h18	Dohr 12h59	Assar 16h32	Maghreb 19h18	Icha 20h36





## Covid 19 Près de 1.400 cas guéris ont quitté le CHUO

J. Boukraâ

Le nombre total des cas de Covid-19 rétablis, pris en charge au Centre hospitalier et universitaire d'Oran 'Dr Benzerdjeb' Plateau, a atteint 1.375 malades. Durant les 10 derniers jours 47 malades guéris du Covid-19 ont quitté le Centre hospitalier et universitaire d'Oran 'Dr Benzerdjeb', selon un communiqué publié par la cellule de communication. Ces personnes ont été libérées, après avoir été soumis au protocole de traitement à base de chloroquine. Depuis plusieurs jours les cas de contamination sont en baisse à Oran qui connaît une stabilité avec une tendance baissière dans les cas d'atteintes du Covid-19. Selon les bilans communiqués par le ministère de la Santé depuis lundi la wilaya a enregistré une moyenne quotidienne oscillant entre 9 à 19 nouveaux cas par jour contre une moyenne de 80 voire 90 cas/jour, en juillet et début août.

Le nombre total des cas confirmés à Oran passe, ainsi à quelque 3.700 cas confirmés. Malgré cette baisse, la direction de la Santé appelle au respect des gestes barrières et met en garde contre le relâchement. Le directeur de la Santé et de la population de la wilaya d'Oran a indiqué, il y a quelques jours, que «Même si le nombre de cas est en baisse et la situation stable, on est pas encore sortie de la pandémie. Il nous reste beaucoup à faire surtout

lorsqu'on sait qu'actuellement on se prépare pour les examens du Bac, la rentrée universitaire et la rentrée scolaire. Les protocoles sanitaires et organisationnels mis en place doivent être respectés. La prochaine étape est décisive. Avant le déconfinement les gens étaient chez eux, l'organisation était plus au moins facile qu'actuellement où les gens ont repris leur vie normale. Le confinement ne peut pas durer une éternité. La vie doit reprendre son cours normal. Toutefois un travail énorme nous attend. Il faut respecter les mesures barrière si on veut gagner la bataille», a-t-il conclu. Pour rappel le premier cas de coronavirus a été confirmé à Oran, le 18 mars, par les services de la Santé.

Le non-respect des mesures préventives, notamment la distanciation sociale, le port de bavettes, l'hygiène des mains et le respect du confinement sont les facteurs de propagation de cette pandémie.

Il convient de rappeler qu'au début de juillet, la wilaya d'Oran a mobilisé 13 établissements de Santé de proximité pour assurer les consultations du Covid-19, en plus des 5 principaux établissements hospitaliers. La wilaya avait aussi mis à la disposition des malades 6 établissements hôteliers totalisant une capacité d'accueil de 840 lits. Cela concerne, particulièrement, les sujets dont la prise en charge médicale ne nécessite pas une longue durée ou un cadre hospitalier.

## En perspective des premières précipitations Lancement d'une campagne de curage des avaloirs



K. Assia

Une vaste opération de curage des avaloirs et de nettoyage des réseaux d'assainissement est lancée, depuis le 3 septembre dernier, par les services de la Société de l'eau et de l'assainissement SEOR, de la wilaya d'Oran. Les travaux visent désormais plusieurs boulevards et rues de la ville, en plus des différentes trémies de sorte que des moyens humains et matériels ont été mobilisés pour garantir le bon déroulement de cette opération qui est initiée dans le cadre des préparatifs de la saison des pluies. Sur ce, un programme a été mis en place afin d'éliminer les points noirs et bien préparer la saison automnale, notamment du danger des orages et des inondations.

Dans ce registre et pour éviter tout danger lié au phénomène des inondations et des stagnations d'eau de pluies, la SEOR lance un appel à tous les citoyens pour faire preuve de civisme et de ne pas jeter les déchets et autres détritiques dans les avaloirs et les canalisations.

Ces actes ont des conséquences néfastes et peuvent être à l'origine de catastrophes. Il suffit de mettre ces détritiques dans des sachets et de les mettre à la poubelle. L'appel est lancé aux citoyens et commerçants en vue d'éviter le rejet anarchique des déchets, à «l'origine de l'obstruction des regards». Plusieurs campagnes de sensibilisation, dans ce sens, sont lancées car le «citoyen demeure un acteur et un partenaire essentiel dans cette opération.

## Manque de balises de protection sur la route de la Corniche supérieure La dernière chute d'un véhicule fait renaître la peur chez les usagers

Rachid Boutlelis

L'énième chute d'un fourgon du haut de la falaise, survenue le 1<sup>er</sup> septembre dernier, sur la route de la Corniche supérieure, à hauteur du lieu-dit Aïn Khadija, a ressuscité le sentiment de crainte chez les usagers. Selon des témoignages recueillis par 'Le Quotidien d'Oran', les automobilistes amorcent désormais la peur au ventre, un virage à épingle à cheveux, accentué par l'inclinaison de la chaussée, répertoriée sur la double voie dans le sens Mers El Kébir/Aïn El Turck. Contrairement aux autres zones, pourtant pas pour autant exposées aux éventuelles chutes, l'absence d'une murette de sécurité sur une grande partie de ce virage, inquiète grandement les usagers, dont l'un d'eux a déploré sur un ton sarcastique «il suffit d'une ultime seconde d'inattention pour que votre véhicule fait une embardée, synonyme souvent d'un dérapage. Les travaux sur cette chaussée ont été très mal conçus, voire bâclés.

Elle est inclinée à plusieurs degrés. Il faudrait refaire tout le travail en urgence, à ce niveau de la route, avant que ne survienne l'irréparable». Il importe de noter qu'en dépit des nombreuses promesses formulées par les autorités locales, lors de leur visite d'inspection, beaucoup reste à faire sur cette route, baptisée à juste titre «l'axe de la mort» par les usagers. En effet, à l'instar des 8 années précédentes, la ruée estivale a été durement confrontée à l'obscurité ambiante, prévalant à la tombée du soir, sur cet axe routier, constitué essentiellement de virages, dépourvu d'éclairage public et dans certaines zones de murettes de protection, où une dizaine de véhicules ont chuté de la falaise causant la mort d'au moins une douzaine de personnes depuis sa mise en service en 2012 après son aménagement.



ment. La dernière chute d'une voiture, produite sur cette route sinueuse, remonte au début du mois en cours, non loin du lieu-dit Aïn Khadija. Le conducteur en est sorti, fort heureusement, indemne.

Des usagers ont fait remarquer à ce propos que «la sonnette d'alarme a été déjà tirée mais, cependant, sans susciter la réaction des responsables concernés». Le rush de visiteurs, habitués à ce tronçon routier, qui serpente au pied de la montagne Murdjadjo, a été, à l'instar des années précédentes, encore exposé à des périls dans l'obscurité. La brume épaisse, qui recouvre presque régulièrement une grande partie de cette route, additionnée à l'absence d'éclairage public, rend encore la visibilité, plus au moins nulle, à partir de quelques mètres, sur cet axe routier, qui a englouti plus de 150 milliards de centimes, avenant non compris, pour les besoins de son aménagement.

En dépit des revendications formulées à ce sujet par les usagers,

rien n'a été entrepris 8 ans après l'achèvement de ce projet. «Nous attendons toujours que les responsables concernés honorent leurs engagements, mais nous n'en sommes pas pour autant sûrs et certains. Nous avons l'impression qu'ils s'en carment royalement l'oignon» ont renchéri nos interlocuteurs. Toujours est-il que les fréquents éboulements de pierres, qui se détachent de la falaise notamment, avec les fortes rafales de vent et l'insuffisance de murettes de protection, ainsi que l'absence quasi-totale de l'éclairage public sur cette route sinueuse, continuent toujours de susciter l'inquiétude chez les automobilistes. «Nous évitons d'emprunter cette route à la tombée du soir, en raison de l'absence de l'éclairage public, en plus nous craignons d'être surpris dans l'obscurité par des sangliers, nombreux dans cette zone à la recherche de nourriture, qui surgissent souvent la nuit des fourrées ceinturant cet axe routier» ont ajouté nos interlocuteurs avec une humeur bilieuse.

## Recrudescence des accidents sur la RN2 Des habitants de Trouville et de Cap Falcon revendiquent des passerelles

Des habitants de la localité côtière de Trouville, ont exprimé hier, leur vive inquiétude sur le danger qui les guette chaque jour, en voulant traverser la RN 2, pour prendre le bus en direction de Mers El Kebir et Oran. En effet, suite à la recrudescence des accidents de la route sur cet axe qui longe partiellement la localité de Trouville, les habitants viennent de lancer un énième appel aux autorités compétentes pour l'installation d'une passerelle. Les riverains ont fait état au 'Quotidien d'Oran' de leur vive inquiétude au sujet des excès de vitesse sur la RN2, tout en suggérant l'installation d'une passerelle synonyme de la fin de leur angoisse. «A quelques jours de la rentrée scolaire, j'ai surtout peur pour mes enfants, qui sont dans l'obligation de traverser cet axe routier, tous les jours, pour se rendre à leur établissement scolaire.

Des chauffards n'hésitent pas à appuyer sur le champignon sans se soucier du danger dont ils exposent ainsi les piétons», a fait remarquer un riverain de ladite localité. Le même son de cloche s'est fait entendre par d'autres interlocuteurs domiciliés dans les localités mi-

toyennes de St Roch et Bousseville. D'autres habitants du village côtier de Cap Falcon et des petites localités limitrophes, abordés à ce sujet par 'Le Quotidien d'Oran', ont abondé dans le même sens. «La route reliant Cap Falcon au Complexe les Andalouses est extrêmement dangereuse pour les piétons, qui tentent de la traverser sans prendre un maximum de précaution. Les véhicules roulent à une très grande vitesse sur cet axe et gare à celui qui ne traverse pas en courant et encore cela n'est pas évident. L'installation d'une passerelle demeure la seule solution sur cet axe qui a déjà fait des victimes parmi les piétons» ont confié des habitants de la localité La Madrague. Il importe de noter, dans ce contexte, que deux années auparavant une proposition a été formulée pour la réalisation de deux passerelles métalliques sur la route, reliant le village côtier de Cap Falcon aux Andalouses, par la daïra d'Aïn El Turck et soumise à l'approbation de la wilaya d'Oran, ont indiqué des sources proches de ce dossier, à la daïra. Il s'agissait du projet de réalisation d'une passerelle à hauteur de la plage 'Bomo'

pour un montage financier estimé à 11,8 milliards de centimes et d'une autre à Bousfer-Plage pour le même montant. La réalisation de ce deux ouvrages a été décidée dans le souci d'assurer un maximum de sécurité d'une part à la population, demeurant dans cette zone située sur le territoire de la municipalité de Bousfer et d'autre part aux millions de vacanciers qui fréquentent ces plages.

En effet, le piéton s'expose à de grands risques en traversant pour se rendre d'un côté ou d'un autre de cette route réputée à grande vitesse. Il est utile de signaler également que ces deux projets d'utilité publique ont été inscrits 2 ans auparavant sur la liste des propositions pour la commune de Bousfer, qui comportait 18 projets, sur cette liste, ayant été soumise à l'aval de la wilaya d'Oran par la daïra d'Aïn El Turck. Fort malheureusement ces projets de grande utilité publique, à priori mort-nés, ont été en toute vraisemblance mis aux oubliettes au grand dam des riverains des localités de cette partie de la wilaya d'Oran.

Rachid Boutlelis



TLEMCEM

## Un homme tué de plusieurs coups de couteau

Khaled Boumediene

C'est un matin de l'été ordinaire, en apparence seulement. Un ciel dégagé et le soleil brille au-dessus des toits des immeubles de la ville de Chetouane, située à six kilomètres au nord de la ville de Tlemcen. Mercredi vers 8 heures du matin, des usagers du bureau de poste font la queue après avoir décroché leurs tickets plus tôt le matin. Des assurés de la sécurité sociale affluent vers les guichets du centre payeur de la CNAS, situé à proximité des sièges de l'APC et de la daïra. Au café voisin au moment où l'on discutait en avalant son café, une scène

ne d'une extrême violence vient de se produire sous les yeux des clients et passants abasourdis. Deux individus ont fait irruption dans le café et se jettent sur un homme qui buvait son café à la terrasse. Au moment où l'un des deux agresseurs a immobilisé la victime de 35 ans, son complice a planté plusieurs coups de couteau à l'abdomen et au thorax de la victime, qui a perdu connaissance et s'est effondrée gisant dans une mare de sang.

Aussitôt alertés par des citoyens, des enquêteurs de la police scientifique de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya et le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen se sont rendus sur

les lieux pour constater le décès. Pour leur part, les éléments de la protection civile ont transporté la dépouille de la victime au service des urgences du CHU de Tlemcen. Selon des sources proches de l'enquête, la victime qui est un résident du grand quartier d'Ouzidane de Chetouane, est originaire de la localité de Bordj Bounâama (wilaya de Tissemsilt). Quant aux auteurs de ce meurtre qui a jeté de l'émoi au sein des habitants de Chetouane, ils sont originaires de la wilaya de Relizane et résident à Sidi Senouci (commune de Sidi Abdelli). Ils sont activement recherchés par les éléments de la sûreté de la daïra de Chetouane.

MOSTAGANEM

## L'ADE signe avec 13 micro-entreprises

L'Algérienne des Eaux (ADE) de Mostaganem vient de signer des conventions avec 13 micro-entreprises, créées dans le cadre du dispositif ANSEJ, afin de prendre en charge un certain nombre d'opérations, a-t-on appris, jeudi, auprès de l'unité de wilaya de cette entreprise.

Les conventions concernent les travaux relatifs à la réparation et l'entretien des fuites d'eau au niveau des raccordements individuels et la pose de compteurs pour les nouveaux abonnés, ainsi que la réalisation de nouveaux raccordements au niveau des logements, indique la même source. L'ADE a tenu une réunion de tra-

vail avec ces micro-entreprises spécialisées dans la plomberie sanitaire pour expliquer la nature des opérations qui leur ont été confiées, ainsi que les différentes normes techniques à respecter avant le lancement effectif des travaux au niveau des différents centres de distribution de l'unité de Mostaganem, a-t-on expliqué.

L'initiative qui s'inscrit dans le cadre de l'accord conclu entre le ministère des Ressources en eau, le ministère délégué des Micro-entreprises, l'ADE et l'ANSEJ vise l'amélioration des prestations publiques dans le domaine de l'alimentation en eau potable et la par-

ticipation des micro-entreprises dans les travaux relatifs à l'entretien, l'installation et le raccordement individuels.

L'ADE de Mostaganem gère, actuellement, la totalité de la prestation de distribution des eaux dans les centres urbains des 32 communes de la wilaya. Elle compte augmenter le nombre des villages et des agglomérations secondaires (douars) en garantissant leur approvisionnement de cet élément vital. Actuellement 442 villages sont alimentés en eau potable par l'ADE. Ce nombre passera à 590 villages avant la fin de l'année en cours, ajoute la même source.

TISSEMSILT

## Recul dans l'occupation des lits dans les services de Covid-19



L'occupation des lits dans les services de traitement de la covid-19 dans les établissements publics hospitaliers de la wilaya de Tissemsilt connaît un «recul important», a-t-on indiqué jeudi à la Direction locale de la santé et de la population.

L'occupation des lits dans les services traitant les malades atteints du virus corona dans les établissements publics hospitaliers de Tissemsilt, Theniet El-Had et Bordj Bounâama est passée de 75% les semaines écoulées à 13%, ces derniers jours, a-t-on précisé de même source. Les services réservés aux malades de la co-

vid-19 dans les établissements de santé, de la mi-juillet à la mi-août derniers, ont vu l'occupation de 180 lits pour ensuite reculer à 32 lits ces derniers jours, a ajouté la même source, rappelant que le nombre total des lits réservés aux personnes atteintes du virus corona est de 230 lits.

Selon la DSP, ce recul est dû aux mesures de prévention rigoureuses prises par les autorités de la wilaya, notamment l'application d'un confinement partiel à quelques agglomérations ayant enregistré des foyers de l'épidémie, en plus du respect des citoyens des mesures de prévention

comme la distanciation et le port du masque de protection.

En outre, le nombre des malades guéris du coronavirus a connu une augmentation atteignant mercredi les 694 cas de guérison. Les patients ont été traités selon le protocole consacré, l'hydroxychloroquine. La même source a indiqué que la DSP et plusieurs associations locales et instances publiques poursuivront leurs actions de proximité de sensibilisation visant à inciter les citoyens à respecter les mesures de prévention contre le virus corona.

CHLEF

## Un guichet mobile de la CNAS pour les zones d'ombre

L'agence Chlef relevant de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a mis en place un guichet mobile pour rapprocher ses prestations des populations des zones d'ombre de la wilaya, a-t-on appris jeudi auprès de la cellule d'information de cet organisme.

L'opération, inscrite au titre de la mise en oeuvre des orientations des autorités centrales, visant le développement des prestations de la CNAS et leur rapprochement du citoyen, pour lui éviter les déplacements contraignants vers les centres payeurs, a démarré depuis quelques jours au niveau des zones d'ombre des communes de Brira, Zeboudja, Haranfa, Sidi Abderahmane et El Marsa, a indiqué, à l'APS, le chargé de l'information, Hocine Saidi. Il a signalé l'élargissement de cette initiative «dans les prochains jours» au profit d'autres communes, au vu, a-t-il dit, de l'«écho favo-

rable qu'elle a rencontré auprès des populations des zones bénéficiaires». Outre la prise en charge des dossiers administratifs des assurés sociaux, ce guichet unique permet, également, l'actualisation et activation de leurs cartes Chifa, et la délivrance des attestations d'affiliation et non affiliation à la CNAS, est-il précisé de même source.

En marge de cette opération, les citoyens affluant vers ce guichet unique ont, également, droit à des informations multiples sur les différentes prestations assurées par la Caisse, dont particulièrement l'espace «El Hanaa», inscrit au titre de la modernisation des prestations de la CNAS. Cet espace permet aux assurés sociaux d'être informés sur leurs dossiers, sans avoir à se déplacer vers le centre payeur, outre le téléchargement et extraction de l'attestation d'affiliation à la CNAS, entre autres.

## Trois individus arrêtés pour vol dans un domicile

Abbad Miloud

Un citoyen a déposé une plainte au niveau de la septième sûreté urbaine relevant de la sûreté de la wilaya de Chlef informant qu'il a été victime d'un vol à l'intérieur de son domicile. L'intéressé a déclaré que les personnes qui ont pénétré à l'intérieur de son domicile ont fait usage de menaces et ont emmené

avec eux plusieurs objets parmi lesquels une somme d'argent et un portable.

Immédiatement, les policiers ont diligenté une enquête qui leur a permis d'arrêter une association de malfaiteurs spécialisée dans le vol des domiciles et composée de trois personnes dont l'âge varie entre 25 et 33 ans. Ils ont été présentés la fin de la semaine dernière au tribunal de Chlef.

NÂAMA

## Les cas de piqûres scorpioniques en baisse

La wilaya de Nâama a enregistré une baisse dans le nombre des victimes de piqûres de scorpions depuis le début de l'année en cours jusqu'au mois d'août passé en comparaison avec la même période de l'année écoulée, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la santé et de la population (DSP). Pas moins de 779 cas de piqûres de scorpions, ayant fait un mort (un enfant âgé de 5 ans), ont été enregistrés du début de l'année au mois d'août passé, alors que les statistiques de la même période de 2019 fait part de 1.087 cas et un décès, selon le service de prévention de la DSP.

Les zones reculées et les villages relevant des communes d'Ain Sefra, Asla et Tiout, ont enregistré le plus grand nombre de cas durant l'année 2020, alors que les cas ont connu un pic durant le mois de juillet dernier avec 262 cas, puis de 223 cas durant le mois d'août et ce, en raison de la hausse de la température, a révélé la même source.

Les procédures de prévention, à savoir la mise en place d'un plan local de collecte et d'acheminement des scorpions vers l'Institut Pasteur pour la fabrication de l'antidote contre l'envenimation scorpionique, l'hygiène de l'environnement, l'éradica-

tion des décharges sauvages, le développement de l'éclairage public à travers les quartiers et la multiplication des actions de sensibilisation à travers les médias, ont permis la réduction du danger lié à ce type d'empoisonnement ces dernières années, a-t-on précisé à la DSP.

Dans ce cadre, la DSP, en collaboration avec les différents partenaires comme les bureaux communaux d'hygiène, la protection civile, la Direction de l'action sociale, multiplient leurs efforts en organisant des campagnes de sensibilisation et de prévention en vue de réduire le danger de cet insecte venimeux. Les parties concernées par la lutte contre les piqûres de scorpions lancent des appels aux citoyens au cours de leurs différentes campagnes de sensibilisation, notamment la sensibilisation des citoyens de ne pas avoir recours aux moyens inefficaces de traitement et se diriger directement, au plus vite, au plus proche centre de santé en cas de piqûre.

Un stock de 1.400 doses d'antidote a été mis en place dans la wilaya de Nâama, cette année, pour prendre en charge ces cas au niveau des salles de soins et des services hospitaliers et éviter les complications graves pouvant en découler, a-t-on indiqué.

SAÏDA

## Les centres de formation des conducteurs de véhicules créeront 6000 emplois

Le président de la Fédération nationale des centres de formation des conducteurs de transport des personnes, des marchandises et des produits dangereux, Abdelkrim Righi, a indiqué, jeudi à Saïda, que l'activation de ces centres permettra de créer 6.000 nouveaux postes d'emploi à travers le pays.

M. Righi a expliqué, lors d'une conférence de presse, que la Fédération «recense 450 centres de formation de ces conducteurs et peuvent créer 2.000 postes d'emploi permanents et 4.000 autres

non permanents au profit des jeunes». Le même responsable a indiqué que ces centres de formation ont un rôle positif dans la formation «psychologique» et «technique» des conducteurs professionnels, leur permettant d'aborder leur activité de manière civilisée, ajoutant que ces centres permettront de participer à la réduction du nombre d'accidents enregistrés à travers les routes du pays, notamment les accidents provoqués par les véhicules de transport des personnes. M. Righi a appelé le ministère de tutelle à lever le gel

sur les agréments concernant ces établissements de formation afin de lancer l'opération de formation des conducteurs.

De son côté, le Secrétaire général de l'Union générale des Commerçants et des Artisans Algériens (UGCAA), Hazzab Benchohra, a salué les efforts de l'Etat dans la recherche des solutions au profit des commerçants et des conducteurs touchés par la pandémie du virus corona (covid-19), ajoutant que l'UGCAA œuvre à participer dans la construction d'un Etat fort et fondé sur des bases solides.



## Six mois de pandémie Quelques certitudes, pas mal de doutes, beaucoup d'inconnues

Par Paul Ricard

**L**e Covid-19 fait aujourd'hui partie de notre vie, six mois après avoir été qualifié de pandémie par l'OMS. Un ennemi intime sur lequel on a beaucoup appris, même si nul ne peut répondre à cette question: qu'est-ce qui nous attend cet automne et cet hiver ?

### CE QU'ON IGNORE ENCORE

L'épidémie va-t-elle repartir? Après les grands brassages de population de l'été et alors que le confinement du printemps est loin, les contaminations augmentent fortement en Europe. C'est le cas en France, en Espagne ou en Grande-Bretagne, même si on est très en-dessous du niveau atteint au pic de l'épidémie, en mars/avril. «Des milliers de cas par jour, c'est beaucoup (...) C'est forcément préoccupant», a estimé le ministre français de la Santé, Olivier Véran, mardi sur la radio France Inter. Si cette tendance persiste, le Royaume-Uni va vivre «une période mouvementée dans les mois à venir», a renchéri sur la BBC Jonathan Van-Tam, l'un des responsables des services sanitaires britanniques. Une augmentation du nombre de personnes infectées va entraîner «mécaniquement» une hausse des cas graves, avec quelques semaines de décalage, a mis en garde Olivier Véran. Mais dans quelles proportions? C'est toute la question. Echaudés par la première vague, nombre de médecins craignent que les hôpitaux et les services de réanimation finissent à nouveau par être débordés cet automne, comme en mars. Actuellement, le virus circule surtout parmi les jeunes, population peu à risque, mais les personnes âgées et celles en mauvaise santé seront inexorablement touchées, préviennent-ils. Moins pessimistes, d'autres font valoir que le risque de saturation des hôpitaux est plus réduit qu'au printemps, notamment car les personnes à risque respectent mieux les gestes barrières. Les plus optimistes, enfin, misent sur l'existence d'une immunité acquise lors de la première vague, qui ferait barrage à la seconde et éviterait une réédition de la catastrophe de mars. Mais ce n'est qu'une hypothèse. Tous insistent en revanche sur l'importance des gestes barrières et du masque.

### RÉINFECTIONS ET IMMUNITÉ

Quelques cas de malades guéris puis à nouveau infectés ont été recensés ces dernières semaines dans le monde, relançant la lancinante question de l'immunité. Le premier cas de réinfection confirmé, un trentenaire de Hong Kong, avait été plus malade la première fois que la deuxième. Les spécialistes y voient un motif d'espoir et le signe que son système immunitaire a appris à se défendre après la première infection. Surtout, ils insistent sur le fait qu'on ne peut pas tirer de conclusion sur la base de quelques cas seulement. Enfin, ils soulignent que la vraie question n'est pas de savoir si on peut être infecté deux fois, mais plutôt à quel point on est contagieux la deuxième. Plus largement, l'immunité contre le Covid-19 reste mal



comprise. On s'est beaucoup focalisé sur les anticorps, mais des chercheurs espèrent qu'un autre type de réponse immunitaire, basé sur des cellules, les lymphocytes T, puisse freiner l'épidémie. Toutefois, ça n'est encore qu'une théorie.

### CE QUI EST INCERTAIN

Le rôle des enfants Alors que la rentrée scolaire vient d'avoir lieu dans de nombreux pays, on ne sait toujours pas exactement quel est le rôle des enfants dans l'épidémie. Une chose est sûre: ils tombent rarement très malades du Covid-19. La plupart d'entre eux ne développe qu'une forme légère, voire n'ont pas de symptôme du tout. En revanche, on ne sait pas s'ils sont aussi contagieux que les adultes. «Quand ils présentent des symptômes, les enfants excrètent la même quantité de virus que les adultes et sont aussi contaminants qu'eux. On ne sait pas à quel point les enfants asymptomatiques peuvent infecter d'autres personnes», résume le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). Plusieurs études ont montré que les enfants semblaient peu transmettre la maladie, peut-être car ils ont moins de symptômes (puisque tousser ou éternuer augmente le risque de passer le virus à quelqu'un). Nombre d'experts appellent toutefois à distinguer les enfants des adolescents, dont le niveau de contagiosité s'assimilerait davantage à celui des adultes.

### VACCIN: VITE ET BIEN, EST-CE POSSIBLE ?

Trouver un vaccin efficace et sûr est considéré comme la meilleure manière de mettre un terme à la pandémie. Mais on ne sait pas quand cela arrivera, malgré de nombreux effets d'annonce dans une compétition planétaire aux enjeux financiers énormes. Dans son dernier point daté de mercredi, l'OMS recense 35 «candidats vaccins» évalués dans des essais cliniques sur l'homme à travers le monde. Neuf en sont déjà à la dernière étape, ou s'apprêtent à y entrer. C'est la «phase 3», où l'efficacité est mesurée à grande échelle sur des milliers de volontaires. Etats-Unis, Russie et Chine se livrent une bataille à distance et accélèrent les procédures dans l'espoir d'être les premiers à disposer d'un vaccin, avant même la fin de l'année. Mais les spécialistes appellent à ne pas confondre vi-

tesse et précipitation, car brûler des étapes pourrait poser des problèmes de sécurité. Illustration de cette indispensable prudence: l'un des projets les plus avancés, mené par le laboratoire AstraZeneca et l'université britannique d'Oxford, a été mis en pause mardi. La cause: l'apparition d'une «maladie potentiellement inexpliquée», peut-être un effet secondaire grave, chez un participant. L'Agence européenne du médicament (EMA) estime «que cela pourrait prendre au moins jusqu'au début 2021 pour qu'un vaccin contre le Covid-19 soit prêt à être approuvé et disponible en quantité suffisante pour un usage mondial. Et dans le pire des scénarios, il reste possible qu'on n'arrive jamais à mettre un vaccin au point.

### CE QU'ON A APPRIS MASQUES ET AÉROSOLS

La volte-face a été spectaculaire: jugé inutile pour la population en mars, le masque est aujourd'hui recommandé par la plupart des autorités sanitaires mondiales, dont l'OMS. Entre-temps, on a découvert que le Covid-19 se transmettait très probablement par de fines gouttelettes en suspension dans l'air expiré par les malades (les «aérosols»), et pas uniquement via les postillons, plus gros, ou les mains souillées. On ne connaît pas encore précisément la part de ce mode de transmission dans la dynamique épidémique, mais nombre d'études tendent à dire qu'elle est conséquente.

Dans cette hypothèse, respecter une distance de sécurité ne suffit pas et le masque s'impose, d'autant plus qu'on se trouve dans un lieu clos, densément peuplé et mal ventilé. C'est ce type d'endroits qui est aujourd'hui considéré comme le plus à risque, même si certains pays ont aussi rendu le masque obligatoire dans la rue. - Les médicaments On y voit aujourd'hui plus clair, grâce aux essais cliniques. Un seul type de médicaments a montré qu'il réduisait la mortalité: les corticoïdes, qui combattent l'inflammation. Mais ils ne sont indiqués que pour les «formes sévères ou critiques» de la maladie, insiste l'OMS. Un antiviral, le remdesivir, réduit la durée d'hospitalisation, mais son bénéfice est relativement modeste. En revanche, l'hydroxychloroquine, défendue par le président américain Donald Trump et, en France, par le professeur Didier Raoult, n'a pas démontré d'efficacité. (AFP)

## Chine Des conseils prénuptiaux pour limiter le nombre de divorces

**L**e gouvernement chinois va instaurer des conseils prénuptiaux pour les futurs couples afin de limiter le nombre de divorces, en très forte hausse depuis deux décennies. En 2019, 4,15 millions de divorces ont été enregistrés en Chine, contre 1,3 million en 2003, année de l'instauration du divorce par consentement mutuel, selon le ministère des Affaires civiles. Dans une tentative d'enrayer cette tendance, les services d'enregistrement des mariages devront proposer des conseils aux futurs époux, afin d'éviter de futurs conflits familiaux, selon une directive publiée mardi par le ministère des Affaires civiles et la Fédération des femmes chinoises. Le texte n'indique pas précisément si le passage devant un tel conseil sera obligatoire pour tous les futurs époux, ou qui devrait

payer les frais engendrés. L'augmentation du nombre de divorces est devenue une source de préoccupation pour les autorités qui souhaitent une hausse du taux de natalité.

Mais les ingérences des autorités dans la sphère privée ont suscité de nombreuses critiques, notamment l'introduction en mars d'un délai d'un mois de réflexion avant le prononcé du divorce. Cette nouvelle procédure, qui entrera dans le code civil en 2021, ainsi que l'introduction d'une cérémonie de mariage plus «solennelle et sérieuse» ont suscité des railleries sur les réseaux sociaux. Ainsi, le hashtag «mon pays veut renforcer l'enregistrement du mariage» qui tourne en dérision cette réglementation a été vu 670 millions de fois sur le réseau social Weibo, l'équivalent en Chine de Twitter.

## Pays-Bas Des cours en plein air pour éviter la «misère digitale»



Par Charlotte Van Ouwkerk

**U**ne université néerlandaise organise pour ses étudiants des cours en plein air, dans un parc, sur une place ou sur un bout de parking, pour limiter le nombre d'enseignements en ligne à cause du coronavirus. Au pied d'une majestueuse église dans le centre historique de Middelbourg, chef-lieu de la province de Zélande, aux Pays-Bas, un professeur de sciences démontre une expérience debout sur un banc, devant 25 étudiants pendus à ses lèvres et emmitouflés dans des vestes. Les allers-retours bruyants d'un véhicule de nettoyage de la voirie, ainsi que le passage d'un couple de retraités et d'une poignée de touristes, poussent Edward Nieuwenhuis à hausser la voix. Pour la première fois, il donne son cours d'introduction aux sciences du vivant dehors: jusqu'ici, cette classe de l'University College Roosevelt était divisée en deux - la moitié des élèves présents et l'autre moitié travaillant depuis chez eux, pour respecter les mesures contre le Covid-19 aux Pays-Bas, où plus de 75.000 cas ont été officiellement déclarés, dont 6.244 décès. Dans la perspective peu attrayante d'un semestre entier de cours en ligne et de locaux à moitié vides, l'université a identifié plus d'une vingtaine d'endroits dans la ville pour des cours en extérieur. Ainsi, à Middelbourg, il n'est pas rare de voir à l'ombre d'un arbre un professeur philosophe sur Socrate ou raconter au pied d'une façade d'un parking l'histoire de la chute du mur de Berlin.

### NOUVELLE FAÇON D'ENSEIGNER

«C'est vraiment génial parce que l'on peut se voir sans écrans ni inter-

faces numériques», ce qui fait que «c'est plus détendu, on a l'impression de ne pas être en classe», et les étudiants sont moins distraits, se réjouit M. Nieuwenhuis. Selon lui, les cours en plein air pourraient bien devenir la nouvelle façon d'enseigner: «J'espère que cela restera même lorsque le virus aura disparu. Je suis sûr que nous continuerons à donner beaucoup de cours à l'extérieur», affirme le professeur, qui a rejoint en mai l'université de Middelbourg, dont 60% des élèves viennent de l'étranger. «J'aime vraiment la sensation d'être dehors. Et on peut garder une distance suffisante entre nous, ce qui est impossible dans une salle de classe», plébiscite Anje Boswijk, étudiante néerlandaise de 21 ans. «Après des mois de quarantaine et de cours en ligne, c'est vraiment inspirant et amusant d'avoir des cours à l'extérieur», s'enthousiasme Ediz Klont, un étudiant qui rêve de devenir chirurgien. Le seul hic, c'est le climat, pas toujours propice aux petites escapades en plein air aux Pays-Bas, où le vent et la pluie peuvent vite venir jouer les trouble-fêtes. Pour Anje Boswijk, la solution est simple pour continuer à profiter d'ici la fin du semestre, en décembre, de la bouffée d'oxygène qu'offrent les cours en extérieur: «Tout le monde devrait juste mettre assez de couches» de vêtements «et apporter un parapluie». Edward Nieuwenhuis imagine même des couvertures et un feu de camp. Avant de redevenir sérieux: «Après tous ces cours donnés en ligne, on est devenus habitués aux éternels problèmes techniques, de connexion, de son». Donc, conclut le professeur, «comparé à la misère digitale dans laquelle nous sommes», quelques frissons, le bruit des voitures ou le son du clocher de l'église, «c'est vraiment merveilleux». (AFP)



## USA

## Les incendies ravagent la côte ouest américaine, sept morts



Par Javier Tovar avec Cyril Julien à Washington

Une impression d'«enfer» et un ciel d'apocalypse: alimentés par la sécheresse et des vents violents, des incendies d'une ampleur historique continuaient de ravager la côte ouest des Etats-Unis, où ils ont causé la mort de sept personnes dont un enfant d'un an. L'enfant, retrouvé par des équipes de secours auprès de ses parents gravement brûlés, a péri dans l'Etat de Washington, a annoncé mercredi le bureau du shérif du comté de Okanogan. Tous trois tentaient d'échapper aux flammes. Les foyers d'incendies s'étendent de l'Etat de Washington au nord, frontalier du Canada, jusqu'à San Diego, dans le sud de la Californie. Entre les deux, l'Oregon a vu partir en fumée 120.000 hectares et au moins cinq localités dans des incendies «sans précédent dans l'histoire» de l'Etat, selon sa gouverneure, Kate Brown, s'attendant «à de nombreuses pertes, en termes de bâtiments et de vies humaines», alors que des évacuations massives sont en cours. Deux personnes ont été retrouvées mortes mercredi dans l'Etat, selon le shérif du comté de Marion, dans le nord-ouest de l'Oregon. Selon les médias locaux, il s'agit d'un garçon de 12 ans et de sa grand-mère. Jody Evans, une habitante de la petite commune de Detroit, a expliqué avoir eu l'impression de «traverser l'enfer» en fuyant les flammes qui menaçaient sa maison.

«Le feu des deux côtés de la route, les arbres tombés, le vent qui souffle, les cendres qui volent», a-t-elle raconté à la chaîne locale Newschannel 21. Portées par le vent, les fumées se sont propagées vers la côte et ont recouvert des régions entières.

## CIEL ORANGE SOMBRE

En Californie, plus d'une vingtaine d'incendies font rage et le feu a consumé cette année plus de 10.000 km<sup>2</sup> dans l'Etat, un record depuis que ces données sont relevées en 1987. Trois personnes ont péri dans le nord de l'Etat, selon les autorités du comté de Butte. A San Francisco, les habitants se sont réveillés sous un ciel orange sombre digne d'une scène d'apocalypse à cause de la fumée des incendies en cours plus au nord. A la mi-journée, les voitures circulaient phares allumés, comme si le soleil ne s'était pas levé. Près de 1.000 pompiers combattaient le feu baptisé Creek Fire près de Fresno (centre), sur plus de 65.000 hectares.

Leanna Mikesler, une retraitée, a dû fuir sa maison de Meadow Lakes, avec son mari et son chien. «Une fois levé l'ordre d'évacuation, nous pourrions aller voir si la maison n'a pas brûlé», confie-t-elle, d'une voix posée. Mais «le feu est juste là», face aux pompiers de la localité. Et en période de pandémie - les Etats-Unis sont le pays le plus touché au monde, tant en nombre de cas que de décès -, c'est «dix fois plus éprouvant», con-

fié-t-elle. De la forêt nationale de Sierra s'élevaient d'épaisses colonnes de fumée, alors que des hélicoptères sillonnaient la zone, a constaté un journaliste de l'AFP sur place, près de Shaver Lake. De nombreuses routes étaient barrées par la police, et les pompiers montraient des visages fatigués. Devant un paysage d'arbres calcinés, une maison complètement détruite n'avait plus que sa cheminée en briques encore debout, et laissait apparaître le squelette d'une machine à laver entièrement brûlée. Plus au sud, près de Los Angeles, le Bobcat Fire, toujours hors de contrôle, a dévasté plus de 4.500 hectares, selon les pompiers. Des ordres d'évacuation ont également été émis près de San Diego, où près de 7.000 hectares ont brûlé dans le Valley Fire, selon les autorités locales.

## «UN NOUVEAU MONDE»

Le gouverneur de l'Etat de Washington, Jay Inslee, a indiqué mardi que neuf incendies «importants» y avaient brûlé plus de 133.000 hectares en 24 heures, plus du double de la superficie brûlée pour toute l'année 2019. «Nous vivons dans un nouveau monde, ce n'est plus le Washington d'avant», a-t-il lancé. «Les conditions sont si sèches, si chaudes, si venteuses, parce que le climat a changé», a affirmé le gouverneur, ajoutant que plus de 100.000 personnes étaient privées d'électricité. La petite commune de Malden a été presque entièrement détruite. La caserne des pompiers, la poste et la mairie «ont totalement brûlé», a indiqué le shérif, Brett Myers. «Il n'y a pas de mots pour décrire l'étendue des dégâts». Le vent d'est a poussé les fumées vers la région de Seattle, la plus grande ville de l'Etat, où une alerte à la pollution de l'air a été lancée par le département local de l'Ecologie. Le gouverneur démocrate de Californie, Gary Newsom, a aussi dénoncé les conséquences catastrophiques du changement climatique. «Je perds littéralement patience face aux climato-sceptiques», a-t-il dit. «Ce point de vue est en contradiction totale avec la réalité du terrain». (AFP)

## Un journaliste décapité retrouvé dans l'est du Mexique

Le corps décapité d'un journaliste du journal El Mundo de Veracruz a été retrouvé mercredi dans une zone de grande violence de cet Etat de l'est du Mexique, ont rapporté la police et des organisations de défense de la liberté d'expression. «Je condamne le meurtre lâche du journaliste Julio Valdivia (...). En coordination avec le bureau du procureur général de l'Etat, nous allons utiliser toutes les ressources pour retrouver les responsables», a déclaré le secrétaire à la Sécurité et chef de la police, Hugo Gutiérrez, dans un communiqué.

L'organisation Reporters sans frontières (RSF) a demandé aux autorités d'enquêter sur le lien entre le crime du journaliste de 41 ans et ses activités professionnelles. Julio Valdivia est le cinquième journaliste tué au Mexique en 2020, selon RSF. «Que toutes les pistes d'enquête soient épuisées, principalement celles qui ont à voir avec son travail journalistique parce qu'il travaillait dans une zone marquée par la violence», a déclaré à l'AFP Balbina Flores, représentante de RSF au Mexique. Le

corps du journaliste, ainsi qu'une moto lui appartenant, ont été retrouvés sur une voie ferrée dans une zone montagneuse de la commune de Tezonapa, selon des informations publiées par El Mundo. Julio Valdivia «a travaillé dans une zone compliquée où il y a des groupes criminels, il faut enquêter pour savoir s'il avait signalé quelque chose qui dérangeait ces groupes criminels, c'est une ligne fondamentale», a déclaré à l'AFP Ana Laura Pérez, présidente de la Commission pour la protection des journalistes à Veracruz. Selon le compte Twitter d'El Mundo, le journaliste avait couvert mardi un affrontement entre la police et des suspects criminels dans la municipalité de Cosolapa. Après le meurtre, El Mundo a écrit sur son site internet que le parquet «enquêtait pour savoir si le crime était lié à sa profession de journaliste». Le Mexique est considéré comme l'un des pays les plus dangereux pour les journalistes, avec plus d'une centaine de membres de la presse tués depuis 2000. Plus de 90% de ces crimes sont restés impunis.



## Soudan

## La «mort silencieuse» touche des milliers de personnes



Par Sammy Ketz

Khadija Ahmad plantait des Koignons au Darfour quand elle a marché sur une épine, qui a traversé sa sandale. Elle n'y a pas pris garde jusqu'à ce que son pied gonfle et qu'apparaissent des fistules. Elle était victime du mycétome. Au Soudan, il est surnommé la «mort silencieuse». Non que cette maladie incurable mangeuse de chair soit très mortelle (5% des cas), mais elle détruit la vie et le corps des personnes infectées, qui subissent amputations et malformations. C'est le calvaire vécu par cette femme pauvre de 45 ans. «Au début, je ne souffrais pas. Juste une grosseur. On a pensé que cela passerait mais le mal a empiré», raconte-t-elle, lors d'une récente visite au Mycetoma Research Center à Khartoum, où ses enfants n'ont jamais pu l'amener, forcés de travailler aux champs. «J'ai attendu neuf ans avant de venir. A mon arrivée, c'était trop tard. Il a fallu m'amputer», ajoute-t-elle en tenant sa prothèse rudimentaire tandis qu'un médecin examine sa jambe gauche amputée puis lui administre des médicaments qu'elle devra prendre à vie. Elle «habite très loin, près d'El-Facher», chef-lieu du Nord-Darfour, à un millier de kilomètres à l'ouest de la capitale soudanaise. Le mycétome est provoqué soit par une bactérie, soit par un champignon après une piqûre d'épine, dans la plupart des cas, et il détruit insidieusement la peau, les os et les muscles. C'est l'une des maladies tropicales négligées (MTN), selon la classification de l'Organisation mondiale de la santé. Elles prolifèrent dans la chaleur et l'humidité des climats tropicaux.

## «TERRIBLES STIGMATES»

«Cette maladie progresse sournoisement, cela peut prendre plusieurs années (...) et peut apparaître sur n'importe quelle partie du corps», explique le professeur Ahmed Hassan Fahal, fondateur et directeur du MRC qui fonctionne en partie avec des dons. «Elle laisse de terribles stigmates, provoquant des difformités et des invalidités. On peut dire que 60% des personnes atteintes (...) ont des membres déformés», explique-t-il. «Elles ne peuvent pas marcher normalement. Elles voient leur vie sociale gâchée, certaines ne peuvent plus travailler et sont à la charge des familles», ajoute-t-il. Depuis sa création en 1991, le

centre a traité gratuitement 9.000 patients venus de tout le pays. Environ 20% doivent être amputés d'un pied, d'une jambe ou d'une main. Mais les malades sont bien plus nombreux en réalité. Les victimes du mycétome, qui n'est pas contagieux, «sont les pauvres parmi les pauvres, qui vivent dans des villages reculés et sans ressources. On peut dire que ceux qui arrivent ici sont, dans leur malheur, les plus chanceux», relève M. Fahal. La maladie affecte surtout les jeunes, principalement des ouvriers agricoles ou des bergers, qui marchent souvent pieds nus.

## UNE QUARANTAINE DE PAYS

Dans l'hôpital ultramoderne du MRC, 30 médecins traitent 400 patients par semaine dont 5% viennent de la «ceinture du mycétome», c'est-à-dire une quarantaine de pays des zones tropicales ou subtropicales (Ethiopie, Inde, Mexique, Venezuela, Sénégal, Tchad, etc). Mais sa grande fierté est son laboratoire de pointe et un centre de recherches unique au monde sur cette maladie.

Dans une salle d'examen se trouve Walid Nour al-Dayem, 22 ans, dont le pied gauche est gonflé et le pansement souillé de sécrétions. Accompagné de son père, il arrive du village de Managil, dans l'Etat de Jazira (centre). «Il y a un an, je fauchais le blé quand j'ai marché sur une épine. Sur le moment, je n'ai pas senti grand chose mais par la suite cela a empiré. J'ai été à l'hôpital et ils m'ont dirigé sur ce centre. Maintenant j'attends d'être fixé sur mon sort», dit-il, visiblement abattu. Un prélèvement doit déterminer si son mycétome est provoqué par un champignon - 70% des cas au Soudan - ou par une bactérie car le traitement est différent. La maladie se soigne plus facilement, avec des antibiotiques sur plusieurs années, s'il s'agit d'une bactérie. Les médicaments restent à l'heure actuelle relativement inefficaces sur les champignons et le traitement est lourd. «Nous avons commencé en 2017 un grand projet de recherche dont l'objectif est de mettre au point, d'ici deux ans, avec un laboratoire japonais et une ONG basée à Genève, un nouveau médicament efficace contre la bactérie et le champignon avec un traitement réduit à un an. Si nous réussissons ce serait une grande première», se réjouit M. Fahal. (AFP)



## Ligue 1 La reprise du championnat le 20 novembre



Le coup d'envoi du championnat d'Algérie de Ligue 1 professionnelle de football, saison 2020-2021, sera donné le vendredi 20 novembre, conformément aux instructions du Premier ministre et après l'adoption des protocoles sanitaires y afférents, indique un communiqué du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). Cette décision a été prise conformément aux instructions du Premier ministre chargeant le ministre de la Jeunesse et des Sports d'examiner avec les différentes fédérations sportives nationales, la possibilité d'une reprise graduelle et progressive des activités sportives à huis clos et après adoption des protocoles sanitaires y afférents par le Comité scientifique de

suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus et le Centre national de la médecine du sport (CNMS). A cet effet, la reprise des entraînements des clubs de football de Ligue 1 aura lieu, dans un premier temps, à partir du dimanche 20 septembre, précise la même source. Par ailleurs, la reprise des entraînements pour les disciplines sportives collectives, concernées par les compétitions internationales aura lieu à partir du dimanche 13 septembre, alors les activités subaquatiques pourront reprendre leurs activités à partir du mardi 15 septembre. «Les fédérations sportives concernées sont chargées de veiller, en relation avec le centre national de la médecine du sport (CNMS) à l'appli-

cation stricte des protocoles sanitaires élaborés à cet effet.», conclut le communiqué du MJS. L'ensemble des compétitions sportives, toutes disciplines confondues, sont suspendues en Algérie depuis le 16 mars dernier, en raison du Covid-19.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) avait annoncé le 9 juillet, comme première étape de reprise progressive, avoir autorisé les athlètes algériens «qualifiés et qualifiables» pour les prochains Jeux olympiques et Paralympiques 2020 de Tokyo, reportés à 2021 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19) à reprendre les entraînements «avec le strict respect des mesures de protection».

## FAF 16 clubs interdits de recrutement

Seize (16) clubs, donc 5 issus de la Ligue 1 professionnelle de football, sont interdits de recrutement lors de mercato d'été, en raison de leurs dettes cumulées, a annoncé la fédération algérienne (FAF) sur son site officiel, sans dévoiler leur identité.

La chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) a recensé 12 clubs endettés de la Ligue 1 professionnelle, dont le montant est estimé à 330 millions de dinars, alors que 22 clubs de la Ligue 2, «désormais composée de clubs professionnels et amateurs», sont endettés à hauteur de 694 millions de dinars, précise l'instance fédérale. En juillet dernier, la Direction

de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la FAF, présidée Réda Abdouche, a relevé 1.000 milliards de centimes de déficit cumulé, pour les clubs de la Ligue 1 professionnelle, dans le cadre des examens effectués par cette structure depuis son installation en octobre 2019. Se basant sur un bilan préliminaire établi par la DCGF au 31 décembre 2018, la FAF avait révélé en novembre 2019 un déficit cumulé estimé à 740 milliards de centimes.

Les membres de la DCGF avaient procédé à un premier travail auprès des 16 clubs de la Ligue 1 afin d'examiner, dans une première étape, la

situation de ces derniers sur le triple plan administratif, comptable et respect des procédures.

Dans le cadre de la mise à niveau du management, les clubs de l'élite ont été conviés depuis quelques jours à signer la convention tripartite liant la SSPA, aux cabinets d'expertise, ainsi que la DCGF de la FAF, pour l'obtention d'une certification de la qualité N.A ISO 9001. Plusieurs clubs de la Ligue 1 professionnelle, désormais composée de 20 clubs, ont signé cette convention, à l'image du MCA, du CRB, de l'ASAM, du NCM, du PAC, ou encore de l'USMBA, en attendant les autres.

## LFP Mellal suspendu deux ans avec proposition de radiation à vie

Le président de la JS Kabylie Chérif Mellal, a écopé de deux ans de suspension «de toute fonction officielle et/ou activité en relation avec le football à partir du 20/06/2019 avec proposition de radiation à vie», a annoncé jeudi soir la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Mellal est sanctionné pour «violation de l'obligation de réserve, outrage à la fédération, ligue et de leurs structures et membres, atteinte à la dignité et à l'honneur à leurs membres, et non respect des décisions des commissions juridictionnelles», précise la LFP, qui rappelle «le président de la JSK était déjà sous le coup d'une sanction disciplinaire de deux (2) ans de suspension ferme», écopée en 2019, précise un communiqué de la LFP. «Sur saisine de la

Fédération algérienne de football (FAF) en date du 9 août 2020 N 449/2020 et du 9 septembre 2020 N 518/2020, la commission de discipline a procédé à l'ouverture d'une procédure disciplinaire à l'encontre de monsieur Chérif Mellal conformément à l'article 9/4 du code disciplinaire de la FAF», explique l'instance dirigeante de la compétition. La sanction infligée au patron des «Canaris» est motivée également par «le non respect des décisions des organes juridictionnels, quoiqu'il était sous le coup d'une sanction initiale d'interdiction de toute activité en relation avec le football (PV n 58 en date du 20/06/2019 sanctions initiales deux (2) ans de suspension ferme de toute fonction officielle et/ou activité en relation avec le football avec proposition de radiation à vie a/c du

20/06/2019), il a tenu en deux reprises une conférence de presse en sa qualité de président du club avec des déclarations et propos en violation des dispositions du code disciplinaire de la FAF, et conformément à l'article 22 du code disciplinaire qui stipule l'interdiction de toute activité en relation avec le football comprend, l'interdiction : administrative, sportive et de représentation du club ou autres», poursuit la LFP. Outre cette sanction, Chérif Mellal devra s'acquitter d'une amende d'un million de dinars. «La commission de discipline informe que le règlement des championnats de football professionnel ouvre le droit de faire appel devant la commission fédérale des recours dans les délais cités aux articles 96,97 du règlement», conclut le communiqué.

## WA Tlemcen Le Widad honoré par la Ligue

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a honoré, jeudi en fin d'après-midi, au siège du cabinet de la wilaya de Tlemcen, le Widad de Tlemcen pour son accession en ligue 1. A cette occasion, le président de la LFP a souligné l'importance de cette accession qui permet à l'équipe de la capitale des Zianides de retrouver l'élite footballistique nationale. «Le WAT est une équipe prestigieuse qui a de tout temps conquis des titres et des résultats. Son retour parmi l'élite est le fruit de plusieurs années d'efforts consentis par les staffs dirigeant, administratif et les joueurs», a-t-il indiqué. Par ailleurs, Abdelkrim Medouar a relevé que la circonstance est exceptionnelle et les clubs de football vivent une crise financière d'où l'importance pour les industriels, les commerçants, les supporters et les responsables locaux de soutenir les équipes qui ont un statut de sociétés sportives et non commerciales. «Ces clubs ont besoin d'aides financières afin d'atteindre leurs objectifs», a-t-il estimé, tout en invitant les

staffs techniques, les joueurs et les dirigeants à consentir des efforts supplémentaires afin de surpasser la crise actuelle. Le président de la LFP a, en outre, souligné que l'instance qu'il dirige continuera à soutenir les clubs dans les limites de ses moyens comme il a invité tous les responsables d'accompagner les clubs pour un avenir meilleur.

La cérémonie à laquelle ont assisté des joueurs, des responsables de clubs sportifs, des élus a permis, entre autres, d'honorer d'autres équipes locales qui ont accédé à des niveaux divers à l'instar de l'US Remchi, IR Magnia, Sidi Saïd, Sebdu et Sid Abdelli. Présent lors de cette cérémonie, le wali de Tlemcen a félicité les clubs qui ont accédé à des paliers supérieurs, et les a assuré de la disponibilité de ses services à les accompagner afin de développer cette discipline sportive populaire à travers la wilaya. Le Widad de Tlemcen a accédé au palier supérieur, durant la saison 2019/2020, en se classant à la 3ème place derrière l'O.Médéa et la JSM Skikda.

## CR Belouizdad Les joueurs dépistés dimanche

Les joueurs du CRB, passe le dimanche des tests de dépistage du coronavirus (Covid-19), en vue de la reprise des entraînements, prévue pour le 20 septembre prochain selon le dernier communiqué des autorités algériennes. «Nous avons tenu mercredi une réunion avec le médecin de l'équipe pour anticiper et se préparer dès que nous aurons le feu vert pour reprendre l'entraînement. Les joueurs vont commencer à partir de jeudi à passer les différents tests dans l'objectif de fournir le dossier médical préalable à la pratique du football (PCMA), alors qu'ils seront au rendez-vous dimanche pour des tests de dépistage au Covid-19. Nous n'avons rien laissé au hasard sur le plan médical», a indiqué le directeur du pôle compétitif du CRB Taoufik Korichi. Les différentes compétitions et activités sportives sont suspendues depuis le 16 mars en raison de la pandémie du Covid-19.

Le gouvernement a chargé le ministre de la Jeunesse et des Sports Sid Ali Khaldi d'examiner avec les différentes fédérations sportives la possibilité de reprise progressive des activités et manifestations sportives à huit clos, selon des protocoles sanitaires

adaptés à chaque discipline, a indiqué lundi 31 août dernier, un communiqué des services du Premier ministre. «Nous préparons notre retour à l'entraînement, qui nous espérons se fera dans les meilleures conditions», a-t-il ajouté. Concernant le stage d'intersaison Korichi a parlé de deux propositions : «Nous avons retenu deux éventualités : soit effectuer l'intégralité de notre préparation en Algérie, soit se déplacer à l'étranger, si l'espace aérien sera rouvert.

Dans le cas où nous opterions pour la deuxième option, nous aurons à choisir entre trois destinations». Abordant le volet mercato estival, l'ancien DTN a précisé que le club devrait engager encore «un ou deux joueurs avant de boucler l'opération de recrutement, selon les besoins fixés par le staff technique», dirigé par le Français Franck Dumas. Le Chabab a assuré jusqu'à l'arrivée de quatre éléments : le milieu de terrain Zakaria Draoui (ex-ES Sétif), le défenseur Mokhtar Belkhir (ex-Club Africain/ Tunisie), l'ancien international espoir belge Maëky Ngombo (ex- Go Ahead Eagles/ Pays-Bas) et le gardien Taoufik Moussaoui (Paradou AC).

## O. Médéa Chérif Hadjar nouvel entraîneur

Le technicien Chérif Hadjar est devenu le nouvel entraîneur de l'Olympique Médéa, nouveau promu en Ligue 1 professionnelle de football, en remplacement d'Abdelghani Aouameri, a annoncé le club sur sa page officielle Facebook. Ce n'est qu'un retour au bercail pour Hadjar (55 ans) qui avait dirigé les rênes techniques de la formation du Titteri lors du précédent exercice, avant de jeter l'épon-

ge en février dernier. Hadjar sera secondé par Abdelghani Aouameri, alors que le poste d'entraîneur des gardiens de but a été confié à El-Hadi Amrani, précise la même source. L'Olympique Médéa a reçu jeudi 27 août le bouclier de champion de la Ligue 2 2019-2020, au cours d'une cérémonie organisée au siège du club à Médéa en présence des membres du bureau exécutif de la LFP.



## Equipe nationale Vers la délocalisation du match Zimbabwe-Algérie



Le président de la Confédération africaine de football (CAF) Ahmad Ahmad, a menacé jeudi de délocaliser le match Zimbabwe - Algérie, prévu le 17 novembre au stade national des sports à Harare dans le cadre de la 4e journée (Gr.H) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr), en raison du retard accusé dans les travaux de rénovation au niveau de l'enceinte sportive. «Le match aura lieu à sa date initiale et au lieu choisi par les Zimbabweens, si rien n'a été fait pour installer les sièges baquets, on sera obligé de déplacer le match. Officiellement, nous n'avons pas encore été saisi», a affirmé le président de la CAF, lors d'un point de presse organisé par visioconférence. En

février dernier, soit avant le report des qualifications en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), la CAF avait refusé au Zimbabwe d'accueillir l'Algérie à domicile. En effet, les stades zimbabwéens ne respectent pas les normes pour accueillir des matchs internationaux. Comme alternative, la Fédération zimbabwéenne de football (ZIFA) avait choisi le stade d'Orlando à Johannesburg (Afrique du Sud), pour recevoir les champions d'Afrique, dans un match qui devait se jouer initialement en mars dernier avant d'être reporté.

Cependant, le gouvernement zimbabwéen espère que la CAF renonce à l'exigence des sièges baquets, d'autant que le match va se jouer à huis clos en raison de la pandémie du Covid-19. Le sous-

ministre des Sports, Tino Machaikaire, a déclaré la semaine dernière sur les colonnes du quotidien zimbabwéen The Herald : «Nous espérons que nous pourrions obtenir une dérogation de la CAF, et être autorisés à utiliser le stade national des sports, sans sièges baquets. Nous avons été gravement touchés par le verrouillage du Covid-19 et nous n'avons pas été en mesure de nous procurer une partie du matériel nécessaire pour les rénovations», a-t-il indiqué. Au terme de la 2e journée, le Zimbabwe pointe à la 2e place avec 4 points, derrière l'Algérie, auteur jusque-là d'un parcours sans faute (6 points), avec deux victoires de suite, décrochées à domicile face à la Zambie (5-0) et en déplacement face au Botswana (1-0).

### CHAN-2022

## La 7e édition en Algérie reportée à 2023

Le Championnat d'Afrique des Nations de football CHAN-2022, compétition réservée aux joueurs locaux, prévue initialement du 10 juillet au 1er août 2022 en Algérie, a été reportée à janvier 2023, a annoncé la Confédération africaine (CAF). Cet évènement est reporté à janvier 2023 «sous réserve de l'approbation de la Fédération algérienne de football (FAF)»,

précise la CAF, dont le comité exécutif s'est réuni en session ordinaire sous la présidence d'Ahmad Ahmad, par visioconférence.

Ce décalage d'une année s'explique en grande partie par le report de la Coupe d'Afrique des nations 2021 à janvier 2022 au Cameroun, à cause de la pandémie de coronavirus (Covid-19). La 6e édition du CHAN-2020, qui devait

se dérouler en avril dernier au Cameroun, se jouera du 16 janvier au 7 février 2021. La règle du quatrième remplacement en cas de matches à prolongation sera appliquée. La CAF avait attribué en septembre 2018 à l'Algérie l'organisation du CHAN-2022, suite à la candidature déposée par la FAF au niveau de l'instance africaine en mai de la même année.

### Handball - Mondial 2021

## Les Verts débiteront face au Maroc

L'Algérie entamera le mondial 2021 de handball (13-31 janvier) contre le Maroc le 14 janvier prochain à la salle de la nouvelle capitale égyptienne, selon le calendrier de la compétition publié par la Fédération internationale (IHF). La sélection algérienne qui a hérité du groupe F, affrontera son homologue islandaise lors de la deuxième journée, le 16 janvier, avant de conclure le tour préliminaire face au Portugal, le 18 janvier. A l'occasion de cette 27e édition, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre groupes de six équipes. Les deux meilleures sélections de chaque

poule se qualifieront pour les quarts de finale. Pour rappel, c'est la deuxième fois que l'Egypte organise ce rendez-vous, après l'édition 1999. Les organisateurs ont retenu quatre sites pour abriter cette compétition : Alexandrie, Le Caire, Gizeh et la Nouvelle capitale. L'équipe nationale reste inactive depuis le début de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Les joueurs ont été soumis la semaine dernière, par groupes, à des tests de dépistage au centre national de médecine du Sport (CNMS) en vue de la reprise des entraînements, mardi 15 septembre à Serradi (Annaba) sous la conduite du sélectionneur français Alain Portes. Dès le tour principal, les deux équipes les mieux classées de chaque groupe se qualifieront pour

les quarts de finale à partir du 27 janvier. Les équipes qui n'atteindront pas le tour principal disputeront la Coupe du Président qui débitera le 20 janvier. Les matchs pour les médailles de bronze et d'or se joueront le 31 janvier au Cairo Stadium Sports Hall.

#### Calendrier des matchs

##### 14 janvier 2021

Algérie ..... - ..... Maroc  
Portugal ..... - ..... Islande

##### 16 janvier 2021

Maroc ..... - ..... Portugal  
Algérie ..... - ..... Islande

##### 18 janvier 2021

Portugal ..... - ..... Algérie  
Islande ..... - ..... Maroc

### Football féminin

## La CAF lance la Ligue des champions

La Confédération africaine de football a annoncé le lancement de la Ligue des champions féminine, une compétition annuelle dont la phase finale regroupera huit (08) équipes. Chacune des six zones de la CAF organisera des qualifications pour déterminer les finalistes du tournoi à huit (8) équipes. La ré-

partition sera la suivante : une équipe de chaque zone, une équipe du pays hôte et une équipe supplémentaire, a précisé l'instance à l'issue de la réunion du Comité exécutif en visioconférence. Pour la première édition, l'union zonale du pays hôte aura deux représentants. Cependant, pour les éditions suivantes, le

pays hôte n'aura qu'un seul représentant tandis que l'Union de zone du champion en titre qualifiera deux équipes. Les huit équipes qualifiées seront tirées au sort en deux groupes de quatre équipes chacun conformément au règlement. La compétition sera annuelle et se tiendra durant le second semestre.

### MC Oran

## Les supporters exigent du changement

Des supporters du MC Oran, ont appelé, jeudi en fin d'après-midi la désignation d'une société nationale pour accompagner l'équipe phare d'El-Bahia ainsi que le départ de l'actuel conseil d'administration. Un groupe de supporters de MCO s'est rassemblé devant la place des victoires, au centre-ville d'Oran, tentant d'organiser une marche pacifique à travers les rues de la ville pour exiger l'intervention des autorités en vue de la venue d'une société nationale pour accompagner la club oranais, à l'ins-

tar de certaines équipes du pays, ont expliqué certains supporters. Les protestataires ont également exigé le départ de l'actuel Conseil d'Administration et l'ensemble des actionnaires qui se sont succédés les dernières années sur l'équipe d'El-Hamri et échoué à lui redonner la place qui lui sied par l'élite footballistique du pays. Les forces de l'ordre ont empêché la tenue de la marche prévue. Quelques supporters ont été interpellés, mais relâchés par la suite. A noter qu'aucun incident n'a été enregistré.

### MJS - Salles de sports

## Réouverture graduelle à partir de mardi

L'ouverture graduelle et sous conditions strictes des salles de sports privées aura lieu le mardi 15 septembre, indique un communiqué du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). «Toute personne désireuse de prendre part à une activité sportive devra se soumettre à un examen médical, à l'issue duquel un certificat médical de non-contre-indication à la pratique lui sera délivré. Un adhérent ou personne s'avérant atteinte, doit être signalés au gérant de la salle, tout en s'engageant à ne pas se présenter aux séances.», précise le MJS. Parmi les conditions requises pour la reprise des entraînements : la superficie des salles doit être de 160 m2 au minimum (la capacité d'accueil de 10 personnes pour une telle surface), disposant obligatoirement d'une aération naturelle efficiente (grande fenêtres ouvrantes), alors que les salles dont les locaux sont en entresol ou en sous-sol ne sont pas concernées par la reprise. Les sanitaires doivent obéir à des règles strictes de désinfection et de nettoyage, le

port du masque grand public obligatoire pour tous, strict respect des mesures de distanciation physiques et sociales (accolades et embrassades interdites), protection de la réception par du plexiglas, gestion des goulots d'étranglement et prise de la température corporelle avant l'entrée à la salle. Par ailleurs, l'ouverture des piscines et milieux aquatiques (bains à remous, SPA, massage au jet) sont interdits de cette reprise. De son côté, le coach devra s'équiper d'un matériel de protection (masque et visière) et se tenir à distance des adhérents, notamment lors des démonstrations ou correction de posture (distanciation de 3 mètres entre chaque appareil, en disposition linéaire, distanciation entre les adhérents de façon à ce que chaque sportif ait une surface de 16 m 2 en dynamique (step, fitness,...). En raison de la situation sanitaire et épidémiologique actuelle, la pratique du sport chez les sujets jeunes de moins de seize (16) ans est actuellement interdite ainsi que les sports de combat dans leur forme conventionnelle.

### CAF - Compétitions interclubs

## Les demi-finales repoussées de trois semaines

La Confédération africaine de football (CAF) a décidé de reporter de trois semaines, les demi-finales des deux compétitions interclubs : Ligues des champions et Coupe de la Confédération (CAF), en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), rapportent les médias locaux. Selon les nouvelles dates fixées par l'instance continentale, le Raja de Casablanca (Maroc) accueillera le vendredi 16 octobre les Egyptiens du Zamalek au Complexe Mohamed V, en demi-finales (aller) de la Ligue des champions, alors que le lendemain, soit le samedi 17 octobre, le Wydad de Casablanca (Maroc) recevra dans le même stade, l'autre club égyptien du Ahly du Caire. Alors qu'il devait se poursuivre sous une formule de «Final Four» dans un pays

neutre, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), la Ligue des champions reviendra ainsi à son ancien format en aller et retour. La finale se déroulera quant à elle le vendredi 6 novembre sur un terrain neutre en cas d'opposition entre une équipe égyptienne et une autre marocaine. En coupe de la Confédération, les Egyptiens de Pyramids accueilleront lundi 19 octobre les Guinéens de Horoya AC, alors que second dernier carré mettra aux prises le mardi 20 octobre les Marocains de RS Berkane à leurs compatriotes de Hassania Agadir, dans une confrontation 100% marocaine. La décision a été prise lors de la réunion du Comité exécutif, tenue sous la présidence d'Ahmad Ahmad par visioconférence.

### Fédération de lutte - AGO

## Adoption des bilans moral et financier

Les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), réunis jeudi à Alger en session ordinaire (AGO), ont approuvé à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2019 ainsi que le plan d'action de la saison 2020. L'AG ordinaire a vu la présence de 28 membres sur les 39 que compte l'assemblée, sous la supervision du représentant du ministère de la Jeunes-

se et des Sports (MJS), Nadir Belayat. Les 18 membres présents ayant le droit de voter (12 ligues et 6 meilleurs clubs) ont adopté d'abord le bilan moral de l'exercice 2019 avec 16 voix oui contre 1 non et un bulletin nul, avant de passer au bilan financier, approuvé par 15 membres contre trois bulletins non. Ils ont également examiné et approuvé à l'unanimité le plan d'action et les prévisions de l'exercice 2020.



**CAF**

## L'AG électorale le 12 mars à Rabat

L'Assemblée Générale Elective de la Confédération africaine de football (CAF), initialement prévue en Mauritanie, se tiendra finalement à Rabat (Maroc) le 12 mars 2021, a annoncé l'instance sur son site officiel. La CAF dirigée par le Malgache Ahmad Ahmad n'a pas précisé les raisons de ce changement. L'AGE sera précédée de l'Assemblée Générale Ordinaire prévue le 11 décembre 2020 à Addis-Abeba. Cependant, si la situation sanitaire reste inchangée en Ethiopie avec notamment le maintien de l'état d'urgence, la Tanzanie se présentera comme la deuxième

option. L'organisation de l'AGO par visioconférence ne sera envisagée qu'en dernier recours, affirme la CAF. D'autre part, l'instance a annoncé que le dépôt des dossiers de candidature se fera à partir du vendredi 11 septembre 2020. Les prétendants auront jusqu'au 12 novembre pour postuler à l'élection. L'instance dirigeante du football africain dévoilera les noms des candidats le 11 janvier 2021 sur son site officiel. Elu le 16 mars 2017 à Addis-Abeba (Ethiopie), le président de la CAF, Ahmad Ahmad, arrive bientôt au terme de son premier mandat. Il avait, pour rappel, battu Issa

Hayatou (34 voix contre 20), qui dirigeait l'organisation depuis 198. Interrogé ce jeudi lors d'une conférence de presse virtuelle, sur une éventuelle candidature pour un second mandat à la tête de l'instance africaine, Ahmad Ahmad est resté évasif. «Nous n'avons pas encore finalisé les compétitions inter clubs ni encore les réformes que j'ai entamé. Comme c'était le cas en 2017, on m'a sollicité pour me présenter à l'élection présidentielle, j'ai déposé ma candidature une semaine avant la date limite. Je vois les choses de cette manière» a répondu le patron de la CAF.

**CAN 2021 - U17**

## Le tournoi final avancé au mois de mars

La Coupe d'Afrique des Nations U-17 de l'édition 2021 initialement prévue au Maroc en juillet prochain, a été avancée au mois de mars, a annoncé jeudi la Confédération africaine de football à l'issue de la réunion en visioconférence de son comité exécutif. Donnant suite à une deman-

de de la Fédération Royale marocaine de football, la CAF a décidé de l'organisation de cette compétition du 13 au 31 mars prochain, écrit la CAF sur son site officiel. L'instance africaine a également lancé l'appel à candidatures pour l'organisation de nombreuses compétitions africaines.

**Real Madrid**

## Zidane avance ses pions sur Mahrez

Le Real Madrid, champion d'Espagne de football, a contacté l'entourage de l'ailier international algérien de Manchester City (Premier league anglaise) Riyad Mahrez, en vue d'un éventuel recrutement cet été, pour remplacer le Gallois Gareth Bale, sur le départ, rapporte le site spécialisé Foot Mercato. «Les dirigeants du Real Madrid ont pris des renseignements au sujet de Riyad Mahrez.

Un contact a été noué entre la direction du club et l'entourage du joueur, sous contrat jusqu'en 2023 avec Manchester City», a indiqué la même source, tout en s'interrogeant sur l'intention du Real Madrid de passer ou non à l'action pour le gaucher qui adore évoluer sur le côté droit. Avant de poursuivre : «le Real Madrid a bien lancé l'opération dégraissage et espère désormais céder Gareth Bale à qui veut/peut. Si les choses avancent bien, il pourrait tenter le coup Riyad Mahrez avec lequel des contacts ont été noués». Mahrez (29 ans) avait rejoint les «Cityzens» en 2018, en provenance de Leicester City, pour un contrat de cinq ans contre un chèque de 68 millions d'euros. «Reste à savoir si Manchester City est ouvert à un départ de son joueur, et pour un tarif raisonnable. L'international algérien, très apprécié par les Cityzens, a tout de même participé la saison der-



nière à 33 matches de Premier League, inscrit 11 buts et délivré 9 passes décisives. Côté Real Madrid, on ne passera à l'action que si Gareth Bale parvient à être vendu, tant le Gallois pèse sur la masse salariale». Le président du Real Madrid Florentino Pérez a très vite prévenu les supporters madrilènes, il ne signera pas de gros chèques cet été. Comme tous les clubs

européens, le Real est impacté lourdement par la crise sanitaire et le manque à gagner conséquent qui en découle. Habitué à lâcher les chevaux lors du mercato estival, le club merengue patientera un an de plus avant de tenter les grandes manœuvres pour les deux internationaux français Kylian Mbappé (Paris SG) ou encore Eduar-

**Bétis Séville**

## Mandi placé sur la liste des transferts



Le Bétis Séville (Liga espagnole de football), a décidé de mettre le défenseur international algérien Aissa Mandi sur liste des joueurs transférable, alors que les deux parties n'ont pas trouvé un accord pour une prolongation de contrat, rapporte jeudi le

quotidien Mundo Deportivo. Les responsables andalous seraient en train d'attendre de recevoir des offres pour Mandi (28 ans).

Ayant refusé toutes les propositions du club andalou concernant une prolongation de contrat, le défenseur po-

lyvalent des «Verts» a, lui aussi, l'intention de changer d'air, à une année de l'expiration de son contrat en 2021, précise la même source. Liverpool, champion d'Angleterre en titre, était intéressé à l'idée d'engager Mandi avant que la piste ne refroidisse. L'ancien joueur du Stade rémois serait dans le viseur de l'OGC Nice (France) et de Newcastle (Angleterre). La clause libératoire de Mandi était estimée à 30 millions d'euros que la direction andalouse voulait faire augmenter à 50, afin de barrer la route aux prétendants. Mais la situation financière du Bétis a fini par pousser les dirigeants à revoir à la baisse le montant de la transaction, selon la presse espagnole. Malgré la volonté de la direction de la formation andalouse de prolonger le bail du défenseur polyvalent algérien, à plusieurs reprises, les deux parties n'ont pas trouvé d'accord. Mandi n'était pas chaud à l'idée de poursuivre son aventure à Séville, lui qui avait rejoint le Bétis en 2016 en provenance de Reims (France) pour un contrat de cinq ans et un chèque de moins de 4 millions d'euros.

**KV Courtrai**

## Boussouf

## sur les traces d'Atal

L'ailier droit international algérien des moins de 20 ans (U-20) de l'ES Sétif, Ishak Boussouf, s'est envolé jeudi pour la Belgique, afin de passer la traditionnelle visite médicale préalable au début de son aventure avec KV Courtrai (Div.1 belge de football). Le joueur qui devait se déplacer un peu plus tôt, a été retardé par la fermeture de l'espace aérien, causé par la pandémie de coronavirus (Covid-19), lui qui s'est fait délivrer récemment le visa pour pouvoir rallier la Belgique. Des photos de Boussouf à l'aéroport international d'Alger ont été postées sur les réseaux sociaux. En juillet dernier, Boussouf (19 ans) s'est engagé pour un contrat de cinq ans avec la société faitière City Football Group, contre un chèque de 900.000 euros. Le natif de Mila (Est de l'Algérie), jouera sa première saison (2020-2021) à titre de prêt au KV Courtrai, avant d'endosser la saison d'après (2021-2022) le maillot du PSV Eindhoven (Div.1 néerlandaise), a précisé l'Entente dans un communiqué. Boussouf pourrait rejoindre Manchester City (Premier League anglaise de football), où évolue l'ailier international algérien Riyad Ma-

hrez, «s'il parviendrait à s'imposer. Dans le cas contraire, il rejoindra le club de Lommel SK (Div.2 belge)». Auteur de belles prestations sous le maillot sétifien, Boussouf n'a pas tardé à taper dans l'œil de recruteurs étrangers. En janvier dernier, il avait reçu deux offres de l'AS Monaco et du Stade rennais, mais il a préféré prolonger son contrat de deux saisons avec l'Entente. Le City Football Group est une société faitière créée afin d'administrer les relations entre différents clubs liés à Manchester City. Cette société est elle-même gérée par une holding du nom de Abu Dhabi United Group (ADUG), qui détient 78% des parts, par un consortium d'entreprises publiques de Chine, China Media Capital et CITIC Group, qui détient 12 % des parts, et par la multinationale américaine Silver Lake Partners (10 % des parts). Huit clubs ont rejoint le City Football Group : New York City FC (Etats-Unis), Melbourne City FC (Australie), Yokohama F. Marinos (Japon), Gérone FC (Espagne), Club Atlético Torque (Uruguay), Sichuan Jiuniu FC Chine), Mumbai City FC (Inde), Lommel SK (Belgique) et récemment Troyes (France).

**Cyclisme - Tour de France**

## Hirschi touche au but, Roglic toujours en jaune

Le jeune Suisse Marc Hirschi, 22 ans, a fini par toucher au but dans la 12e étape du Tour de France qu'il a enlevée en solitaire, à Sarran (Corrèze). Le Slovène Primož Roglic (Jumbo) a conservé le maillot jaune après cette étape accidentée mais sans conséquence sur le haut du classement. Hirschi, qui court pour la première fois le Tour sous le maillot de l'équipe Sunweb, a battu d'une cinquantaine de secondes le Français Pierre Rolland, en avant-garde d'un groupe de poursuite réglé par le Danois Soeren Kragh Andersen, un coéquipier du Suisse, qui prend la troisième place. Passé près de la victoire à deux

reprises depuis le départ de Nice, Hirschi s'est imposé cette fois en attaquant à 28 kilomètres de l'arrivée, dans l'ascension du Suc au May, une côte sévère qui domine le massif des Monédières. Champion du monde espoirs 2018, le Suisse s'était incliné face à Julian Alaphilippe à l'arrivée de la deuxième étape à Nice. Il avait aussi frôlé le succès dimanche dernier dans la seconde étape pyrénéenne, à Laruns, où il avait été repris à l'approche de l'arrivée (3e). Le dernier succès d'un coureur suisse dans le Tour datait de 2012, quand Fabian Cancellara, un voisin de Hirschi, avait gagné le contre-la-montre d'ouverture à Liège (Belgique).

**Tennis - US Open**

## Osaka et Azarenka de retour en finale

Naomi Osaka retrouvera aujourd'hui la finale de l'US Open, deux ans après son titre, où elle affrontera Victoria Azarenka qui a mis un terme, peut-être définitif, à la quête de Serena Williams d'un 24e titre majeur. «Sept ans depuis ma dernière finale ? Sept, c'est mon numéro préféré, ça ne pouvait donc pas être autrement!» a lancé Azarenka, tout sourire, après sa qualification 1-6, 6-3, 6-3. Une qualification obtenue de très haute lutte, à coups de raquettes et de décibels, face à Serena Williams qui l'avait battue en finale à Flushing Meadows en 2012 et 2013. A bientôt 39 ans (le 26 septembre), l'Américaine savait qu'elle devait rapidement prendre le match en mains si elle voulait s'en sortir face à la Biélorusse, mais en vain. Aza-

renka (31 ans), revient au plus haut niveau après avoir accouché en 2016 et repoussé son retour jusqu'à la mi-saison 2018 en raison d'une bataille judiciaire pour la garde de son fils. Pour sa troisième tentative en finale à Flushing Meadows, la lauréate de l'Open d'Australie 2012 et 2013 affrontera Naomi Osaka. Les deux joueuses auraient dû s'affronter en finale de Cincinnati, juste avant l'US Open, mais Osaka avait déclaré forfait juste avant le match en raison d'une blessure à la cuisse gauche. Jeudi, la Japonaise de 22 ans, 9e mondiale, a difficilement écarté l'Américaine Jennifer Brady (41e) 7-6 (7/1), 3-6, 6-3. Elle a remporté l'US Open 2018 et l'Open d'Australie 2019, mais n'avait plus dépassé les 8es de finale en Majeur depuis.



## France

## Un incertain PSG-OM, Nice en test à Montpellier

Le choc entre le Paris SG, mal en point, et Marseille s'annonce très ouvert, dimanche (20h00) en clôture de la 3e journée du championnat de foot français qui voit le leader Nice passer l'épreuve de Montpellier aujourd'hui. C'est l'affiche qui doit véritablement lancer la saison 2020-21: après deux journées perturbées par la pandémie de Covid-19 et les reports de matches, la Ligue 1 se prépare à son premier week-end complet de compétition, avec comme point d'orgue le «Classique», entre le Paris SG et Marseille. L'affiche, qui oppose le champion en titre à son dauphin, fait toujours rêver, mais dans un Parc des princes soumis à la jauge réduite de 5.000 personnes, le feu d'artifice n'aura pas la vivacité des chocs, toujours explosifs, des dernières années. Sans la majorité de ses titulaires, dont Neymar, Kylian Mbappé et Angel Di Maria, touchés par le coronavirus, le PSG a laissé son habit de lumière au vestiaire. Sa fragilité du moment lui a sauté aux yeux à Lens jeudi (défaite 1-0). «C'est bien de jouer Marseille parce que c'est un match qui nous tient à cœur. On sait que les supporters l'attendent», a déclaré le milieu Marco Verratti pour rassurer après son retour raté. L'Olympique de Marseille

(OM), qui a réussi son entrée à Brest (3-2) le 30 août, pourrait profiter de ce contexte inhabituel pour empocher son premier succès contre son rival parisien depuis novembre 2011. Dimanche, Eduardo Camavinga retrouve son cocon de Rennes pour un déplacement piège à Nîmes. Chez les Gardois, qui veulent faire de leur stade des Costières une forteresse (victoire 4-0 contre Brest lors de la 1re journée), Rennes veut poursuivre son bon début de saison (4 pts), avant de recevoir lors de la prochaine journée Monaco, un concurrent pour l'Europe. Leader du Championnat, Nice vise un troisième succès sur trois, ce samedi à Montpellier (16h00). L'an passé, dans la même situation, les Aiglons avaient trébuché lors de la troisième journée, contre Marseille (2-1). L'ambitieux «Gym» pourrait frapper d'autant plus fort en cas de victoire qu'il enchaînera par la réception du Paris SG, qui en dira long sur sa capacité à rester dans le haut de tableau cette saison. Le latéral international algérien Youcef Atal, remis d'une elongation aux ischios, pourrait connaître ses premières minutes de la saison. Par contre, l'attaquant Amine Gouiri, auteur d'un doublé contre Lens (2-1) lors de la 1re journée, est incertain.

## Espagne

## Une première journée sans stars

Avant la reprise des stars du Real Madrid (20 septembre) et du FC Barcelone (26-27 septembre), le Championnat d'Espagne 2020-2021 démarre aujourd'hui et dimanche avec sept matches. La reprogrammation des matches d'ouverture et de clôture de la première journée à moins de 48 heures du coup d'envoi mercredi soir va offrir le privilège du lever de rideau de cette Liga 2020-2021 à Eibar, qui reçoit le Celta Vigo dans son petit stade d'Ipurua à

huit clos, cet après-midi. Dimanche, le calendrier a réservé le premier derby de Liga: le Valencia CF reçoit son voisin Levante au stade Mestalla. Le Real Madrid, le FC Barcelone et l'Atlético Madrid (C1), Getafe et le Séville FC (C3) et Elche (play-offs d'ascension à la Liga), qui ont fini leur saison 2019-2020 en août, démarreront le championnat plus tard que les autres équipes, et s'affronteront lors de d'une première journée qui sera disputée à une date ultérieure.

## Allemagne

## Retour prudent des supporters dans les stades



Le premier tour de la coupe d'Allemagne ce week-end, où les équipes de D1 ne se rencontreront pas entre elles, marque le retour (très limité) de supporters dans certains stades, après plus de six mois de football à huis clos. «38.677 spectateurs autorisés ce week-end dans le stade en coupe - malheureusement répartis sur 31 matches...», clame le grand quotidien Bild sur sa page internet.

Trente-et-un matches seulement pour des 32es de finale, car le Bayern Munich a été laissé au repos après sa finale victorieuse de Ligue des champions, et ne jouera que le 15 octobre, sur la pelouse d'une équipe de 5e division, le FC Düren.

Compte tenu des règlements sanitaires différents d'une région et même d'une ville à l'autre, le nombre de spectateurs variera selon les stades.

## Championnats européens

## Angleterre - 1re journée

## Aujourd'hui

(12h30) Fulham - Arsenal  
(15h00) Crystal Palace - Southampton  
West Ham - Newcastle

(17h30) Liverpool - Leeds United

## Dimanche

(14h00) West Brom - Leicester  
(16h30) Tottenham - Everton

## Lundi

(20h00) Sheffield - Wolverhampton  
Brighton - Chelsea.

## Espagne - 1re journée

## Aujourd'hui

(15h00) Eibar - Celta Vigo  
(17h30) Grenade - Athletic Bilbao  
(20h00) Cadix - Osasuna

## Dimanche

(13h00) Alavés - Betis Séville  
(15h00) Valladolid - Real Sociedad  
(17h30) Villarreal - Huesca  
(20h00) Valence - Levante

## France - 3e journée

## Aujourd'hui

(16h00) Montpellier - Nice  
(20h00) Saint-Etienne - Strasbourg

## Dimanche

(12h00) Lille - Metz  
(14h00) Angers - Reims

Dijon - Brest

Lorient - Lens

Nîmes - Rennes

(16h00) Monaco - Nantes

(20h00) Paris SG - Marseille

## Coupe d'Allemagne

## Aujourd'hui

(14h30) Nuremberg - RB Leipzig  
Fürstenwalde - Wolfsburg  
1860 Munich - Francfort  
FV Engers - Bochum  
Oberneuland - M'gladbach  
Altglienicke - Cologne  
(19h45) Carl Zeiss Jena - Brême

## Dimanche

(14h30) Chemnitzer FC - Hoffenheim  
Norderstedt - Leverkusen  
Schweinfurt - Schalke 04  
Hansa Rostock - Stuttgart  
(17h30) Waldhof - Fribourg

## Turquie - 1re journée

## Aujourd'hui

(18h00) Galatasaray - Gaziantep BB

## Dimanche

(18h00) Trabzonspor - Besiktas JK

## Japon

## Une internationale signe en amateur... chez des hommes



L'attaquante internationale japonaise Yuki Nagasato, actuellement sous contrat avec l'équipe professionnelle des Chicago Red Stars, a rejoint en prêt l'équipe amatrice masculine japonaise de Hayabusa Eleven, la joueuse ayant expliqué vouloir ainsi envoyer un «message» anti-discrimination. En faisant ce choix atypique, «je veux aider à créer une communauté où il n'y a pas de frontières entre les genres et les races», a déclaré la joueuse de 33 ans lors d'une conférence de presse au Japon. Elle a expliqué avoir été «vraiment inspirée» par la lutte contre les discriminations de la superstar du football féminin, l'Américaine Megan Rapinoe, double championne du monde en titre avec les Etats-Unis. «Je me suis de-

mandée si moi aussi je pouvais envoyer un message à la société», a encore dit Yuki Nagasato, tout en admettant qu'elle avait encore du mal à savoir à quel point elle pourrait contribuer sportivement à sa nouvelle équipe, où joue par ailleurs son frère aîné Genki. Avec l'équipe nationale du Japon, les «Nadeshiko», l'attaquante a remporté la Coupe du monde 2011 puis l'année suivante la médaille d'argent aux Jeux olympiques de Londres. Elle n'a pas prévu de participer aux JO de Tokyo l'an prochain, a-t-elle précisé jeudi. Engagée depuis 2017 avec les Chicago Red Stars, elle a fini en 2019 meilleure passeuse décisive du championnat professionnel féminin américain, la NWSL, pour huit buts marqués sur la saison.

## Angleterre

## Vers une course au titre élargie ?

Après deux années de mano-à-mano entre Liverpool et Manchester City, la saison 2020/2021 qui débute ce samedi semble plus ouverte, Chelsea et Manchester United ayant peut-être enfin les armes pour jouer les trouble-fêtes. Si un club ne s'est pas lancé dans une débauche de dépenses, c'est bien Liverpool. Vainqueur de la Ligue des champions en 2019, champion d'Angleterre pour la première fois en 30 ans la saison dernière, les Reds ont pourtant des caisses bien garnies. Mais ces succès se sont construits grâce à une tempérance sur le marché des transferts, sauf pour corriger des carences flagrantes, comme l'arrivée de Virgil van Dijk en janvier 2018 pour 84 millions d'euros, afin de colmater une défense poreuse. Il est difficile de trouver de réels points faibles au groupe de Jürgen Klopp et l'arrivée du défenseur international grec Kostas Tsimikas pour doubler le poste d'Andy Robertson, est plus un ajustement cosmétique qu'un véritable renfort. Malgré des intérêts manifestés pour Timo Werner, finalement jugé trop cher et pas vital, puis Thiago Alcantara, mais pas à n'importe quel prix, les Reds pourraient très bien ne pas bouger, sauf départ, par exemple de Georginio Wijnaldum, qui intéresserait le Barça. Liverpool a eu une fin de saison plus légère que ses rivaux, tous encore engagés en août en coupe d'Europe, ce

qui pourrait s'avérer précieux dans une saison très dense. Avec 17 buts de plus inscrits, les Citizens ont fini 18 points derrière des Reds moins flamboyants mais intraitables. L'arrivée du défenseur néerlandais Nathan Ake correspond plus aux réels besoins mancuniens même si un autre défenseur-vedette - qui pourrait être Kalidou Koulibaly de Naples - devrait poser ses valises à l'Etihad d'ici au 5 octobre, clôture du marché.

L'arrivée de l'ailier Ferran Torres de Valence compense le départ de Leroy Sané, qui n'avait de toute façon pas joué l'an dernier pour cause de blessure, et City a, avec Phil Foden, 20 ans, un remplaçant tout trouvé pour compenser la fin de contrat de David Silva. Mais alors qu'il entre dans sa dernière année de contrat, la saison qui vient a tout d'un quitte ou double pour Guardiola. Auteur d'une très belle seconde moitié de saison, de part et d'autre de l'interruption liée au Covid-19, Manchester United doit consolider ses progrès, alors qu'à Chelsea et avec plus de 200 millions d'euros dépensés cet été, sans compter le salaire de Thiago Silva, arrivé libre, le club de la capitale a fait exploser les compteurs du mercato. Or, malgré un recrutement très offensif, c'est surtout dans l'équidéfensif de son équipe que se jouera le succès ou l'échec du pari un peu fou des Blues.



## Transport maritime : la formule FOB, le coût et fret et l'utilisation du pavillon national

**Au cours du troisième trimestre de l'année écoulée (2019), le gouvernement avait imposé une nouvelle mesure quant au paiement et au transport des importations. C'est du moins ce qui ressort d'une instruction du ministère des Finances du 29 septembre dernier relative aux importations de produits de téléphonie mobile et d'électroménager.**



Par Mohamed Bouabida\*

Cette nouvelle mesure avait pour objet, d'une part, de substituer au paiement cash des importations en usage, un paiement différé de neuf mois et, d'autre part, le recours obligatoire à l'incoterm FOB ainsi qu'aux capacités nationales de transport maritime, en priorité chaque fois que possible, dans le but de promouvoir l'utilisation de la flotte maritime nationale et de réduire les dépenses en devises étrangères.

Pour rappel, cette mesure concernait, dans une première phase, les importations des produits de téléphonie mobile et d'électroménager (produits blancs et produits gris), puis dans une seconde phase s'étendaient au plus tard le 31 décembre 2019 à toutes les importations.

Les importations, selon cette instruction, devaient donc être payées en FOB. FOB, qui signifie «Free on board» soit littéralement «sans frais à bord», est un Incoterm, à savoir un terme se rapportant à l'ensemble des droits et devoirs dans le cadre de négociations internationales. En d'autres termes les accords commerciaux après la diffusion de cette note émanant du ministère des Finances devaient porter uniquement sur le prix de la marchandise et excluent les frais de transport. Il est à noter, dans ce sens, qu'annuellement ce sont environ 45 millions de tonnes de marchandises tous types confondus (hors hydrocarbures) qui transitent par les dix (10) ports nationaux.

L'application de la formule FOB pour l'ensemble des importations n'a pas connu les résultats attendus sur le terrain. Les importateurs furent autorisés donc de nouveau à continuer à pratiquer le coût et fret CFR au lieu du FOB. Les nouvelles orientations précisaient que, dans le cas où il serait impossible de recourir à l'incoterm FOB, les importations pourraient être réalisées en coût et fret (CFR), à condition de détailler la facture en vue de pouvoir déterminer les prix des marchandises, le coût du transport et celui de l'assurance. Cette mesure permettrait ainsi à la banque commerciale et la Banque d'Algérie de contrôler le coût du fret.

### OBJECTIFS ASSIGNÉS ET DIFFICULTÉS CONTATÉES :

Importer une marchandise c'est donc procéder notamment à un déplacement physique

de la marchandise qui engendre des frais et des risques. Il s'agit donc de déterminer d'une manière très précise qui supporte ces risques et frais, de connaître exactement à partir de quel point les frais relatifs au transport et autres frais sont pris en charge par l'une ou l'autre partie.

Une marchandise est achetée ou vendue en FOB quand celle-ci est achetée sans les frais de transport et autres frais et taxes y afférents et sans les assurances. Par conséquent lorsqu'une marchandise est achetée en FOB, il faut payer ensuite son transport ainsi que les frais d'assurances. Cet incoterm qui n'est applicable qu'aux transports maritimes désigne le vendeur comme responsable de la marchandise jusqu'à ce que celle-ci soit à bord du navire.

Toujours dans la formule FOB, le vendeur a rempli son obligation de livraison quand la marchandise est placée à bord du navire au port d'embarquement désigné par l'importateur. Le vendeur dédouane donc la marchandise à l'exportation.

Par contre, l'achat d'une cargaison en coût et fret (CFR) implique une mobilisation de devises qui est faite au départ comprenant et la cargaison et le transport maritime. En optant pour la formule FOB les fonds mobilisés en devises sont contrôlés et ne concernent que la cargaison. Le vendeur procède alors aux formalités de dédouanement de la cargaison à sa charge au port d'embarquement et on peut dire que la marchandise est Algérianisée au port d'embarquement avant qu'elle ne soit embarquée. Le transport maritime est payable à l'arrivée de la marchandise au port d'arrivée ce qui donne une garantie supplémentaire à l'importateur de prendre possession de sa cargaison.

En coût et fret souvent l'importateur ne connaît même pas le navire que le fournisseur va affréter pour son compte ce qui l'expose, parfois, à des surprises se traduisant par des séjours prolongés du navire à quai. Au niveau de nos ports, nous avons vécu des séjours prolongés des navires à quai dépassant les normes pénalisant ainsi et le port et d'autres clients dont les navires sont en attente sur rade d'où l'augmentation des séjours moyens par navire à quai et en rade. La cause en général est que le navire n'est pas conçu pour le type de cargaison transportée. Dans de telles situations ce sont souvent nos ports qui sont pointés du doigt. Souvent ce qu'on gagne en cargaison non pré élinguée par

exemple, on le perd en surestaries.

Le montant des surestaries payées annuellement par le Trésor algérien est très élevé. A titre d'exemple pour l'année 2009, ce sont 750 millions d'euros qui ont été payés par l'Algérie à ses partenaires étrangers sous forme de remboursement des coûts supplémentaires sur les navires qui restent en rade pendant plusieurs jours et au niveau des ports. Les raisons, souvent, échappent à l'importateur. Dans ce sens, la mise en place de cet incoterm FOB a pour objectif de réduire ou carrément mettre fin à ces surestaries qui se chiffrent annuellement en millions de dollars.

Les instructions obligeant les importateurs à recourir pour le transport en priorité aux capacités de transport du pavillon national (CNAN) sous l'incoterm FOB avaient pour objectif de réduire la facture des importations. Cependant est-il possible d'importer les marchandises au titre exclusif de l'incoterm FOB avec les transporteurs du pavillon national ?

### CONCLUSION :

Parmi les objectifs assignés pour l'importation en FOB c'est la rationalisation des importations et le contrôle du transfert des devises pour préserver les réserves de change. Appliquer la formule FOB, à notre sens, est une façon d'obliger les armateurs étrangers présents en Algérie et qui dominent le marché (l'armement national assure moins de 5% du marché) à déclarer en dinars le fret et à transférer le montant en devises du transport effectué. Autrement dit les importateurs devaient payer en dinars les frais de transport ou de fret.

Certes, l'Algérie subit donc un surcoût important qui se chiffre en millions de dollars. Le choix de cet incoterm FOB allait-il rationaliser les importations avec, entre autres, une prise en charge significative du volume des importations par le pavillon national ? L'instruction adressée aux opérateurs nationaux dictait une obligation de «privilégier le recours au pavillon national», chaque fois que cela est possible et d'adopter en «priorité» le recours à l'incoterm FOB. Mais cet objectif de promouvoir l'utilisation de la flotte maritime nationale et réduire les dépenses en devises étrangères n'a pas connu sur le terrain les résultats escomptés.

Actuellement l'armement national CNAN et ses filiales ne desservent pas tous les ports étrangers qui sont choisis par les importateurs d'où l'impossibilité de privilégier le recours au

pavillon national d'une façon significative et sous la formule FOB.

Afin de relancer le transport maritime national au profit du développement économique, il est à noter, au passage, que le gouvernement a décidé il y a quelques années d'accorder des crédits au profit des entreprises maritimes pour le renouvellement de la flotte nationale. Ce programme a porté sur l'acquisition de 26 navires dont une partie a été livrée.

Ces acquisitions étaient motivées par le paiement de sommes colossales représentant les surestaries au profit de transporteurs étrangers ainsi que la faible couverture du marché. Mais avec la flotte actuelle ne répondant pas aux besoins, la compagnie nationale de transport maritime ne pourrait prendre en charge d'une façon significative une partie du tonnage annuel transitant par les ports algériens qui est estimé à environ 45 millions de tonnes.

En dépit de nombreuses restructurations et d'une aide financière répétitive, la compagnie publique battant pavillon national ne couvre, dans les meilleures années, même pas 5% du marché du transport des marchandises. La compagnie nationale de transport maritime CNAN, à notre sens, n'est plus l'armateur puissant des années 70 avec une flotte importante opposée à la concurrence internationale sur le marché de nos échanges extérieurs. La CNAN disposait à l'époque de 80 navires de différents types tentant de répondre aux besoins de tous les segments de marché du transport maritime spécialisé de l'époque tels que le transport des marchandises diverses, des vins, des céréales, des colis lourds, des biens d'équipement, des passagers, des hydrocarbures et des produits chimiques. L'armement CNAN assurait ainsi avec ses capacités propres et affrétées, une part de l'ordre de 35 % des échanges extérieurs de l'Algérie avec un objectif de 50% à atteindre. Enfin, l'Algérie a connue une période propice avec une santé financière inédite durant la dernière décennie mais n'a pas prévu le renforcement de la flotte nationale ce qui lui coûte des sommes colossales en devises pour le paiement des surestaries et ce depuis des décennies. Le renforcement de la flotte marchande nationale constituée, à notre sens, une question de souveraineté économique.

Suite en page 21



# Transport maritime : la formule FOB, le coût et fret et l'utilisation du pavillon national

Suite de la page 20

Aujourd'hui les pouvoirs publics accordent une importance particulière au développement de la flotte maritime. Durant le 1<sup>er</sup> semestre de l'année en cours, ce volet a été débattu lors de deux réunions périodiques du Conseil des ministres. Lors de la dernière réunion du Conseil des ministres du 28 juin 2020, le président de la République a donné des instructions fermes afin que le transport soit revu dans toutes ses formes en optimisant tous les moyens disponibles et permettre à l'Algérie de retrouver sa place dans le domaine du transport maritime à travers l'élargissement de la flotte maritime en vue de la prise en charge du transport des voyageurs et de marchandises, de et vers l'Algérie et économiser ainsi les coûts en devises des prestations des compagnies étrangères. Voilà une nouvelle et un espoir qui permettraient à l'Algérie nouvelle de voir au moins une partie de ses performances réalisées durant les années 70 refaire surface.

En ce qui concerne les surestaries qui sont une forme de remboursement aux partenaires étrangers des coûts supplémentaires sur les navires qui restent en rade pendant plusieurs jours et au niveau des ports, il faudrait reconnaître qu'elles sont dues aussi aux conditions d'accueil des navires dans nos ports. En général les armateurs fixent les prix non seulement en fonction des conditions des ports de destination mais également en tenant compte des risques de séjour prolongé de leurs navires dans les ports nationaux. Le même procédé est appliqué pour les assurances. Les conditions du port portent notamment sur la lenteur des déchargements avec des faibles cadences, l'équipement d'exploitation inadapté, les attentes sur rade, le séjour prolongé à quai, l'absence du travail de nuit, les arrêts injustifiés, les séries de mouvements, de poste à poste, des navires à quai, etc.

À titre d'exemple, un navire de 3000 tonneaux de big bags peut être déchargé en 2 shifts (06 heures) dans un port, comme il pourrait être déchargé en 4 shifts dans un autre port. Toutes ces carences génèrent des surcoûts considérables qui se répercutent sur le Trésor et les consommateurs. Ces faiblesses dans les chaînes logistiques font du transport des marchandises vers notre pays l'un des plus chers au niveau du bassin méditerranéen.

Aujourd'hui bon nombre d'armateurs étrangers rejettent la formule FOB. Ils ont toujours été réticents à ces mesures. Rappelons-nous, au passage, ce que certains armateurs étrangers de grosses pointures ont, au début de l'année 2012, signifié aux opérateurs algériens leur décision de supprimer de manière unilatérale le paiement par la formule FOB de leurs importations. Les clients algériens concernés ont été informés de s'acquitter de leurs factures d'importation en mode coût et fret, le FOB étant supprimé. Le problème ne s'est pas posé pour les importateurs algériens notamment les industriels qui importaient depuis longtemps leurs équipements et matières premières en mode coût et fret. Ce sont les importateurs de produits finis destinés à la revente en l'état, contraints de répercuter un surcoût généré par l'importation en coût et fret sur le prix de leurs produits, qui étaient les plus exposés à des problèmes. À l'époque un importateur de matériel informatique et de mobilier de bureau a été contraint de payer pour le transport maritime 3700 dollars par conteneur de 40 pieds en coût et fret au lieu de 2900 dollars le conteneur en mode FOB. Le surcoût a été de 800 dollars par conteneur.

La décision d'importer sous la formule FOB est une formule qui augmenterait aussi le coût du fret et de ce fait le coût de nos importations nationales et offre en parallèle des avantages. Parmi ces avantages c'est la garantie supplémentaire à l'importateur de prendre

possession de sa cargaison et le contrôle du coût du fret par la banque commerciale et la Banque d'Algérie.

Concernant l'augmentation du coût du fret et le coût de nos importations, il est à signaler au passage que les coûts internationaux du fret sont fixés à l'échelle mondiale et non « spécialement pour l'Algérie ». En clair, le prix de transport d'un conteneur d'un bien de consommation est déterminé pour un ensemble de pays et non pas uniquement pour l'Algérie. Alors si les armateurs étrangers sont tenus de déclarer le prix du fret en dinars, dans le coût du fret sera intégré le risque de change. À titre d'exemple, si le prix du fret d'un conteneur de marchandises valait initialement 800 dollars, avec le risque de change il pourrait devenir 850 ou 900 dollars. Alors si la formule FOB a été retenue, le Trésor dépenserait en plus des montants supplémentaires de transfert de devises vers les armateurs pour les 2.000.000 conteneurs transitant annuellement par les ports nationaux.

En conclusion nous estimons qu'en coût et fret le vendeur est responsable du coût et le transfert de propriété et de possession a lieu au port de destination. Il est à signaler, au passage, que la majorité des importateurs privilégient la formule « Coût et fret ».

Beaucoup d'acheteurs débutants, nouveaux dans le créneau, trouvent cette option particulièrement avantageuse parce qu'ils sont relativement libres de responsabilité pour la cargaison, logistiquement et financièrement parlant. En formule coût et fret beaucoup de fournisseurs offrent souvent des prix bas si les acheteurs acceptent l'incoterm. L'achat de marchandises sous l'incoterm coût et fret se traduit en général par des prix très bas et compétitifs, souvent beaucoup plus bas que les prix sous l'incoterm FOB. Si nous envisageons de choisir l'incoterm coût et fret, nous devons nous demander si cela vaut vraiment la peine de nous exposer à un tel risque pour un prix abordable et comprendre les implications de ce choix qui peut entraîner des coûts imprévus, des retards et moins de contrôle sur le fret maritime !

Au moment de finaliser cet article nous apprenons par les médias que le transport maritime en Algérie sera ouvert au privé, voilà une décision qui pourrait réduire la facture des importations. En effet, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé la disposition de l'Etat à ouvrir le transport aérien et maritime aux opérateurs privés souhaitant investir dans le secteur. Intervenant à l'ouverture, lors de la « Conférence nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle » tenue les 18 et 19 août 2020, le président de la République a affirmé que les investisseurs privés peuvent créer des entreprises spécialisées dans le transport aérien et maritime en vue d'activer dans les domaines du transport des voyageurs et des marchandises.

Appelant les investisseurs et les entreprises économiques à œuvrer à la réduction de la facture d'importation des services, le président de la République a rappelé que la facture annuelle des services de transport s'élevait à 12,5 milliards de dollars, dont 3,4 milliards de dollars pour les frais du transport maritime de marchandises. Nous estimons que la possession de fonds importants ne doit pas être une condition suffisante pour l'acquisition d'un navire de commerce. Le professionnalisme et la formation seraient des atouts tant pour l'acquisition de navires que pour leurs gestions techniques et administratives.

**Mohamed Bouabida**

\*Ex-Commandant de port /  
Cadre dirigeant E.P. Mostaganem  
Expert maritime agréé  
près les tribunaux (non opérationnel)

## ANNONCES CLASSÉES

Le Quotidien d'Oran

Samedi 12 septembre 2020 21

### APPELEMENTS

■ A louer un très bel F3 à la cité Lobet, vue panoramique sur le Bd et le complexe Castors, très sécurisé, propre, très bon voisinage, système d'alarme, climat, parking – Tél : 0555.66.10.92 - 0774.29.03.29

■ Vends à ORAN dans la résidence 'Mobilart Bahia center' sur la frange maritime, bel appart F4, 166 m² au 1<sup>er</sup> étage, avec garage, pour usage professionnel ou habitation. Tél : 0560.05.11.95

■ A louer bel F4, 1<sup>er</sup> étage, bien situé Haï Yasmine Oran – Tél : 0777.09.56.37

■ Loue F3, 1<sup>er</sup> étage, très bien situé, centre d'Es-Senia, convient habitation ou profession libérale – Tél : 0699.89.42.73

■ A vendre ou à louer appart F3-F4 et F5 promotionnel avec toutes commodités (cuisines équipées, chaudières, ch/c, ... etc) et garage à Bel Air, cité Petit, Maraval et Es-Senia. Possibilité location – 0772.43.37.38 - 0555.89.91.04 -0556.58.23.80

■ Appartement à vendre, F2 modifié en F3, 70 m² Maraval, cave non construite – Tél : 0779.24.63.09

■ Echange bel appartement F3, meublé, acté, avec livret foncier, 3<sup>e</sup> étage, sup 93 m², avec climatisation, chauffage central et ligne téléphonique avec ADSL et parking au sous-sol contre lot de terrain, carcasse ou local commercial, à Oran et environs. Etudie toutes propositions. Adresse Résidence VICTORIA, Bel Air, Oran. Nous contacter au n° 0541.04.43.25

■ Oran loue appart grand F2, cuisine, SDB, situé dans une villa (étage villa). Point du Jour, Oran pour étudiante ou couple sans enfants – 0553.97.45.20

■ Vend des Appartements promotionnel F3, cuisine équipées +climatisation à Castors sup 100 m². Curieux et intermédiaire s'abstenir Tél: 0656.19.19.74.

■ Vends Appart - Acté F4 au Red-Choses avec véranda. Cité Belle vue (Akid Lotfi Oran). Curieux et intermédiaire s'abstenir Tél: 0656.19.19.74.

### VILLAS

■ Sidi Bel-Abbès vend maison 310 m², 2 façades, R+1, actée + L.F.T Bien situé sur gd boulevard (près du consulat du Maroc) bache d'eau, 2 gdes citernes, chauffage central & puits. RDC : 2 pièces, jardin, cour, garage, 2 SDB, gd hall, hammam, 1<sup>er</sup> étage : 4 chambres, SDB, 2 gds balcons, cuisine, très gd hall de 50 m². Curieux et courtiers s'abstenir – Tél : 0770.45.80.11

■ Vends villa R+2 à Canastel : RDC 1 gd garage, 1 jardin, 1 devanture, 1 grande cuisine, pièce, salon, SDB, WC. 1<sup>er</sup> Et. : 2 salons 2 chambres SdB WC + Terrasse + Balcons, Clim + Chauffage central. Curieux s'abstenir – Tel : 0540.86.40.55

■ A. V ou échange MM, RDC, Ain El-Turck 3 faç. Face 25 m, actée + L.F., 300 m², F3 + studio (ent ind/coll) +2 SDB + 2 WC + 2 cuis + eau H/24 + gaz V +2 cours (40 m² + 100 m²), gar + jard + élect + ch/c + clim + Tel fixe + Internet. Endroit résidentiel et calme. Bon voisin. ou ech contre équival ou plus à Maraval / Choupot / Protin / Castors/ Hippodrome/Boulanger / Eckmühl – Tél : 0795.17.16.39 - 0696.02.07.94. Visite sur Rdv.

■ A vendre maison 80 m² + 1<sup>er</sup> étage + une terrasse + 4 chambres et un salon + grand garage + 2 salles de bain, 2 WC + 2 cuisines, une cour, à Oran Haï El Barki (Fellacouen)- Tél : 0555.79.59.37- 0776.69.16.84

■ ORAN Vente une Maison de Maître à démolir de 85 m² (Actée + Livret foncier) à rue Agadir (l'avenue Sidi Shahmi)- Tél: Tél: 0656.19.19.74.

### LOCAUX

■ Vends joli parc 2000 m² à El Kerma Oran, à 500 m de l'hyper marché acte + livret foncier (élect, eau, tél) bâti R+1, bloc admin R+1, grande cour bien finie, convient pour stockage ou autres – Tél : 0550.90.65.09 -0561.80.63.94

■ A vendre local de 120 m², 3m hauteur, neuf, acté à Victor Hugo derrière Docteur Harouni, convient pour fonction libérale ou dépôt – Tél : 0550.62.64.81

■ Loue local à usage commercial de 40 m². Très propre avec sanitaire, convient tous commerces ou bureau très bien situé au centre-ville Gdyl. Prix après visite – Tél : 0782.64.49.37

### EMPLOIS

■ Sté Taxis cherche chauffeurs sérieux avec diplôme – Tél : 0796.02.80.47 - 0778.15.98.47

■ Famille à Tlemcen : Cherche F ménage, et de compagnie. Bon salaire – Tlemcen : 0794.58.21.00

■ Société commerciale recrute commerciaux diplômés (marketing – licence commerciale). Envoyer C.V email : bamustapha24@gmail.com

■ Importante société recrute femme de ménage sérieuse dynamique, veuillez nous contacter au 0772.31.33.78

■ L'hôtel ADEF Oran situé au boulevard Front de mer recrute un chef cuisinier qualifié et un maître d'hôtel avec expérience. Contactez-nous au tél : 041.33.00.52 Email : receptionhoteladef@gmail.com

■ Entreprise de production en agroalimentaire sise à Es-Sénia recrute agent de sécurité, gestionnaire de stock commerciale expérimenté, opérateur machine, vendeur avec permis. Envoyer vos CV à recrutement.sps31@gmail.com

### PENSÉE

En ce jour du 12.09.2003 nous a quittés pour un monde meilleur mon très cher père adoré  
**Hadj Habib KALLOUCHE**  
Les mots ne peuvent apaiser la douleur que je ressens à tout moment, mais je n'oublierai à jamais le père et l'homme que tu étais, adorable avec un cœur plein de tendresse. Aimé de tous, tu resteras gravé dans nos cœurs, nos mémoires et nos prières aussi longtemps que nous vivrons. Allah te procure quiétude et réconfort et que ton âme repose en paix cher père que j'aime. Inch'Allah.  
Ton petit-fils  
H.Habib



### PENSÉE

A la mémoire de mon très cher et regretté  
**BEY BOUMERZAG Abderrahmane**  
Deux ans déjà que tu m'as quitté un certain 12/09/2018 pour un autre monde meilleur. Date depuis laquelle je ne t'oublierai jamais jusqu'à mon dernier soupir, tout en suivant des démarches et respectant tes conseils pour moi que tu m'as toujours donnés. Tu vis toujours à mes côtés. Ma fidélité à toi oblige. Je prie Dieu de t'accueillir en son Vaste Paradis Inchallah. Ton épouse fidèle Naoui Mimouna, ton «Amérique» comme tu préférerais me surnommer dans ton vivant.



■ Une minoterie privée installée à MASCARA cherche pour son profil un Gérant qualifié dans le secteur de meunerie - Expérience 10 ans et plus - Avoir sens de responsabilité pour la gérance - Résidant préférence à MAS-CARA ou environs - Salaire motivé - Tél : 0550.191.789

■ Marketel Algérie Oran recrute des Téléconseillers (ères) parfaitement francophones, à mi-temps ou à plein temps avec transport assuré le soir. Salaire fixe entre 35 000 et 40 000 DZD pour un temps plein + primes intéressantes - Mail : recrutement.oran@marketel-algerie.com - Tél : 0661.10.84.84

### VEHICULES

■ Achat Véhicules accidentés ou en panne et d'occasion - Tél : 0550.59.03.60 - 0771.39.49.82 - 023.243.383

### TERRAINS

■ Vends terrain à Benfréha (Oran) 157 m², acté, 2 façades (14 m x 12 m), électricité, gaz, eau, cité 210 îlots, école, CEM et lycée. Etudie toutes propositions – 35.000 DA/m² - 0776.34.25.84

### DIVERS

■ Vous entendez mais vous ne comprenez pas. Vous augmentez le son de la télé. Vous faites répéter. Test auditif gratuit chez Docteur Lazouni – SONOBEL. Tél : 0560.47.00.28 - 0560.47.00.23. Tlemcen – Relizane – Médéa – Saïda – Ain Defla – Mostaganem.

■ A louer licence taxi à Oran si pos. 2 ans – Tél : 0558.87.21.48

■ Recherche associé/partenaire financier (fonds propre) pour la réalisation d'une station de service, très bien située sur axe fréquenté dans l'agglomération oranaise. Contactez-nous au: 0674.71.44.42

■ Entreprise travaux bâtiment, avec un groupe professionnel ponctuel et sérieux, propose à : particulier, entreprise, promoteur... ses services (maçonnerie générale, peinture, clôture, finition, faïence et dalle de sol) Tél : 0792.56.03.68 (Oran)

### PENSÉE 40<sup>E</sup> JOUR

Les familles **BONNOUARA, DJABEUR** parents et alliés remercient tous ceux et celles qui ont compati à leur deuil suite à la perte de leur père et grand-père le 03/08/2020  
**BONNOUARA Hadj Hacène** âgé de 85 ans, et demandant à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.  
Son fils Ali BONNOUARA



### PENSÉE

A ma très chère mère  
**OUFATIA**  
Depuis ta disparition le 10 septembre 2011, je n'ai pu t'oublier un jour. Tu étais ma mère, ma sœur, ma copine et tout pour moi. Je n'ai pas un instant pu me séparer de ton image qui est présente en ma mémoire et gravée. Je demande à celles et ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour toi.  
Ta fille **Chahida**





**2**

**10.20** Les Z'amours  
**10.55** Tout le monde veut prendre sa place  
**12.00** Journal 13h00  
**12.20** 13h15, le samedi...  
**13.00** Tout compte fait  
**14.00** Cyclisme : Tour de France  
**17.15** Vélo club  
**17.40** N'oubliez pas les paroles  
**18.55** Météo 2  
**19.00** Journal 20h00  
**19.30** 20h30 le samedi

## 20.05 Fort Boyard



**Présenté par Olivier Minne**  
Maud Fontenoy, navigatrice, Ladji Doucouré, athlète, Sami El Gueddari, nageur, Loup-Denis Élion, acteur et Inès Vandamme, danseuse partent à l'assaut du fort. Ils jouent pour la Maud Fontenoy Foundation qui mène des actions d'éducation avec le soutien de l'Éducation nationale. Chaque année, ce sont en moyenne près de 150 000 jeunes, tous niveaux scolaires confondus, qui travaillent avec les kits pédagogiques de la fondation.

**3**

**10.29** Dans votre région  
**11.25** 12/13 : Journal national  
**11.55** Cyclisme : Tour de France  
**14.15** Les carnets de Julie avec Thierry Marx  
**15.15** Les carnets de Julie  
**16.15** Trouvez l'intrus  
**16.55** Questions pour un super champion  
**18.30** 19/20 : Journal national  
**19.05** Jouons à la maison  
**19.35** Tout le sport  
**19.50** Météo

## 20.05 Meurtres en Lorraine



**Téléfilm policier - France - 2018**  
**Avec Stéphane Bern, Joffrey Platel, Féodor Atkine, Catherine Demaiffe**  
Lorsqu'un cadavre de femme est découvert dans la citadelle de Bitche, en Lorraine, porteur d'une pièce d'échecs en cristal, le lieutenant Nicolas Muller est dépêché sur place. Il est accompagné d'une jeune stagiaire, Lola Paoli. Si Nicolas Muller enquête dans sa région natale, en terrain connu, ses investigations sont rendues difficiles car tous les indices mènent à une cristallerie dirigée par son père et sa propre sœur. Un héritage familial douloureux dont il a préféré s'éloigner en devenant gendarme.

**4**

**10.50** Paf le chien  
**12.15** Zine ! Zine !  
**12.25** A table les enfants  
**12.30** Les Minikeums  
**15.25** Le monde de Jamy



**17.25** Club Lumni  
**19.10** C'est toujours pas sorcier  
**20.00** La p'tite librairie

## 20.05 Cendrillon



**Téléfilm sentimental - Autriche - Allemagne - 2010**  
**Avec Emilia Schüle, Max Felder, Johanna Paliege, Simone Thomalla**  
Depuis la mort de ses parents, Cendrillon est élevée par sa belle-mère lady Tremaine, une femme froide et cruelle. Avec la complicité de ses enfants, lady Tremaine traite Cendrillon comme une servante en lui faisant faire les tâches ménagères les plus ingrates.

**5**

**10.15** La maison France 5  
**11.50** Trente saisons à Pentecôte, chronique du peuple Saa  
**13.00** Le peuple au-dessus des nuages  
**13.55** Gorongosa, renaissance d'un royaume  
**14.55** Vivre loin du monde  
**15.45** Les routes de l'impossible  
**16.45** C dans l'air  
**18.00** C l'hebdo  
**19.20** Une maison, un artiste  
**19.50** Echappées belles  
**21.30** Caravage  
**22.50** Atterrir au bout du monde

**arte**

**10.10** Chemins d'école, chemins de tous les dangers  
**12.25** Au pied des Carpates  
**13.55** Le Népal, aux portes du ciel  
**15.20** Invitation au voyage  
**16.00** GEO Reportage  
**16.50** Colorado, les cow-girls prennent les rênes  
**17.35** Arte reportage  
**18.30** Le dessous des cartes  
**18.45** Arte journal  
**19.05** 28 minutes samedi  
**19.50** 700 requins dans la nuit  
**21.20** Orques en péril

**08.30** C'est mon choix  
**13.45** The Middle  
**15.25** The Big Bang Theory  
**20.10** Superstore

**C 8**

**09.00** Direct Auto Express  
**10.00** Direct Auto  
**12.30** JT  
**12.40** La rose noire  
**16.15** Liaisons obscures  
**18.20** Le combat d'une femme  
**20.05** Inspecteur Barnaby  
**21.50** Enquête sous haute tension spéciale urgences



**OCS MAX** 19.40

## GANGS OF NEW YORK

**Drame - Grande-Bretagne - Italie - Etats-Unis - 2002**

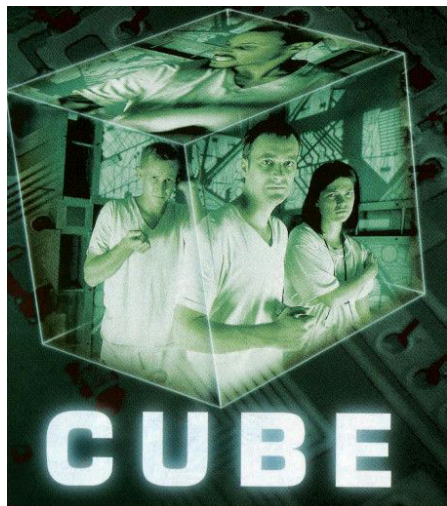
**Avec Leonardo DiCaprio, Liam Neeson, Cameron Diaz, Daniel Day-Lewis**  
En 1846, les Dead Rabbits, des immigrants irlandais regroupés derrière le père Vallon, et les Natifs, emmenés par l'inquiétant Bill le Boucher, se disputent le contrôle de Five Points, un quartier interlope de New York. Au terme d'une rixe, Bill abat Vallon. Des années plus tard, Amsterdam, le fils de ce dernier, infiltre le gang de Bill jusqu'à en devenir le n°2, bien décidé à venger la mort de son père.

**CINE + PREMIER** 19.50  
**HEAT**



**Film policier - Etats-Unis - 1995**  
**Avec Al Pacino, Robert de Niro, Val Kilmer, Kevin Gage, Jon Voight**  
Neil McCauley, cambrioleur de génie, et son complice perceur de coffres, attaquent un fourgon blindé en plein Los Angeles. L'affaire tourne au bain de sang par la faute de Waingro, une recrue à la gâchette trop facile. Fou de rage, Neil tente d'éliminer Waingro, en vain. L'enquête est confiée à Vincent Hanna, un policier. Sur les conseils de son ami Nate, Neil tente de négocier la revente de bons pris lors du hold-up.

**CINE + FRISSE** 19.50  
**CUBE**



**Film de science-fiction - Canada - 1997**  
**Avec Maurice Dean Wint, Wayne Robson, Nicole de Boer, Nicky Guadagni**  
Six personnes, dont aucune ne semble connaître les autres, se réveillent un jour dans une salle étrange, fermée. La pièce est en forme de cube, avec une porte sur chacune de ses faces. Ces portes mènent à des salles d'apparence identique? Mais certaines des pièces se révèlent piégées et parfois mortellement dangereuses. Les six personnes vont unir leurs forces et leurs connaissances pour tenter de sortir.

# TÉLÉVISION

**TF1**

## 20.05 The voice kids



**09.35** La vie secrète des chats  
**11.00** Les douze coups de midi  
**11.55** Météo  
**12.00** Le Journal  
**12.35** Grands reportages  
**13.50** Reportages découverte  
**15.10** Les docs du week-end  
**16.50** 50mn Inside  
**18.00** 50' inside  
**18.55** Météo  
**19.00** Le journal  
**19.45** Loto  
**19.50** Merci !  
**19.55** Quotidien express  
**20.00** Météo

**Présenté par Nikos Aliagas, Karine Ferri, Soprano, Jenifer Bartoli, Patrick Fiori, Kendji Girac**

Des auditions à l'aveugle jusqu'à la grande finale, en passant par les battles et la demi-finale, Nikos Aliagas et Karine Ferri restent au plus près des jeunes artistes. Qui de Kendji Girac, Jenifer, Soprano ou Patrick Fiori remportera le trophée ? Le suspense bat son plein, d'autant que la cuvée 2020 promet quelques belles surprises.

**6**

## 20.05 The Rookie : Le flic de Los Angeles



**09.05** 66 minutes : grand format  
**11.40** Météo  
**11.45** Le 12.45  
**12.35** Scènes de ménages  
**13.45** Chasseurs d'appart'

**Série policière - Etats-Unis - 2019**  
**Saison 2 - Episode 1/20**

**- Impact**  
**Avec Nathan Fillion, Alyssa Diaz, Richard T. Jones, Titus Makin Jr**  
Les recrues reçoivent les résultats de leur tout dernier examen d'entraînement. Si certains sont satisfaits, d'autres, comme West, ne cachent pas leur déception et ne tardent pas à remettre en question leurs propres capacités. Nolan est sous le choc quand il découvre pour la première fois un corps calciné au cours d'une enquête.

**CANAL+**

## 20.02 Ligue 1 Uber Eats



**08.37** Groland le zapoï  
**09.07** Engrenages  
**11.03** Profession  
**11.57** 21 cm de +  
**12.00** Boîte noire  
**12.32** Le cercle  
**13.23** Sport Reporter  
**13.57** Avant-Match Top 14  
**14.10** Rugby : Top 14  
**16.16** Canal Sports Club  
**17.25** Football : Premier League  
**19.30** Canal Football Club 1re édition  
**19.57** Avant-match Ligue 1

**- Saint-Etienne - Strasbourg**  
Finalistes malheureux de la dernière Coupe de France, Romain Hamouma et les Stéphanois débutent leur saison ce soir face à Strasbourg après le report de leur match face à Marseille en raison de plusieurs cas de contaminations au coronavirus au sein du club phocéen. A domicile, les joueurs de Claude Puel devront se méfier des Alsaciens qui ont démarré la saison par une lourde défaite sur le terrain de Lorient un des promus (3-1).

**PLANETE +**

**08.51** Apocalypse : la 2e Guerre mondiale  
**10.48** Drôles de villes pour une rencontre  
**12.41** Planète School  
**13.37** Faites entrer l'accusé  
**14.57** Pourquoi nous détestent-ils  
**16.19** Les chevaliers Templiers et le Saint-Graal  
**17.48** Bandes de lémuriens  
**18.14** Singapour, ville sauvage  
**19.04** American Pickers, la brocante made in U.S.A.

**TFX**

**08.00** Signé Cat's Eyes  
**10.55** Familles nombreuses : la vie en XXL  
**20.00** Petits plats en équilibre  
**20.05** Chroniques criminelles




**W9**


**09.30** HDM : L'hebdo de la musique  
**11.35** Météo  
**11.40** Bones  
**16.55** La petite histoire de France  
**20.00** Météo  
**20.05** Les Simpson






 Détermination et courage sont vos mots d'ordre et la récompense à votre dévouement ne tardera pas à venir. Vous vous sentez capable de grandes choses toutes proches de l'exploit.




 Les problèmes de communication qui auraient pu survenir vont s'envoler. Vous aurez l'occasion de discuter sérieusement. Si vous avez du mal à vous faire comprendre, prenez votre temps, respirez profondément puis parlez calmement et vous serez écouté.




 N'accordez pas votre précieux temps à ceux qui ne sont pas sincères ou qui vous cachent la vérité. Essayez de ne pas juger mais cela ne vous empêche pas pour autant de ne pas vous mettre d'accord avec eux.




 Le doute pourrait s'immiscer entre vous et une personne qui vous est proche. Votre anxiété vous rend impatient mais vous aurez la chance d'avoir pour vous la clémence de ceux qui vous entourent.




 Vous allez faire de grands progrès plus un excellent travail d'approche qui portera ses fruits. Une personne que vous tenez en grande estime va s'intéresser à vous.




 Vous avez suffisamment la grande forme pour vous sortir de votre routine journalière. Il faut aller franchement de l'avant.




 Vous n'aurez plus de soucis à vous faire car on se fait une excellente image de vous. Votre inquiétude relative à l'attitude d'une personne proche de vous n'est pas du tout fondée.




 On pourra vous faire une proposition alléchante que vous saurez refuser même si cela paraît une bonne opportunité. Vous n'aurez pas de mal à vous décider quant aux autres obligations dont vous aurez à répondre bientôt.




 Vous pensez posséder une très grande influence sur quelqu'un qui cherche à vous fuir. Pourtant vos sentiments sont sincères et malgré cela on ne vous croît pas vraiment.




 Prenez soin de sauvegarder votre indépendance dans une affaire où on cherche à vous impliquer plus que vous le souhaitez. Une chance soudaine passera pour venir à votre secours dans une discussion orageuse. Heureusement vous gardez votre sang froid.



 Ne prenez pas de décision irrévocable dès maintenant, le problème qui vous inquiète mérite encore une certaine réflexion.



 On vous fera une proposition alléchante. Même si cela vous paraît une bonne opportunité prenez l'avis d'une personne très avisée en considération.

**FLÉCHÉS N° 7849**

OISEAU ----- CALOMNIER, MEDIER	→								
↓		VOIE, CHEMIN ----- RENVOYÉES	→				↕	ARTICLE ----- ECLAIRÉ	
	↓		↑		PRONOM ----- EMPLOI	→		↓	
		MÉTAL PRÉCIEUX ----- À L'EVIDENCE	←		PARTIE EN FUGUE				
					↓		←	GOURDE, SOT, NUNUCHE... ----- LETTRES À LA PLUME	→
			↑						
				PETITE GRECQUE (I) ----- CONVIENDRA	↔				↑
					←	BAFFE ----- EMBARRAS ----- FLOTTE	→		↑
							↑		↓
			←	DÉSERT DE PIERRES ----- DEUX À LA FOIS	→		NOTE ----- POSSESSIF	→	
						↑			
					←	ANALYSÉS ----- TEST ----- FILS DE NOÉ	→		
							↑	EGRA- TIGNURE ----- INCOM- PÉTENT	↓
	RÉSISTE ----- BANDITS	→	↕		↑				
				↑				↓	←
NEGATION ----- CONJONC- TION	→			POSSÈDE ----- HAUTAINES, CONTENTES DE SOI	↔				↓
↓							↑		↓
	RUSH ----- AMAS	→					↕	SOCIÉTÉ ----- REFUTÉE ----- TRADITIONS	→
	↕								
				SIÈGE DE CAVALIER	→				

## CROISÉS N° 7849

A. Si c'est à elle, on peut y aller à gogo.  
B. Paume. Prêt.  
C. Polis.  
En dedans.  
D. Vague humaine.  
Palladium.  
Fait être  
E. Figeant.  
F. Fit comme ci, comme ça.  
Fouettât.  
G. Premier secrétaire de l'ONU. Sali de boue.  
H. A poignées.  
Ordre donné.  
I. Va au pas ! Indéfini.  
L'aurore des Titans.  
J. Avec un air de blues.

V	O	N	T	N	E	M	E	N	A	T	N	O	P	S
O	L	A	N	O	T	E	E	E	I	D	O	L	E	M
I	E	T	E	R	N	N	I	T	A	M	P	R	O	N
L	R	T	M	E	E	N	N	N	T	U	D	U	V	O
E	E	N	E	R	M	I	O	A	O	A	T	E	R	I
I	U	E	R	I	E	R	H	L	C	O	S	A	E	T
R	T	M	I	P	N	U	P	O	N	T	N	S	R	A
E	I	I	O	S	N	O	Y	V	O	G	S	O	E	S
T	T	T	T	E	O	B	S	N	E	E	U	R	E	I
T	S	R	A	R	I	M	T	O	T	A	L	E	P	T
O	N	A	G	R	T	A	X	S	E	T	N	N	R	O
H	O	P	I	E	A	T	U	D	R	R	O	O	A	C
C	C	M	L	V	T	J	A	E	T	A	L	M	H	I
A	R	O	B	E	S	C	H	M	I	U	I	A	C	R
C	V	C	O	E	U	R	C	I	L	Q	P	R	E	T

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un pays.
- Mon 2e est plus que large.

Mon tout est un cheval reproducteur.

1 S	2 O	3 D	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

13	4	9	1	2	9	15	4	5	4
4	13	4	6		7	11	3	8	6
10	7		7	10		8		1	7
2	9	8	5	8	1	13	4		15
3	4	5		12	8	14	10	4	4
8	5		12	4	3	7	8		1
4		5	4	9	7	5	3	1	
1		6	8	12		3	4	9	6
	5	7	9	8	13	4	5		4
7	8		6	4	4	1		9	9
16		6	11	4	5		13	2	9
10	4	11	5	1		6	8	6	8
2	16	6	4		6	4	6	4	1
13		11	9	6	4	10		9	
14	4	1	6	8	7	10	8	6	4

S	U	D	O	R	I	F	E	R	E
A	R	A		C	O	M	M	E	T
G	O	U	T			I	E	N	A
I		C	H	I	A		C	A	I
T	C	H	I	N	T	C	H	I	N
T	R	I	P	O	T	E	E	S	
A	I	N	E		E	R		S	T
I	S	O			F	R	I	S	E
R	E			V	E	R	S	A	N
E	S	P	E	R	E	E		T	E

3	2	8	7	5	9	4	1	6
6	5	9	4	8	1	3	7	2
4	1	7	6	3	2	5	9	8
5	6	4	1	9	8	3	2	7
8	9	3	2	4	7	1	6	5
2	7	1	5	6	3	8	4	9
9	3	6	8	2	4	7	5	1
7	4	2	9	1	5	6	8	3
1	8	5	3	7	6	9	2	4

1	C	2	A	3	G	4	I	5	R
7	S	8	T	9	E	10	L	11	P
13	M	14	N	15	O	16	V	17	F
19		20		21		22		23	
25		26							

	6							
	3		4	7	5			8
	9			6		5	3	2
5				9	4			
			2				5	4
2		6		5		8		
7	2	4				3	9	
	1					7		
		3	1	2				6



## Trump annonce une normalisation entre Bahreïn et Israël

Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi que Bahreïn et Israël allaient normaliser leurs relations, un mois après l'accord historique entre les Emirats arabes unis et l'Etat hébreu. "Encore une percée historique aujourd'hui !", a tweeté le locataire de la Maison Blanche. "Nos deux grands amis Israël et Bahreïn ont conclu un Accord de Paix", a-t-il ajouté. Bahreïn et Israël partagent avec d'autres pays arabes de la région la même hostilité à l'égard de l'Iran, que Manama accuse d'instrumentaliser la communauté chiite de Bahreïn contre la dynastie sunnite au pouvoir.

## Libye: la réunion de Montreux annonce «une phase préparatoire» à la solution globale



Les participants à la réunion consultative libyenne, qui s'est tenue dans la ville de Montreux en Suisse au cours des trois derniers jours, ont publié une déclaration finale de sept recommandations à soumettre au Comité de dialogue politique, portant notamment sur la considération d'une «phase préparatoire» au règlement général de la crise libyenne. Les participants à la réunion de Montreux à laquelle ont pris part des représentants des principaux acteurs libyens, en présence de la Manul, sont convenus, selon la déclaration, de considérer la «phase préparatoire à une solution globale» comme un délai pour préparer les conditions appropriées pour la tenue des élections législatives et présidentielles dans un délai ne dépassant pas 18 mois, et sur la base d'une disposition constitutionnelle convenue. Ils recommandent entre autres «la restructuration du pouvoir exécutif pour former un Conseil présidentiel composé d'un président et de deux vice-présidents, un gouvernement d'unité nationale indépendant du Conseil et le choix des membres du Conseil présidentiel et le chef du gouvernement dans le cadre des travaux du Comité de dialogue politique libyen. Ce dernier est chargé de former le gouvernement, «en tenant compte de l'unité de la Libye et de sa diversité géographique, politique et sociale».

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Accord Israël/Emirats : pas de consensus à la Ligue arabe

Les pays membres de la Ligue arabe ne sont pas parvenus à un consensus mercredi soir sur une résolution concernant l'accord de normalisation entre Israël et les Emirats arabes unis, que les Palestiniens ont appelé à rejeter. «La réunion a été l'occasion d'un dialogue sérieux et approfondi qui a pris du temps, mais n'a pas mené à un consensus sur un projet de résolution proposé par les Palestiniens», a déclaré Hossam Zaki, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, qui s'exprimait depuis le quartier général de l'organisation panarabe au Caire, à l'issue d'une réunion virtuelle. Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad Al-Maliki, avait appelé ses homologues arabes à rejeter l'accord: «autrement notre réunion sera considérée comme un blanc-seing ou une couverture, et cela ne sera pas accepté par l'Etat palestinien». Un accord de normalisation des relations entre Israël et les Emirats, parrainé par Washington, a été annoncé le 13



août. Il doit permettre de développer les échanges commerciaux dans les secteurs de l'agriculture, des technologies et du tourisme. Les Palestiniens ont accusé Abou Dhabi de trahison et de violation du consensus arabe qui faisait du règlement du conflit israélo-palestinien une condition sine qua non à la normalisation avec l'Etat hébreu.

Cet accord fait des Emirats le troisième pays arabe seulement à établir des liens diplomatiques avec l'Etat hébreu, après les traités de paix conclus avec l'Égypte (1979) et la Jordanie (1994). Par ailleurs, les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe se sont prononcés contre les «ingérences» de l'Iran et de la Turquie dans les affaires arabes.

## Khashoggi : Trump s'est vanté d'avoir «sauvé la peau» du prince héritier saoudien



Donald Trump s'est vanté d'avoir «sauvé la peau» du prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane, accusé par le Congrès américain d'être responsable de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, selon de nouveaux extraits des entretiens accordés par le président des Etats-Unis à Bob Woodward.

«J'ai sauvé sa peau», a lancé le 22 janvier le milliardaire républicain à M. Woodward, qui publie mardi son nouveau livre «Rage». «J'ai réussi à faire en sorte que le Congrès le laisse tranquille. J'ai réussi à les stopper», a-t-il ajouté, selon ces extraits rapportés jeudi par le site d'information Business Insider. Jamal Khashoggi, un collabo-

rateur du Washington Post et critique du régime saoudien, a été assassiné en octobre 2018 dans le consulat de son pays à Istanbul, où il s'était rendu pour récupérer un document. Son corps, découpé en morceaux, n'a jamais été retrouvé.

Ce meurtre a plongé le royaume saoudien dans l'une de ses pires crises diplomatiques et terni l'image du prince héritier surnommé «MBS», accusé par des responsables turcs et américains d'être le commanditaire. Les sénateurs américains, y compris le camp républicain du président, ont formellement jugé le prince «responsable» de l'assassinat. Mais Donald Trump lui a toujours dit son soutien. Lorsque Bob Woodward l'a interrogé sur ce meurtre, le président des Etats-Unis a d'abord tenté de faire diversion. «Oui, mais l'Iran tue 36 personnes par jour, alors...», a-t-il dit, selon ces extraits. Pressé par son interlocuteur, il a finalement insisté sur les dénégations de «MBS».

## Christian Poncelet, ancien président du Sénat, est décédé



Christian Poncelet, ancien président du Sénat est décédé à l'âge de 92 ans, a annoncé à l'AFP le maire de Remiremont, commune qu'il a dirigée. Christian Poncelet, gaulliste et ancien président du Sénat entre 1998 et 2008, est décédé à l'âge de 92 ans, a annoncé vendredi le maire de Remiremont, Jean Hingray, à l'AFP.

«Comme beaucoup de Romarimontains et de Vosgiens, je suis empreint d'une immense tristesse en apprenant le décès du Président Poncelet», a indiqué le maire de cette commune des Vosges dont Christian Poncelet fut lui-même maire de 1983 à 2001.

Né en Algérie, à Tlalat dans les environs d'Oran, et au cours de sa présidence à la tête du sénat français, profitant du pèlerinage à la maison où il était né, il a été l'hôte du Quotidien d'Oran.

## Le Covid en Afrique offre un nouveau marché

### aux corrompus

Fonds détournés, contrats passés auprès de sociétés politiquement amies, surfacturations et fraudes: l'Afrique du Sud est confrontée à une embarrassante série de scandales de corruption liés aux fonds alloués pour lutter contre le coronavirus. Comme d'autres pays sur le continent. Les enquêteurs sud-africains ont déjà dans les mains 600 dossiers d'entreprises soupçonnées de corruption, sur plus de cinq milliards de rands (250 millions d'euros) de contrats destinés à fournir matériel, aide sociale et distributions alimentaires.

Les entrepreneurs pilleurs de fonds Covid sont si nombreux qu'ils ont hérité d'un néologisme: les «Covidpreneurs». Et cette corruption n'épargne pas d'autres pays africains. De Nairobi à Lagos, responsables gouvernementaux et entreprises ont été pris la main dans le sac à pandémie. Le continent a été frappé moins fort par le virus qu'initialement redouté - 31.893 décès sur plus de 1,3 million de cas, dont près de la moitié en Afrique du Sud (14.678 morts pour 635.000 cas). Mais des centaines de millions de dollars prévus pour y faire face ont disparu.

Des hôpitaux se retrouvent avec du matériel pas aux normes, des équipements ou désinfectants inefficaces. Et en République démocratique du Congo, les accusations de malversations financières font rage: en mai, le Premier ministre Sylvester Ilunga Ilunkamba affirmait avoir décaissé 10,7 millions de dollars pour lutter contre le coronavirus. Un mois plus tard, le responsable de ces programmes disait n'avoir reçu que 1,4 million. En Ouganda, quatre responsables gouvernementaux risquent la prison pour avoir empoché un demi-million de dollars sur un fonds destiné à nourrir les plus vulnérables. Un autre, qui entassait dans sa maison des sacs de maïs et de haricots destinés aux pauvres, n'est pas passé inaperçu.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### MODE DE VIE

Des anodines et simples remarques citoyennes émanent souvent de profondes vérités. De guerre lasse et ne sachant plus quand les écoles ouvriront leurs portes, une jeune mère de famille s'est lancée dans un constat mordant en déduisant qu'il faudra bien se résoudre à se passer de cette institution et réfléchir à initier les enfants à une autre manière d'apprendre à comment ils gagneront leurs vies. La boutade n'a pas l'apparence des légèretés verbales. Elle souligne l'impérieuse nécessité de révolutionner un mode de vie. Décapante, la remarque est à la hauteur de l'extraordinaire bouleversement entamé par ce nouveau siècle et dont l'humanité entière ne semble regarder que d'un oeil alors qu'elle subit de plus en plus des impondérables existentiels démultipliés.

La moitié de l'espèce animale mondiale s'est éteinte et à contrario la population humaine augmente à une vitesse exponentielle sur une terre qui a presque l'air d'afficher un dégoût, manière d'affirmer une colère contre des locataires n'étant plus capables d'assumer un bail conclu avec la vie. Que les moineaux et les coquelicots disparaissent du paysage n'est pas un petit signe innocent. Il est à mettre en parallèle avec la multiplication des catastrophes naturelles et avec les virus qui se propagent pour affirmer que la terre a fini d'avoir marre de supporter l'indignité d'une espèce dite intelligente mais restée ancrée dans l'indigence.

Il serait inutile de s'évertuer à chercher avec des théories savantes pour comprendre que tout a changé pour que la nature ait toujours le dernier mot. Sa force implacable démontre au fil du temps qu'elle a inmanquablement raison des prétentions humaines voulues rassurantes et malheureusement toujours intéressées.

Summum de la puissance des terrestres, une grande partie des Etats-Unis est en feu en ce moment enjoignant un nombre effarant de familles américaines à se ruer dans une migration forcée. Cette ruée obligée à une analogie certaine avec celle qu'imposent la misère et la faim dans d'autres contrées de l'Afrique et de l'Asie.

Finalement, c'est la boutade de la mère de famille, avec sa densité et sa simplicité qui est dans le vrai.